

مركز اسبوع

« Arts et Spectacles » : Gould et Rubinstein

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14888 - 7 F

JEUDI 10 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le corps expéditionnaire à pied d'œuvre à Mogadiscio

« L'espoir »
et après ?

DANS le Golfe, il y aura bientôt deux ans, les États-majors de la coalition anti-irakienne avaient inventé la guerre en trompe-l'œil, subtilisant l'essentiel du scénario et de l'opération à l'insouciance frustrée des reporters. Sur les plages somaliennes, mercredi 9 décembre, le spectacle a pris sa revanche, dès le lever de rideau.

Éblouis par les projecteurs des caméramans qui les attendaient, les premiers marins débarqués avant l'aube à Mogadiscio ont joué, à leur corps défendant, le premier acte d'une « guerre en direct », à l'heure, outre-Atlantique, de la plus forte audience télévisée. Juste retour des choses, dire-t-on, puisque l'opération « Restore the Hope » s'explique largement par la charge d'émotion accumulée chaque soir, depuis des mois, sur le petit écran.

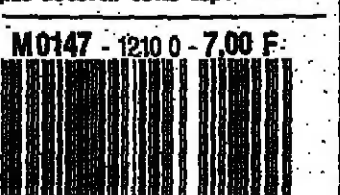
GOLFE, Somalie : les deux interventions ont en commun d'être placées sous la bannière des Nations unies, et sous commandement américain. Leur similitude s'arrête là. En Somalie, les États-Unis font dans l'indéfini. Pour la première fois dans leur histoire, leurs soldats ne font pas une terre étrangère, sans y avoir été conviés - ni pour soutenir ou défendre un régime idéologique, ni pour préserver un intérêt stratégique de l'Amérique, ni pour sauver les vies de ses citoyens.

Mais pour « faire le bien », en conjurant le sort programmé de centaines de milliers d'adultes et d'enfants, jugés intolérables aux promoteurs d'un « nouvel ordre mondial », ailleurs pourtant ouvertement bafoués. La guerre du Golfe avait rendu à l'Amérique sa confiance en sa puissance militaire : l'opération d'ingénierie humanitaire en Somalie peut lui redonner une part de son crédit moral. D'où son côté croisé de charité, à l'approche de Noël, dans un pays resté au fond de lui-même largement idéaliste.

L'OPÉRATION lancée mercredi a été vivement accueillie par le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, prompt à reprocher à l'Occident de trop s'appuyer sur les malheurs des Somaliens, en négligeant ceux des Bosniens, en attendant que les populations soient en danger de mort ? NI L'ONU ni les États-Unis ne peuvent faire l'économie, le moment venu, d'un débat autour de ces questions.

Et ensuite ? Non seulement nul ne peut écarter la « mauvaise » scénario, celui de l'enlèvement militaire dans un pays dont le peuple batailleur - provoquantement réconcilié sur le dos de l'étranger - verserait dans un terrorisme du pauvre en prenant pour cibles les soldats américains ; mais surtout le « réajustement politique » promis au « peuple de Somalie » par M. Boutros-Ghali prendra de longues années, dans ce pays naufragé. Il est noble de vouloir « rendre l'espoir » aux Somaliens. Encore faudra-t-il, plus tard, ne pas décevoir cette espérance.

MO147 - 1210 0 - 7.00 F



- Les Américains ont pris le contrôle de l'aéroport et du port
- Troubles et pillages dans le sud de la Somalie

La capitale somalienne avait retrouvé un calme qu'elle n'avait pas connu depuis deux ans, au moment du débarquement, mercredi 9 décembre, peu avant l'aube, des marines chargés de préparer l'arrivée des 28 000 hommes envoyés par le Pentagone.

Les membres de cet élément précurseur ont immédiatement pris le contrôle

du port et de l'aéroport, sans incidents, si ce n'est la gêne causée par les nombreux journalistes qui attendaient sur le rivage le début de cette opération très « médiatisée ».

Mais des combats et des pillages ont eu lieu au cours de la nuit de mardi à mercredi, dans le sud du pays, dans le port de Kisimayo, d'où une dizaine de

responsables d'organisations humanitaires ont été évacués mercredi matin.

Un premier détachement français, comptant 150 hommes, des légionnaires pour la plupart, est parti de Djibouti pour Mogadiscio, mercredi en fin de matinée. Les troupes françaises - 2 120 hommes au total - devraient être déployées dans l'ouest du pays.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

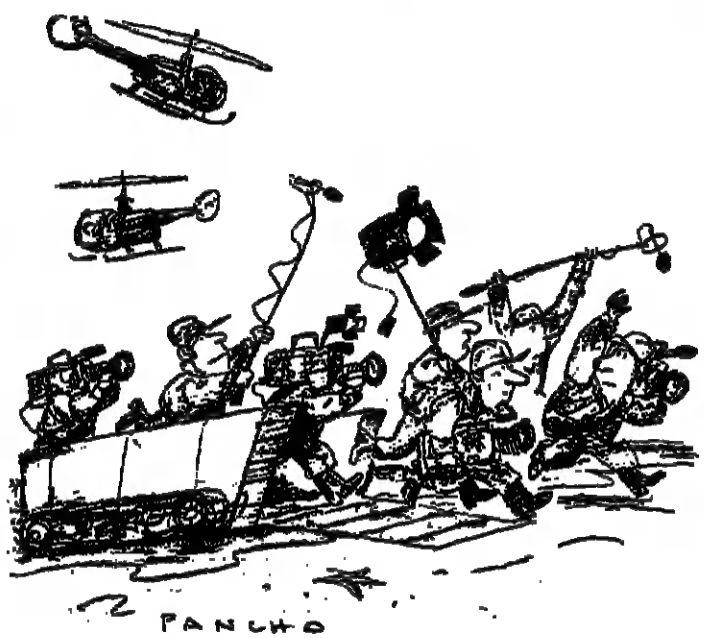
A 4 h 25, heure locale, la petite crique située à quelques mètres de l'aéroport s'est brusquement illuminée comme un plateau de tournage. Les premiers véhicules amphibies de l'USS Rushmore atteignent la plage sous le feu nourri des flashs et des projecteurs de tous calibres. Plus de deux cents journalistes du monde entier attendaient cet instant, en faisant les cent pas depuis minuit sur le sable.

Trois heures auparavant, un commando d'une centaine d'hommes avait débarqué discrètement pour établir un poste avancé. Dans un busin, au bout de la piste d'atterrissage, quatre marines aux aguets se cachaient, cernés par les photographes qui les débattaient au télescope. Aux premiers lueurs de l'aube, une vague d'hélicoptères Black Hawk et Chinook a surgi à l'horizon, dans une

navette impressionnante entre le groupe naval et la base des « escadrons bleus » pakistais, où ils déposaient leurs troupes, tandis que deux gigantesques aéroglisseurs reliaient la côte à l'escadre, déchargeant des tonnes de matériel. Au même moment, une centaine de marines hélicoptères investissent le port, obligeant au passage les journalistes présents à se couvrir face contre terre. Des centaines de badauds commentent à affluer aux abords de ces deux endroits stratégiques pour ne pas perdre une miette du spectacle.

Mogadiscio s'est éveillée en l'absence évidente de militaires armés. Une toute nouvelle atmosphère, pour cette ville soumise à l'insécurité depuis deux ans. « Mogadiscio est libérée des bandits », s'est écrit en ancien employé à la sécurité aérienne.

JEAN HÉLÈNE
Lire la suite page 3



Lire aussi

- La film des événements
- Le débarquement, le plus « médiatisé » de l'histoire militaire
par ALAIN FRACHON
- Les marines, une élite au service du président
par HENRI PIERRE
- Le souvenir américain de Berbera
par JACQUES DE BARRIN
- M. Bérézgovoy justifie l'intervention de la France
par THIERRY BRÉNER
- Le Japon de nouveau partagé
par PHILIPPE PONS
pages 3 et 4

Bosnie : pression accrue sur Sarajevo

Les forces serbes ont intensifié leur offensive autour de Sarajevo, et plusieurs chars lourds ont coupé un temps, mardi 8 décembre, la route de l'aéroport. Aux États-Unis, l'ancien secrétaire d'État, M. Shultz, a assésimé les atrocités commises par les Serbes aux crimes des nazis. page 6

Rénovation des diplômes universitaires

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a approuvé, mardi 8 décembre, la rénovation des formations universitaires scientifiques et artistiques. page 10

ÉDUCATION • CAMPUS

■ La vérité des prix pour les étudiants à la décentralisation tranquille des universités. pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 24

Europe : le double choc

La crise économique et les difficultés de l'unification allemande menacent la construction communautaire

par Alain Vernholes

Le traité de Maastricht peut-il être sauvé ? Il y a sept ans, la relance d'un grand marché européen sans frontières à l'intérieur duquel circulerait librement les hommes, les marchandises, les services et les capitaux avait stimulé l'activité économique. Des investissements importants avaient apporté, avec des millions d'emplois nouveaux, une amélioration des niveaux de vie dans tous les pays de la CEE. Le hasard y eut sans doute sa part. Toujours est-il que le rythme de

croissance s'accélérait fortement en Europe à partir de 1987 pour atteindre 4 % en moyenne durant l'année 1988 et encore 3,2 % en 1989.

C'est à partir de 1990, et plus encore de 1991, que la croissance se ralentit, se transformant même en grave récession outre-Manche. Coïncidence encore, mais celle-là malheureuse : c'est en 1990 que prend véritablement forme l'Union économique et monétaire (UEM), portée sur les fonds baptismaux lors du conseil européen de Maastricht des 9 et 10 décembre 1991. Union qui prévoit, à

terme, banque centrale européenne, politique monétaire commune, parités de change fixes et, aussitôt que possible, monnaie unique.

Alors que le projet d'un grand marché unique aura correspondu à une ère de réelle prospérité et de dynamisme industriel aussi bien que commercial, le projet d'union monétaire aura, lui, vu le jour en pleine crise économique. Difficile d'affirmer qu'il n'existe aucun lien de cause à effet : la perspective d'un abandon des monnaies nationales et les pertes de souveraineté définitives que

cela représente en matière de politique monétaire et de taux d'intérêt, la nécessité de mener des politiques économiques rigoureuses pour satisfaire aux critères d'entrée dans l'UEM, tout cela a probablement inquiété, dans un climat déjà assombri par la crise du Golfe et les difficultés des pays d'Europe centrale et orientale.

Lire la suite page 19
Lire également l'article de LAURENT ZECCHINI, page 7
les points de vue de BERNARD ESAMBERT et de NICOLE FONTAINE, page 2

Le sort de l'émission littéraire « Caractères »

La vaine-hésitation de France 3 sur l'émission littéraire de Bernard Rapp, « Caractères », dont le tempo a été accéléré par une lettre de protestation du secrétaire d'État à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney, au président de France Télévision, devrait s'achever par le transfert de l'émission du vendredi soir au dimanche en fin d'après-midi. Il reste à savoir, d'une part, ce que Bernard Rapp fera de cette nouvelle plage horaire, qui, selon la direction des programmes de France 3, lui offre un public plus large et plus jeune, et, d'autre part, quel sort sera réservé au livre et à la littérature dans cette nouvelle émission.

Lire page 22 l'article de PIERRE LÉPARE
et la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 23

ARTS ET SPECTACLES

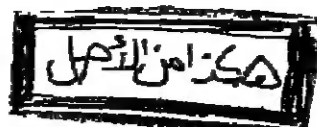
Le piano, au plus haut

Artur Rubinstein, Glenn Gould : tout semble les opposer, leurs origines, leur rapport au monde, à la société, à la musique, au piano. Disparus presque simultanément il y a dix ans, l'un très vieux, l'autre trop jeune, la parution en totalité, ou presque, de leurs écrits, de leurs disques, des films où ils apparaissent permet de les replacer dans les courants esthétiques de leur temps. Mais surtout de constater que ces deux immenses pianistes étaient, sur bien des plans, beaucoup plus proches qu'on aurait pu l'imaginer.

Lire les articles d'ALAIN LOMPECH
dans le supplément « Arts et Spectacles » pages 25 à 27

13, RUE DE LA PAIX. PARIS. 42.61.58.56

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 120 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.



DÉBATS

Edimbourg

Il faut croire à une Europe fédérale

par Bernard Esambert

Le socialisme n'est plus à la mode. Le libéralisme paraît le plus efficace des régimes, mais aussi le plus brutal. Le pouvoir est étendu, mais les solides institutions de la V^e République lui dressent un solide échafaudage. Rien d'étonnant à ce que les Français recherchent aussi ailleurs la façon d'exprimer leur désarroi. C'est probablement injuste pour un président de la République et pour un Parti socialiste qui ont su triompher d'une idéologie dépassée et d'un anachronisme; c'est injuste pour l'opposition qui sait faire preuve d'une certaine sagesse et d'une certaine tolérance. C'est injuste pour la politique, c'est-à-dire pour ceux qui ont à transformer en choix et en décisions les aspirations du peuple.

Pourquoi ne pas emprunter à la gauche, qui lui donne plus de constance, le concept de solidarité? Les nationalisations n'ont plus aucun sens en cette fin de siècle. Ce n'est pas le rôle de l'Etat de fabriquer de l'aluminium, des produits chimiques ou des cigarettes. Quant à certaines fonctions publiques ou collectives, elles peuvent très bien se concéder, à charge pour le contrat de concession d'expliquer les notions de service public. C'est donc du côté de la droite qu'il faut puiser en matière de privatisations. Et de la gauche qu'il faut chercher l'impôt le plus moderne, l'impôt sur le capital, dont la seule vocation n'est pas une fonction de redistribution, mais aussi d'encouragement à la bonne gestion de tous les actifs possédés par des particuliers aussi bien que par des entreprises (à condition que son taux soit supportable et qu'il remplace toutes les taxes sur les plus-values). On pourrait ainsi continuer à égrener les éléments constitutifs d'un espace moderne, puisant aussi bien à droite qu'à gauche. Ce n'est pas les eaux tièdes du centrisme que recherchent les transverseaux dotés d'un tel corps de doctrine, mais au contraire un faisceau de fortes convictions modernes et novatrices. Est-ce par la création d'un nouveau parti qu'il arriveront à satisfaire leurs aspirations? Ou rejoindront-ils les rangs de la majorité ou de l'opposition en tentant de modifier les programmes politiques? Dans cette hypothèse, l'estompement de la différence entre la droite et la gauche se poursuivrait pour le plus grand bien d'une démocratie qui découvrirait enfin les bienfaits des systèmes politiques anglo-saxons qui savent allier consensus et différence.

Cette transversalité qu'on pourrait (1) appliquer à la pyramide de Pei (la France est probablement le seul pays au monde où un volume géométrique peut être classé à droite ou à gauche par des

citoyens particulièrement combattifs), Maastricht en donne un autre exemple. De nouveau la composition du Cartel des oui et des non démontre que la transversalité l'emporte sur les clivages politiques habituels. Maastricht est, après le traité de Rome, l'accord sur le système monétaire européen et l'Acte unique, une étape de plus dans la nécessaire construction européenne. Car l'union fait la force, car il y a un effet de taille dans la guerre économique mondiale, car l'Europe est un territoire fécond d'où doit venir une renaissance spirituelle qui pourrait ensemencer à nouveau le monde. L'affrontement des nationalismes et des protectionnismes, c'est le passé, il s'agit d'un rendez-vous avec l'Histoire. A l'ère des économies-continentales, la seule base possible, c'est l'Europe. L'effet de taille est important dans la compétition internationale. Il y a par exemple une corrélation très forte entre non seulement le taux de recherche-développement, mais le volume de celle-ci et le taux de croissance à long terme du PNB d'une nation. Ceci veut dire que les Goliath au cerveau développé ont plus de chance que les David à l'intelligence étiolée. La France ne peut s'abstraire de ces phénomènes contemporains, qui ont leur traduction en termes d'emploi, de niveau de vie et d'éducation (très progressive) de la nation.

Un exécutif unifié

Le débat fait rage entre les fédéralistes, les subsidiaristes (ceux qui voient dans le principe de subsidiarité appliqué au niveau des Etats la voie d'une structure originale: mi-nation/mi-assemblage d'Etats), les confédéralistes.

Si suivant Henri Kissinger l'humanité a tout expérimenté depuis que l'homme a commencé à penser, c'est sur la base des structures existantes qu'il faut chercher le fil directeur pour la construction européenne. C'est du côté des Etats américains conservant une large part de leurs attributions ou des comités suisses reliés uniquement par une monnaie unique, une politique étrangère commune et une défense nationale, que l'on peut essayer d'imaginer l'avenir de l'Europe.

Quoi qu'il en soit, celui-ci passera par l'abandon d'un certain nombre de souverainetés et par la création d'un exécutif unique, de nature politique. En ces temps de guerre économique, l'union ne suffit pas, il faut lui ajouter l'unité de direction. Il faut croire à une Europe fédérale, laissant un fort contenu aux Etats. A une Europe qui ne se contenterait pas de sa puissance économique, la première

au monde, mais qui rayonnerait partout dans le monde en proposant des idées avancées dans le domaine social, dans l'environnement, dans le domaine éthique (il faut moraliser le libéralisme), dans le domaine culturel. L'économie, le politique, l'international, la défense, doivent progresser de pair. Pourquoi les Européens auraient-ils peur de l'Europe, alors que les Américains et les Japonais redoutent profondément l'émergence d'une «souveraineté européenne» dont ils pressentent les avantages qu'elle va apporter à ce nouvel espace et aux citoyens de la Communauté? Alors que les pays du tiers-monde appellent de leurs vœux la constitution d'un nouveau «Grand» plus respectueux de leurs aspirations? Il s'agit de créer une fédération de nations avançant sur l'essentiel et négligeant l'accessoire. C'est la route à prendre pour mobiliser les citoyens d'Europe en leur donnant la fierté d'appartenir à une nation de tout premier plan, jouant un rôle prépondérant en Asie-Pacifique dans le monde, sans qu'ils renient pour autant leurs caractéristiques d'Allemands, de Britanniques ou de Français.

L'Espace économique européen ne peut conduire qu'à une nouvelle union, ou à sa désintégration. Comment peut-on imaginer un instant que l'Europe ne soit qu'un espace économique sans consistance, sans âme, alors que les grands espaces concurrents, les Etats-Unis et le Japon, sont dotés d'une forte personnalité? A demeurer le ventre mou du monde, ouvert non seulement aux importations de produits mais aussi aux influences et aux idées des autres, l'Europe volerait en éclats. Dans cette hypothèse on en retrouverait - exception faite de l'Allemagne réunifiée, qui a à peu de choses près la taille du Japon - les constituants morcelés et de taille insuffisante, plongés dans un combat inégal face aux deux grands blocs que sont les Etats-Unis et le Japon.

Bien sûr, cette Europe est aujourd'hui impuissante face aux déchirements de l'ancienne Yougoslavie, à la nécessaire relance économique, à la chute du dollar... Mais nous la voyons avec nos lunettes d'aujourd'hui. Si l'on investit l'Europe du soin de résoudre tous ces problèmes, il faut lui donner les moyens d'y faire face en accélérant sa construction. Ce n'est pas avec une Europe divisée, empêtrée dans des zones d'incertitude, que l'on l'avait mais avec une Europe-unie.

En attendant, la société française est en pleine mutation. La France est devenue une nation du tertiaire, autant qu'industrielle. Les effectifs de l'agriculture et de l'industrie reculent (dans le désor-

dre et la frustration) au profit des cols blancs, des professions libérales, des ingénieurs, des techniciens... La promotion sociale s'y fait de façon plus continue. Elle est plus performante économiquement, et corrélativement plus dure, plus exigeante vis-à-vis de ceux qui travaillent en contact avec le monde extérieur. Le grand vent du large la rend destructrice de traditions professionnelles, familiales et sociales. Cadres, employés et salariés paient tous un lourd tribut au chômage. La compétition économique impose une culture du désemploi. A quelques exceptions près, les politiques et les économistes ont déclaré forfait alors qu'ils ne devraient penser qu'au problème du bon travail. La France subit sans mot dire. Deux à trois millions de chômeurs ne se sont pas encore reconstruits dans la rue. Le tocsin sonnera peut-être un jour. Bref, on est loin de la force tranquille.

Une société productive

La politique est devenue un métier fréquenté par des professionnels, formés au même moule. Un Etat toujours aussi omniprésent accumule des règlements si nombreux que nul ne peut espérer en appréhender le dictionnaire de la matière.

Pourtant, la France est encore l'une des sociétés les plus harmonieuses et les plus productives que l'on puisse trouver au monde. Mais elle se trouve dans l'incapacité d'ajouter à son efficacité l'un des plus puissants moteurs de l'ère humaine, la justice. Et puis, si l'amour de la richesse sous toutes ses formes est inné chez l'homme, une autre partie de lui-même rêve de désintéressement et de générosité gratuite. Ce sont les notions de solidarité, de générosité, d'altruisme qui font de l'homme une espèce supérieure. Trop souvent, l'absentéisme du cœur accompagne la concurrence sans frein.

Si nous devons passer d'un système de guerre économique dans lequel communient maintenant presque toutes les nations de la planète à une forme de développement plus humaine, plus solidaire, plus respectueuse de l'homme et de la nature, un supplément d'âme doit être ajouté à la compétition internationale. Il me plaît de penser que la France pourrait féconder l'Europe dans ce domaine. Une Europe puissante et riche économiquement, mais une Europe plus juste, plus solidaire que les nations qui la constituent, une Europe dans laquelle ressemblerait un minimum de spiritualité et qui pourrait ainsi réconcilier le monde avec la nouvelle forme de compétition dans laquelle il est plongé. L'économie a besoin d'être marchande, mais la société a besoin de bien d'autres ingrédients. La planète a pris la route des choses plutôt que celle de l'esprit. Les rangs ne pourraient plus se reconstruire sur l'autel d'une Europe à laquelle ils apporteraient la générosité qui a fait le rayonnement de la France?

► M. Bernard Esambert est président de l'AGEM et PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

Subsidiarité

par Nicole Fontaine

INTRODUIT dans le traité de Maastricht parmi les éléments constitutionnels de l'Union européenne, le principe de subsidiarité a suscité de nombreuses questions. Mais qu'est-ce que la subsidiarité? Dans la mesure où elle est susceptible d'agir plus efficacement que les Etats membres - est désormais, sous l'effet du débat référendaire, familiar à l'opinion publique française.

Il reste à le concrétiser. Mais la tâche n'est pas aisée.

Si l'on veut être constructif, la mise en œuvre du principe de subsidiarité pose aujourd'hui trois questions concrètes: à quelles institutions communautaires revient-il de préciser ce principe? Sous quelle forme est-il pertinent de le faire? Par quels moyens et par quelles procédures est-il le plus judicieux de le mettre en œuvre?

L'autorité compétente ne pourrait être en la matière la seule Cour européenne de justice. Autant il appartient toujours au juge d'apprécier in fine la conformité des actes législatifs au traité, autant il ne serait pas sain que la Cour de justice, face à la carence du pouvoir législatif, soit amenée à se substituer intégralement à celui-ci. L'explication du principe de subsidiarité appartient en premier lieu au pouvoir politique de la Communauté, c'est-à-dire aux deux codécideurs législatifs que sont, sur proposition de la Commission, le Conseil et le Parlement européen.

Le principe de subsidiarité ne s'applique pas aux compétences «exclusives», mais seulement aux compétences dites «concurrentes», «parallèles» ou «complémentaires», lesquelles sont par leur nature même, sujettes à des interprétations diverses de nature politique.

La démarche qui me semble aujourd'hui la plus efficace est de caractère pragmatique et dynamique. Elle consiste à privilégier la formule d'un code de vigilance qui devrait être mis en œuvre, et en synergie, à deux niveaux, sans corseter inutilement l'évolution communautaire.

Au niveau des institutions européennes, de la même manière que, dans l'exposé des

motifs des propositions de textes législatifs, la Commission doit préciser la base juridique qu'elle retient, de la même manière la Commission devrait justifier son initiative au regard du principe de subsidiarité et dire comment ce principe sera respecté dans la mise en œuvre du texte concerné.

Quand on sait que chaque texte proposé est examiné, et souvent en deux lectures, après son élaboration par la Commission, par les deux ou trois commissions du Parlement européen saisies au fond ou pour avis, puis par l'assemblée plénière de cette institution, par le Comité économique et social, par le Conseil, on peut raisonnablement estimer que la vérification du principe de subsidiarité sera largement assurée puisqu'elle fera, chaque fois, partie explicite d'un examen contradictoire.

Cette vérification sera ainsi soumise au fil des différentes instances qui interviennent dans la procédure. Eventuellement, il restera au juge à se prononcer, cas par cas, et compte tenu de ces débats, sur la validité de la décision finale au regard du principe constitutionnel.

Au niveau des Parlements nationaux, il est essentiel que soient mises en place les procédures de concertation dont le principe est posé par le traité de Maastricht et qui, en France, ont fait partie de la réforme constitutionnelle récente. A cet égard, le souhait en particulier que la relation entre les députés français au Parlement européen et les députés et sénateurs soit organisée de façon beaucoup plus suivie et opérationnelle qu'elle ne l'est actuellement.

Ainsi, grâce à la mise en œuvre d'un mécanisme permanent de vigilance et de débat, le principe de subsidiarité deviendrait le fil directeur de l'action communautaire. Il permettrait de prendre pleinement en considération les diversités nationales et locales sans entraver le processus d'intégration européenne.

► Nicole Fontaine est vice-présidente du Parlement européen et vice-présidente nationale du CDS.

La philosophie de l'incertitude

par André Danzin

Pour entrer pacifiquement dans l'avenir, le monde a besoin d'un nouveau modèle politique. Dans la confusion actuelle, l'Europe peut le fournir. Car le libéralisme est menacé d'un écoulement analogue à celui du marxisme. Tout tient aux systèmes de cohérences économiques et sociales. L'URSS s'est fourvoyée par excès de régulation. L'Occident pêche tragiquement par défaut. Dans les deux cas l'échec cybernétique est certain. L'évolution de la Communauté vers une simple zone de libre-échange marquerait l'échec de la tentative d'innovation politique. C'est la proposition rationnelle par l'expérience d'un nouveau système de cohérences qu'attendent avec passion les peuples du Sud et de l'Est en recherche d'avenir. Nous n'avons pas le droit de les décevoir, le prix à payer serait énorme, la folie yougoslave ferait tache d'huile.

► M. Bernard Esambert est président de l'AGEM et PDG de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

possible. Cette tension doit être gérée comme le moteur du progrès. Certaines pièces des procès faits à la Commission de Bruxelles ou au projet de banque centrale européenne relèvent d'une mauvaise vision de ce conflit. La complexité du monde actuel ne s'accommodera d'aucune domination de l'un des pouvoirs par l'autre, même s'il est entendu qu'un dernier ressort la politique devra trancher. Ce traitement des tensions est une pièce maîtresse de l'invention d'une nouvelle forme de la démocratie.

Les Européens doivent vivre la philosophie de l'incertitude. L'inconnu se vit par l'essai, l'erreur et la correction d'erreur dont les errements sont si difficiles à expliquer aux peuples. Mais les électeurs peuvent comprendre les ambitions concrètes par de grands objectifs. Ce qu'ils ressentent, c'est que l'Europe a besoin d'une âme. Cette âme ne peut venir que de la mise en œuvre de programmes de développement des peuples qui nous sont proches à l'Est et au Sud. Ces programmes sont indispensables, ils nous sauvent des grandes épreuves mais ils auront un coût économique et social: il faut le dire sans cacher la réalité.

► Membre du Club de Rome, président du Programme intergouvernemental d'informatique de l'UNESCO.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs de l'Union »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsafir.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-94-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Météo et Réseau Europe SA.

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Imprimerie
du « Monde »
12, F. M. Gendreau
94800 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 208.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc. : 281.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2537

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-40-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles y compris CEE et ex
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 125 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 302 02 PP Paris PP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Dupont
directeur de la gestion
Jacques Guin
secrétaire général
Yves Agnès
Jacques Arnault
Thomas Frensch
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Directeur adjoint :
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1999)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur : 49-80-30-10

Le Monde des
DÉBATS
et Mondes

UN PAYSAGE SANS PAYSANS

300 000 agriculteurs suffisent-ils
à entretenir et à faire vivre
le territoire ?

Les réponses de Michel JACQUOT, directeur
du Fonds européen d'orientation et de garantie
agricoles, Jean DEBUTIS, industriel de l'agro-
alimentaire, Bertrand HERVIEU, sociologue,
Armand FREMONT, géographe, Olivier
PERRIER, homme de théâtre, Corrado BAR-
BERIS, sociologue.

هكسان الشمل

L'OPÉRATION MILITAIRE EN SOMALIE

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Sans surprise, à l'heure dite, l'avant-garde des marines a posé sac à terre, aux premières heures de mercredi 9 décembre, aux abords de Mogadiscio, sous les sunlights des chaînes de télévision. Précédé par un commando, ce premier contingent de 1 800 hommes a aussitôt investi, à bord d'hélicoptères blindés et d'hélicoptères, la port et l'aéroport de la capitale somalienne, qui doivent servir de tête de pont à l'opération «Rendre l'espoir», et a commencé à patrouiller en ville.

Le Pentagone a cru bon de protester contre la couverture en direct de ce débarquement hautement médiatisé — dont il avait rendu public à l'avance le lieu, — jugeant que les éclairages utilisés par les chaînes de télévision «avaient mis inutilement en danger la vie des militaires». Néanmoins, aucun incident majeur n'a, pour le moment, marqué la phase initiale de l'opération, alors que le port de Kismayo, dans le sud du pays, connaissait une nuit de pillage et de violence.

De leur côté, les troupes françaises — 2 120 hommes au total — devaient, peu après, an-

ver à Mogadiscio pour commencer à se déployer en Somalie, dans le cadre du dispositif «Oryx». Un contingent de 150 militaires — essentiellement des légionnaires — devant gagner, via la capitale, Baidoa et Hoddour, dans l'ouest du pays. «Nous avons pris cette décision sans état d'âme», a déclaré M. Bérégovoy. Il y a des risques, nous les assumons.

La veille du «D Day», M. Robert Oakley, repré-

gnant à leurs partisans de ranger leurs armes et de se tenir éloignés du port et de l'aéroport.

La mise en place, dans un pays dénué de tout, de la logistique nécessaire à l'accueil de plusieurs dizaines de milliers de soldats, sera forcément «lente», a indiqué le Pentagone. Et ce d'autant plus que l'action des forces américaines devra s'harmoniser avec celle des contingents qu'une douzaine de

«les États-Unis et les Nations unies ne font qu'un» dans l'opération «Rendre l'espoir», même s'ils en assurent le commandement puisque leurs soldats sont appelés à former l'essentiel des effectifs engagés en Somalie : 28 000 sur quelque 36 000. Dans un «message d'espoir et de bonne volonté», M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a insisté sur le fait que tous ces militaires avaient pour mission de «nourrir les affamés, de protéger ceux qui sont sans défense et d'ouvrir la voie à la reconstruction politique, économique et sociale» du pays.

L'intervention militaire en Somalie est, aux yeux de M. Bérégovoy, «un acte exemplaire qui pourra être suivi par d'autres». Le premier ministre, toutefois, reconnu que le recours à la force armée ne saurait résoudre, à lui seul, les problèmes des pays pauvres. «Nous devons aussi, a-t-il conclu, organiser le monde autrement...»

JACQUES DE BARRIN

«Un acte exemplaire»

sentant spécial de M. Bush, au cours d'entretiens jugés par lui «très positifs» avec le général Aïdîd et M. Ali Mahdi, qui se disputent le contrôle de Mogadiscio, leur avait conseillé d'éviter de placer leurs hommes sur le chemin des marines, au risque de s'exposer à des «ennuis». Les deux chefs de guerre lui avaient promis leur «entière coopération» et avaient fait diffuser par radio des messages enjol-

pays — notamment occidentaux et arabes — ont décidé d'envoyer sur le terrain. Refusant de s'en tenir à une quelconque «date limite artificielle», M. Bill Clinton n'a pas écarté la possibilité que les marines puissent prolonger leur mission au-delà du 20 janvier, date à laquelle il s'installera à la Maison Blanche.

M. Oakley a, en tout cas, tenu à préciser que

Trente-cinq pays ont proposé leur aide

Quelques trente-cinq pays ont proposé leur aide pour l'opération «Rendre l'espoir», a indiqué le Pentagone mardi 8 décembre. Une douzaine de ces pays devraient intervenir sur le terrain. La Russie n'exclut pas une participation militaire, selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, mais les conditions financières doivent être examinées avant qu'une décision finale soit prise. Même le Zimbabwe a proposé d'envoyer une force — de 1 000 hommes — en précisant toutefois qu'il n'était pas sûr que les soldats puissent se rendre en Somalie sans aide extérieure, en raison du manque de moyens de transport aérien.

Le débarquement des «marines» devait être suivi, mercredi matin, de celui de 150 militaires français (des légionnaires pour la plupart), qui devaient être déployés dans l'ouest du pays. En l'absence de diplomate sur place, le gouvernement français a désigné un représentant en Somalie, M. Michel de Bonnacore, ambassadeur de France au Kenya, qui assurera un rôle de liaison entre la mission de l'ONU et les militaires français, et dont les observations devraient nourrir les réflexions des Nations unies sur la deuxième phase

politique — de l'opération. La veille du débarquement, l'ONU a publié une mise au point, en affirmant que l'opération ne serait pas lancée sous sa bannière. «Bien que cette opération soit hautement appréciée par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, et qu'elle ait été autorisée par le Conseil de sécurité, la force militaire n'est pas sous le commandement des Nations unies et, par conséquent, le drapeau de l'ONU ne sera pas utilisé par la force», a déclaré M. Joe Sills, porte-parole de M. Boutros-Ghali.

L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch critique sévèrement l'«échec» de l'ONU en Somalie dans son rapport annuel publié mercredi à Washington. Le mouvement déplore notamment «l'intervention bâclée de certains responsables de l'ONU, la négligence et l'indifférence des agences spécialisées» de l'organisation internationale, «l'incapacité du Conseil de sécurité à porter l'attention appropriée à la crise et celle du secrétaire général à appliquer le contenu d'une résolution du Conseil relative au déploiement de la force de protection humanitaire», ainsi que

«la démission forcée de Mohamed Sahnoun», l'ancien représentant spécial du secrétaire général en Somalie. Human Rights Watch critique aussi les dirigeants des pays d'Afrique pour n'avoir pas «réagi de manière appropriée à la crise somalienne», leur principale réaction ayant consisté à «essayer d'empêcher les réfugiés somaliens de pénétrer dans leurs pays». — (AFP, Reuters)

Des combats ont éclaté entre la frontière kényane et la ville de Bardera. Une coordinatrice de Médecins du monde a indiqué, mardi 8 décembre, que des combats avaient éclaté la veille dans le sud-ouest de la Somalie, à proximité du poste frontière kényan d'El Wak, sur la route menant à Bardera. Plus d'une vingtaine de membres d'organisations humanitaires ont dû être évacués d'un camp accueillant 30 000 réfugiés. Ces affrontements opposent les partisans du général Mohamed Sâïd Hersi Morgan, gendre de l'ancien président Siyad Barre, qui tient Bardera, et ceux du colonel Omar Jess, l'allié du général Mohamed Farah Aïdîd. — (AFP)

Le corps expéditionnaire à pied d'œuvre

Suite de la première page

Seul contretemps dans cette première phase, un incident qui aurait pu tourner à la bavure : quelques porteurs, qui dormaient dans un hangar de l'aéroport en espérant trouver du travail le lendemain, ont été fouillés sans ménagement puis interpellés par les «marines». Le général américain Frank Libutti a dû intervenir. Un des plus âgés, les mains liées derrière le dos, jurait en italien contre les Américains, «des colonialistes qui ne perdent rien pour attendre». Le représentant spécial du président Bush s'est toutefois félicité du parfait déroulement de l'opération.

La visite de l'ambassadeur Robert Oakley au général Mohamed Farah Aïdîd et à M. Ali Mahdi, la veille du débarquement, avait suscité ceux qui craignaient que l'opération «Rendre l'espoir» ne se déroule en ignorant les «autorités» somaliennes. Au-delà des recommandations pratiques faites aux deux chefs de guerre (s'assurer notamment que leurs hommes en armes ne s'aventurent pas en ville, particulièrement près du port et de l'aéroport), cette visite constituait un geste politique, laissant espérer une certaine collaboration entre les responsables de l'opération et les chefs de mouvements somaliens.

M. Oakley a également mis l'accent sur la nécessité de coopérer avec les organisations non gouvernementales. Il leur a conseillé de ne pas quitter leurs bâtiments pendant quarante-huit heures, et a précisé que les ports et les aéroports somaliens seraient fermés pendant deux jours. «Que faire de nos gardes de sécurité et de leurs véhicules ?» Chaque organisation humanitaire se pose la question.

Dans les jours à venir, les étrangers se feront sans doute accompagner dans les rues de gardes équipés d'armes légères. «Jusqu'à ce que la situation se clarifie». Mais il n'est pas question de les licencier. «Ils nous ont protégés pendant deux ans. Nous nous sentons un

peu responsables d'eux», affirme M. Horst Hamborg, attaché de presse du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les armes disparaissent

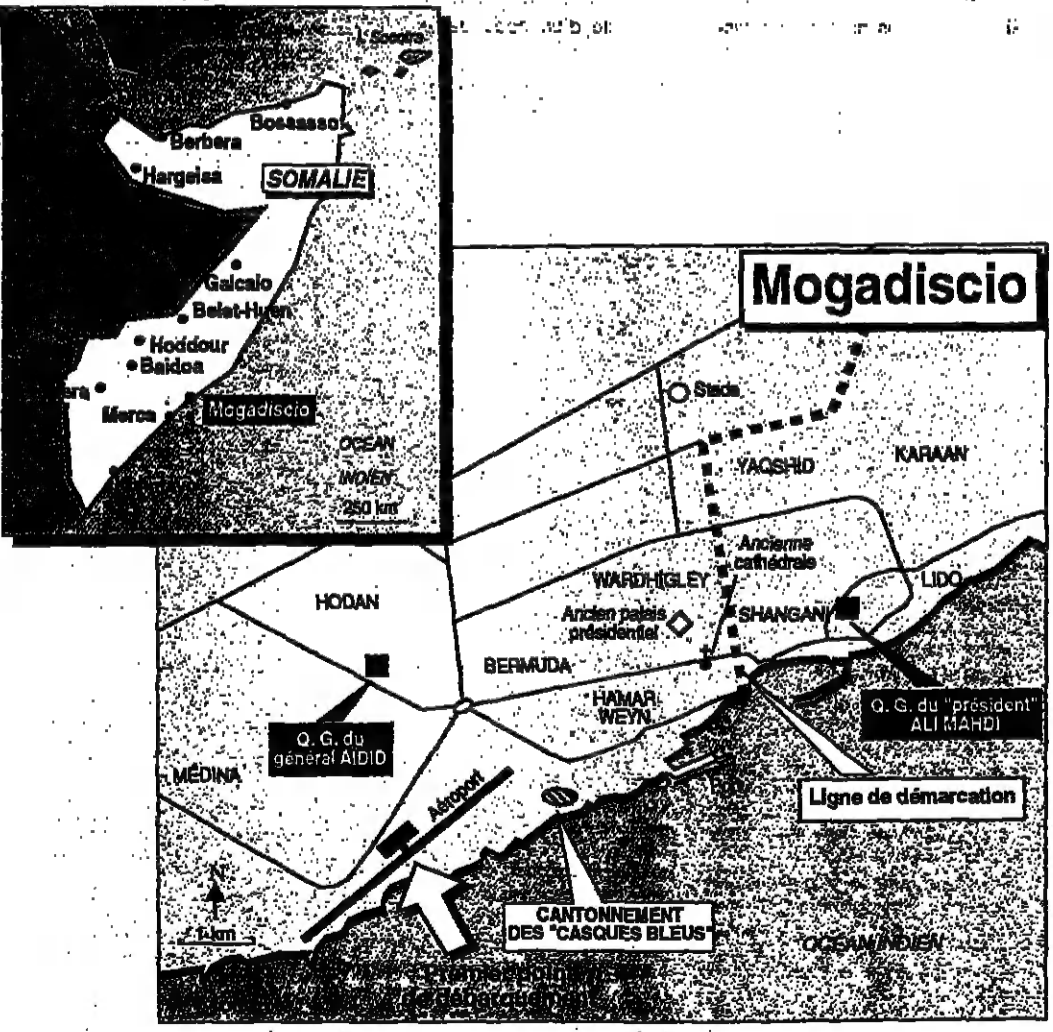
La journée de mardi, calme, s'est un peu enfiévrée à la nuit tombante, lorsqu'on a vu quelques véhicules blindés quitter l'aéroport. Les miliciens du clan Hawadle abandonnaient la piste d'atterrissage qu'ils tenaient depuis janvier 1991. Pour la première fois, il n'y avait plus ni gardes ni kalachnikov en bandoulière, devant la grille d'entrée de l'aéroport. En fin de soirée, le port avait aussi été évacué par les miliciens. Dans la journée, l'organisation américaine Care avait fait parvenir quatre-vingts camions de vivres dans la partie nord de la capitale, sans difficulté.

Les armes ont peu à peu disparu des rues, ce qui devrait rendre le désarmement difficile. Un ancien

officier de police somalien estime qu'environ cinquante mille armes automatiques circulent à Mogadiscio. Une bonne partie a été envoyée hors des villes, ou enfouie dans des caches. Si les armes se sont tuées dans la capitale, elles continuent à se faire entendre dans l'arrière-pays. Dans le Centre-Nord, le CICR a évacué son personnel de la ville d'Obbia, tenue par les Habar-Guidir du général Aïdîd, devant l'avance des Mijertin. Si à Baidoa le calme est rétabli, mardi il était fait état de troubles et de pillages dans le port de Kismayo.

Jusqu'à présent, le principal effet de l'opération «Rendre l'espoir» a été l'affaiblissement du dollar, en raison de l'arrivée de centaines de journalistes et de la rareté du shilling somalien, la planche à billets étant paralysée depuis la chute du précédent régime. Dans le sud du pays — sous le contrôle du général Aïdîd, — le dollar avait déjà perdu 26 % de sa valeur, depuis août dernier, avec l'intrusion massive des organisations de secours. Au cours de la semaine dernière, il est passé de 6 200 à 5 000 shillings somaliens.

JEAN HÉLÈNE



Le Japon de nouveau partagé

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon ne sera pas présent en Somalie, bien qu'il dispose désormais des moyens d'envoyer des troupes à l'étranger dans le cadre des missions de paix de l'ONU. Le pays s'est de nouveau trouvé partagé entre son souci de jouer un rôle à la dimension de sa puissance économique et les contraintes qu'il s'est imposées.

Tout en essayant de réagir plus vite qu'il ne le fit lors de la guerre du Golfe (sa substantielle mais tardive contribution, 11,5 milliards de dollars, n'effaça pas l'impression qu'il était resté en retrait), Tokyo

envisage simplement, pour l'instant, de contribuer financièrement à l'effort des Nations unies en Somalie. Depuis le début de l'année, par l'entremise du Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Japon a fourni 5,9 millions de dollars destinés à des opérations d'assistance à ce pays.

Deux contraintes limitent une intervention plus directe du Japon. La première est quelque peu formelle. Aux termes des nouvelles dispositions sur l'envoi de troupes à l'étranger, l'une des conditions est la demande du pays concerné. «La Somalie n'ayant plus d'autorité centrale, elle ne peut formuler une telle demande», a déclaré le porte-parole du gouvernement. La seconde

contrainte tient à la nature de l'action prévue par la nouvelle loi afin qu'elle soit en harmonie avec la Constitution — pacifique : les troupes japonaises ne doivent pas être engagées dans des opérations de combat. «Bien que le Japon ait voté en faveur d'une intervention des Nations unies en Somalie, cette condition doit être respectée», écrit l'Asahi. Si le Japon veut aller plus loin qu'une simple contribution financière, deux possibilités lui sont offertes : envoyer un contingent dans des pays voisins (à Djibouti ou au Kenya) pour participer aux opérations d'assistance aux réfugiés ou contribuer aux transports des vivres.

PHILIPPE PONS

GOYA

ou le miroir des passions

Jeanine Baticle

560 p. 180 F

L'Amour de la vie chez Goya irriguait constamment son inspiration et le rendait plus sensible que d'autres artistes, alors ligotés par le néo-classicisme, aux différents aspects de la Nature : il l'aimait profondément et en peignait les multiples nuances avec un sens de l'observation aussi aigu que celui du Zadiq de Voltaire et une facture magique digne de Velázquez, atteignant ainsi un degré de science incomparable qui ferait croire qu'en regardant ses tableaux on peut toucher la réalité quel qu'en soit l'objet. Humaniste comme Cervantès, il n'a cessé de s'interroger, la plume, la pointe à graver ou le pinceau à la main, sur les mécanismes secrets qui font mouvoir cette étrange et passionnante machine : l'homme. Il ne supporte pas que cet homme, qui possède le privilège du choix entre le bien et le mal, se conduise comme une bête sauvage ou cède aux terreurs maléfiques ancestrales. Il est aussi le témoin le plus sincère des événements funestes ou heureux de son époque, en quelque sorte le premier reporter des temps modernes.

L'Histoire

chez

FAYARD

L'OPÉRATION MILITAIRE EN SOMALIE

En « direct » aux États-Unis

Le débarquement le plus « médiatisé » de l'histoire militaire

WASHINGTON
de notre correspondant

Vastes de safari de bonne coupe, le visage buriné par quelques jours de plein air, les présentateurs des grands journaux télévisés étaient tous au rendez-vous de Mogadiscio pour annoncer : « Les marines sont arrivés ». C'était du « direct », mardi 8 décembre, précisément à l'heure des journaux télévisés du soir, et les Américains pouvaient assister au débarquement le plus « médiatisé » de l'histoire militaire.

Plus que de la guerre, les images tenaient de l'exercice, de la parade ou, pour reprendre l'expression d'un des présentateurs, du spectacle hollywoodien. Il était à peine 18 heures, heure de Washington. L'opération « Restore the Hope » venait de commencer, et les soldats américains ne rencontraient pas d'autre opposition qu'une centaine de journalistes qui les attendaient de pied ferme sur les plages de la capitale somalienne.

D'une certaine façon, cette omniprésence de la télévision n'était que justice puisque, comme l'écrit l'austère chroniqueur de télévision du New York Times, « ce furent les insouciantes images de la télévision sur la Somalie qui ont conduit un gouvernement (américain) longtemps réticent à passer à l'action ». « La réaction des téléspectateurs, mélange de compassion pour les victimes et de rage devant les flingueurs drogués (au qat) qui volent l'aide alimentaire, était devenue trop forte pour que Washington y résiste », écrit-il encore, avant de conclure : « Alors, nos complices à la télévision, à sa capacité de transmettre à des millions de foyers des horreurs que la classe politique aurait préféré pouvoir ignorer ».

Dans un commentaire plus terre à terre sur les mérites de la « civilisation vidéo », depuis Washington, un peu plus tôt, le porte-parole du Pentagone, M. Pete

Williams, avait autorisé le bataillon de journalistes présents à Mogadiscio à ne pas gêner le débarquement en cours. Paire perdue, donc. Et quelques heures après le début du débarquement, M. Williams devait émettre une vive protestation : « Les hommes sont entraînés pour opérer de nuit et sont équipés d'appareils de vision nocturne, a lancé le porte-parole ; ils ont été surpris, pour ne pas dire plus, par la lumière des flashs et des décharges ».

Outre la presse, les marines auront à faire face à une gamme de maladies tropicales allant de l'hépatite à la fièvre jaune (tous les vaccins ont été prévus) et au choc psychologique de scènes de famine particulièrement éprouvantes (des psychologues militaires feront partie du corps expéditionnaire). Les autres obstacles sont connus. Les responsables du Pentagone insistent sur le temps qu'il faudra - plusieurs semaines - avant que ne soit installée, par des unités du génie, toute la logistique nécessaire à l'accueil de plusieurs dizaines de milliers d'hommes. « Ce sera une opération lente », disent-ils.

Pas de « date limite artificielle »

Il faut transporter des générateurs, des éléments radar de tour de contrôle et autre matériel lourd pour transformer un aéroport en ruine qui devra bientôt recevoir une noria d'avions gros porteurs ; il faut sonder les eaux du port de Mogadiscio pour être sûr que les bâtiments de la Navy peuvent y mouiller, etc.

Selon certaines informations diffusées par la presse, le seul déploiement du corps expéditionnaire américain prendra jusqu'à la mi-janvier. Il faudra encore compter avec le débarquement des contingents des quelque douze pays qui ont l'intention de participer au terrain à « Restore the Hope ». C'est dire que les milieux du Pentagone ne prennent guère

au sérieux les souhaits de la Maison Blanche de voir la « phase une » de l'opération - celle de l'intervention de la force internationale - s'achever d'ici au 20 janvier, date de la prise de fonction du président élu Bill Clinton.

En début de soirée, un communiqué de la Maison Blanche annonçait que le président Bush se félicitait du « succès de la phase initiale » du débarquement ; le communiqué assurait encore que les conversations de l'ambassadeur Robert Oakley, l'envoyé spécial de M. Bush à Mogadiscio, « étaient encourageantes ». A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, adressait un message d'espoir et de « bonne volonté » au peuple de Somalie, dans lequel il déclarait notamment : « La force multinationale, mandatée par les Nations unies, a des objectifs simples et clairs : nourrir les affamés, protéger les faibles, ouvrir la voie au relèvement politique, économique, social du pays (...). J'invite solennellement le peuple de Somalie à collaborer à cette vaste entreprise ».

De passage à Washington, le président élu, M. Bill Clinton, avait, un peu plus tôt, renouvelé son soutien à l'initiative prise par M. Bush pour sauver des centaines de milliers de Somaliens de la famine. Allant dans le même sens que les responsables du Pentagone, M. Clinton s'est refusé, devant la presse, à se fixer le moindre délai quant au rapatriement des marines, en déclarant qu'il n'entendait pas se lier par une quelconque « date limite artificielle ». En sur un mandat de politique intérieure, M. Clinton a assuré que son administration « n'allait pas se couper du reste du monde » et « consacrerait beaucoup de temps à la politique étrangère ».

ALAIN FRACHON

Les marines : une élite au service du président

WASHINGTON

correspondance

« Call the marines » : cet appel aux fusiliers marins résonne glorieusement dans l'esprit de millions d'Américains. Le Marine Corps, reconnu en 1947 comme service indépendant, ne s'est pas limité à la protection des routes maritimes des bâtiments de l'US Navy, des bases ainsi que des ambassades américaines. Aux termes du National Security Act, le Corps peut être engagé dans des opérations terrestres et à tout pour mission « d'effectuer les tâches que le président lui confie ». Ainsi, les marines ont-ils combattu partout, comme le dit leur hymne, « du palais de Montezuma (au Mexique) jusqu'aux rizières de Thibaut ».

Les écoliers américains ont le choix, parmi les images d'Épinal célébrant la gloire militaire des marines, entre leur entrée à Mexico en 1847 ou leur attaque à l'arme blanche des tranchées allemandes au Bois Belleau, en 1918. Mais l'image la plus populaire reste celle du petit groupe hissant le drapeau étoilé sur le pont d'Iwo Jima, conquis de haute lutte en 1945 après un sanglant corps à corps avec les défenses japonaises. Le monument célébrant cet exploit est devenu un haut lieu de pèlerinage à Washington.

Le Marine Corps n'a pas de problème de recrutement parmi les jeunes de dix à vingt-sept ans. Certains sont poussés par les difficultés économiques, d'autres, issus des minorités ethniques (hispaniques, asiatiques, noirs), sont prêts de se fonder dans le creuset national. La majorité paraît motivée par le désir d'appartenir à une unité combattante au passé légendaire. Mais le commandement ne recrute que « quelques hommes de qualité ». Les recruteurs éliminent d'abord les trop gros ou les trop maigres. La sélection définitive s'opère sur le terrain où les recrues, soumises, dans des camps spéciaux, à un entraînement particulièrement rigoureux, sont systématiquement harcelées, humiliées et insultées. Ceux qui, physiquement et psychologiquement, ont surmonté les épreuves, sont affectés à des bases pour y poursuivre leur instruction. Le niveau de scolarisation des marines s'est amélioré : 82 % ont des études secondaires (80 % en 1970). Le commandement voulait corriger l'image de marque de soldats inéduqués, les familiariser avec un matériel très sophistiqué, et leur permettre de compléter leurs études, au besoin par des cours par correspondance.

Les règlements sont rigoureusement

observés : aucun marine blessé ne peut être abandonné sur le champ de bataille. Il ne peut se laisser faire prisonnier que s'il est incapable d'utiliser son arme. La mort d'un camarade tombé en action est annoncée à la famille par deux marines en grand uniforme.

« Nagues de cuir »

« Semper paratus », telle est la devise des marines, dont l'habillement est l'objet de règlements pointilleux. La casquette blanche doit être portée bien droite, marquée de l'emblème traditionnel (une ancre traversant le globe, surmontée de l'aigle national). La tunique doit être strictement bouclonnée. Le col est rigide, une forme moderne du collier de cuir, porté jadis. D'où le surnom de « nagues de cuir » donné aux marines. Bien

entendu, ils sont tous tondus. Le règlement tolère cependant quelques centimètres de hauteur pour les cheveux des officiers. Le port de la moustache n'est pas recommandé, et il est interdit d'apparaître non rasé après huit heures du matin.

Le manuel d'instruction conseille aux officiers de s'habiller sobriement dans le civil, de ne pas se plaindre, d'avoir une attitude optimiste, de ne pas faire de dettes et de ne pas se marier trop vite. On chercherait en vain dans ce corps d'élite les cabochards, les têtes brûlées, les mauvais garçons repentis illustrant la légende de la Légion étrangère. Selon leur commandement, les marines sont des « professionnels prêts à combattre calmement, avec compétence et détachement, n'importe qui, n'importe quand, n'importe où... ».

HENRI PIERRE

Le souvenir de Berbera

Pour les G's, la Somalie n'est pas tout-à-fait terra incognita. Lorsque, au mois de novembre 1977, à la faveur de la guerre de l'Ogaden, elle se brouilla pour de bon avec l'Union soviétique qui avait pris fait et cause pour son voisin éthiopien, la Somalie, alors socialiste, chercha, dans ce contexte de guerre froide, à s'attirer les bonnes grâces des États-Unis.

A l'époque, l'URSS avait entamé la construction, à Berbera, dans le nord-est du pays, au sud de la mer Rouge et en bordure du golfe d'Aden, d'une base aéronavale équipée d'une piste d'atterrissage de 4 860 mètres, alors la plus longue d'Afrique. Elle en interrompit aussitôt les travaux et donna aux quelque huit cents hommes dépêchés sur place l'ordre de repli. Les États-Unis se firent prier pour assurer le relèvement, arguant du fait qu'ils disposaient d'une base aéronavale sur l'île de Diego-Garcia, dans l'océan Indien et de « facilités » dans le port de Mombasa, au Kenya. Ils n'en signèrent pas moins, au mois d'août 1980, avec la Somalie du général Siyad Barre, un accord de coopération militaire et entreprirent de mettre Berbera en état

de recevoir leurs G's « en cas d'urgence ».

Ce programme d'aménagement de 36 millions de dollars fut confié à une firme privée américaine sous la supervision du département de la marine. Il porte sur le béalage du port et l'allongement du quai, la réparation et l'extension des cuves à pétrole, la construction d'une tour de contrôle et l'éclairage de la piste d'atterrissage.

Lors de l'offensive éthiopienne du mois d'août 1982, les États-Unis fournirent à la Somalie du matériel défensif mais refusèrent, malgré ses protestations d'amitié, de lui livrer des armes lourdes. En revanche, ils mirent à sa disposition une quarantaine d'instructeurs militaires, organisèrent des manœuvres conjointes et lui offrirent une aide substantielle qui, en 1985, atteignit la centaine de millions de dollars.

Malgré les pressions incessantes de Mogadiscio, Washington veille à ne pas défer trop ouvertement Moscou, qui tire les ficelles à Adis-Abeba. Il est vrai que la Somalie ne jouissait déjà plus, aux yeux des États-Unis, d'une position géostratégique qui pouvait les inciter à jouer avec le feu.

J. de B.

A l'occasion du départ de la « Jeanne »

« La France entend être présente dès lors qu'il y a à respecter le droit ou à préserver des vies humaines », affirme M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy, qui présidait, mardi 8 décembre, à Brest, la cérémonie annuelle organisée pour le départ de la Jeanne, a justifié l'intervention de la France en Somalie en affirmant que la France entend « être présente », sous l'égide des Nations unies, partout où « il y a à respecter le droit ou à préserver des vies humaines ». Toutefois, au conseil des ministres du 2 décembre, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, avait manifesté ses réserves à l'égard de cette opération, une brève altercation l'opposant même à M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire.

BREST

de notre envoyé spécial

Le départ de la Jeanne, pour la croisière école des élèves officiers de la Royale, permet tous les ans à la marine nationale de mettre en avant ses traditions et son modernisme. Mais lorsque le chef du gouvernement préside lui-même cette cérémonie, comme mardi 8 décembre, et que le porte-hélicoptères prend la destination de l'Amérique du Sud, alors que tous les regards sont tournés vers la corne de l'Afrique et les Balkans, l'image paraît tout d'un coup trouble.

Au début, tout s'est passé selon les règles. M. Pierre Bérégovoy, accompagné par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, et par M. Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer et élu du Finistère, a été accueilli à bord de la Jeanne-Arc par les dix-neuf coups de canon et tout le protocole dû au chef du gouvernement. Devant un parterre d'amiraux et de généraux (pour la

première fois un détachement de l'armée de terre, plus précisément de sa « division aéronavale, participe à cette croisière) et des marins au garde-à-vous, le premier ministre a prononcé le discours protocolaire, soulignant que « cette cérémonie témoigne de l'importance que le gouvernement attache à la marine nationale », précisant qu'« aux missions traditionnelles de nos armées, s'ajoute désormais la participation à l'effort commun de prévention des crises ; là encore la marine est appelée à tenir une place privilégiée », mais indiquant aussi que « l'ordre ancien des empires doit maintenant céder la place à un ordre international fondé sur la coopération ; fidèle à sa tradition, la France entend y contribuer par la promotion de la solidarité entre les États ».

Les réticences de M. Joxe

La traduction de ce principe a été fournie par M. Bérégovoy, au cours d'un point de presse et devant un parterre d'autorités civiles et militaires. Elle a nom, bien entendu, la Somalie. « Ce qui

se passe en Somalie est un défi à l'humanité, a-t-il dit. Il était indispensable de réagir. La France a été un des premiers pays à estimer que nous ne pouvions pas laisser faire. Le premier ministre affirme que « à côté » du principe de la Charte des Nations unies qui veut que « chaque pays ait le droit de se déterminer librement », il y a « un devoir d'ingérence lorsque des vies sont menacées ».

Sous le regard de M. Joxe, le premier ministre a ajouté que « l'armée avait, parmi ses nobles missions, celle d'aider à lutter contre la faim », et que bien entendu, comme « toute mission militaire », celle « comporte des risques », mais que le gouvernement « les avait mesurés » et les « assumait ».

Mais pourquoi la Somalie et pas ailleurs ? A cette question, le chef du gouvernement répond que la France est présente en Yougoslavie « depuis le début » et « dans le même but : assurer la protection des convois humanitaires ». Il ajoute que l'intervention en Somalie « est un acte qui se veut exemplaire, et qui pourra être suivi par d'autres ». Mais, selon lui, « pour

soulager la misère du tiers-monde », il faudra organiser autrement les rapports entre les pays du Nord et ceux du Sud, « faire en sorte que l'effort de démocratisation (...) s'accompagne d'un effort de solidarité économique ».

En attendant, « la France entend être présente, toujours sous l'égide des Nations unies, dès lors qu'il y a à respecter le droit ou à préserver des vies humaines ».

Même si le chef du gouvernement a tenu au cours de son point de presse à saluer la présence de son « ami Pierre Joxe » et le rôle joué par Bernard Kouchner dans la reconnaissance du devoir d'ingérence par la communauté internationale, il n'a pu faire oublier le sérieux désaccord entre ses deux ministres sur cette intervention en Somalie.

Lors du conseil des ministres du mercredi 2 décembre, le ministre de la défense avait souligné en effet que l'armée française, déjà engagée au Cambodge et en Yougoslavie, n'avait pas les moyens d'être présente partout où l'accompagnement militaire paraissait nécessaire, d'autant que sa mission première reste la défense du territoire national. S'en prenant directement au ministre de la santé et de l'action humanitaire, il avait souligné que celui-ci n'interfère pas dans les responsabilités propres du ministre des armées. Le président de la République n'a pas donné son opinion sur ce différend. Mais, samedi 5 décembre, au journal télévisé de France 2, M. Joxe a réitéré publiquement qu'il y avait des pays où la situation est « parfois dix fois pire qu'en Somalie » (le Monde du 8 décembre). Aujourd'hui, c'est en Somalie qu'est envoyée l'armée française.

THIERRY BRIÈRE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Si cette bouteille ne vous rappelle rien, c'est sans doute que vous n'êtes pas écossais.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Écossais

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



N'avouez jamais à un Écossais que vous ne connaissez pas Whyte & Mackay.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Écossais

AFRIQUE

ALGÉRIE : après l'instauration du couvre-feu

Le dialogue entre le pouvoir et les forces politiques est paralysé

ALGER

de notre correspondant

Après l'instauration du couvre-feu, samedi 5 décembre, à Alger et dans six départements limitrophes, la population semble résignée à prendre son mal en patience, et la plupart des formations politiques s'en tiennent à un attentisme prudent. Toutefois, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed a décidé de suspendre sa participation à tout dialogue avec le pouvoir. Il estime, dans un communiqué, que « l'alibi sécuritaire visé en fait à étouffer toute opposition politique et toute contestation organisée (...) alors que demeure, incontournable, le problème de la légitimité démocratique » (le Monde du 9 décembre).

Le FFS, qui n'a jamais caché ses réticences à soutenir un pouvoir dont il conteste la légitimité, avait cependant accepté, du bout des lèvres, il y a deux mois, un début de dialogue avec le Haut Comité d'Etat (HCE). En prenant à nouveau ses distances avec la présidence collégiale, il indique clairement que les conditions ne sont plus réunies pour continuer une discussion de moins en moins crédible et que la stratégie de la rupture pourrait être pour lui plus payante afin de reprendre l'initiative politique sur le terrain.

Un silence de plomb

Le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) de l'ancien premier ministre, M. Kasdi Merbah, et le Parti du renouveau algérien (PRA) de M. Mourad Boukrouh ont également réagi. Pour M. Merbah, l'instauration du couvre-feu pourrait être motivée « par le désir d'exercer des pressions sur les partis politiques, la presse, les syndicats, les associations et les citoyens pour préparer le terrain à une mise en place d'un système économique et social motivé par l'absence de crédits étrangers ». Quant à M. Boukrouh, il se dit persuadé qu'« une autre politique

que celle de la fermeture et de la force est possible pour ramener la paix et le dynamisme économique ».

Pour l'heure, le couvre-feu n'a été marqué par aucun incident notable. La population se calme chez elle. Les rumeurs sur des rafles dans certains quartiers, la crainte d'éventuelles bavures policières l'incitent à la prudence. Alger, qui a perdu depuis longtemps le goût des veillées, s'enfonce, la nuit, dans un silence de plomb, à peine troublé par la ronde des voitures de police.

Bien qu'elles ne soient pas annoncées, de nombreuses arrestations sont opérées, à la faveur du couvre-feu, dans le milieu des sympathisants islamistes, par des unités mixtes composées de militaires et de policiers. Mais les autorités ont choisi de ne pas procéder à un déploiement spectaculaire de chars et de forces de l'ordre, comme ce fut le cas lors des deux premiers couvre-feu, au mois d'octobre 1988 et de juin 1991. — (l'interim.)

AFRIQUE DU SUD

Prison avec sursis pour un enfant

Un magistrat — blanc — a condamné à cinq ans de prison avec sursis un enfant noir, âgé de neuf ans, qui avait volé un jouet à Vereeniging, ville située à 70 kilomètres au sud de Johannesburg. Le magistrat a déclaré qu'il avait tenu compte de l'âge de l'enfant pour décider de cette peine. — (AFP.)

NIGER

10 000 personnes menacées de famine

Près de 10 000 Nigériens vivant dans le nord du pays sont menacés de famine, a déclaré, mardi 8 décembre, à Alger, un représentant du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA). M. Mohamed Kriksa, « l'un des responsables des enfants et des femmes en majorité », ont soumis à un embargo total de la part du gouvernement nigérien, a souligné le représentant de ce mouvement touareg, selon lequel plus de 5 000 Nigériens ont fui vers l'Algérie pour « échapper à la mort et à la famine provoquées par les répressions exercées par les soldats du pouvoir pour exterminer les Touaregs du Niger ».

L'armée nigérienne a déclenché au mois d'août une opération de démantèlement de la rébellion touareg, arrêtant des centaines de personnes. Quelque 160 d'entre elles, selon des sources officielles, sont encore détenues sans jugement. L'Allemagne a annoncé qu'elle exigeait leur libération « sans délai », faute de quoi elle ne renouvelerait pas son assistance financière pour l'année 1993. — (AFP.)

TOGO

La grève générale dans sa quatrième semaine

Vingt-trois jours après le début de la grève générale lancée par les syndicats et les formations de l'opposition, l'impasse est totale au Togo. L'opposition, comme les partisans du président, le général Gnassingbé Eyadéma, se refusent à toute concession, alors qu'un policier a été battu à mort et un autre grièvement blessé lors d'un meeting, dimanche, dans le sud du pays.

Mardi, le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) a déclaré qu'aucune négociation ne saurait s'ouvrir avant l'arrêt de la grève, tandis que le général Eyadéma accusait le premier ministre, M. Joseph Koffigoh, d'avoir « consciemment bloqué » l'organisation des élections en déclenchant le mouvement de grève. Dans un communiqué du chef d'état-major, l'armée accuse la radio de l'opposition d'« incitation à la subversion (...) et à la guerre civile » et ajoute qu'elle n'accepte « sans réaction appropriée les comportements inadmissibles et provocateurs de certains citoyens ». — (AFP.)

Les Ecossais ont enfin accepté que Whyte & Mackay soit vendu en France.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Clinton cultive ses relations avec le Congrès

WASHINGTON

de notre correspondant

Hanté par le souvenir de son prédécesseur démocrate à la Maison Blanche, M. Jimmy Carter, qui fut paralysé par ses difficiles relations avec le Congrès, le président élu Bill Clinton cultive soigneusement ses rapports avec les sénateurs et les membres de la Chambre des représentants. Il s'y est attaché, mardi 8 décembre, lors d'une visite à Washington destinée à prendre connaissance avec le nouveau Congrès.

L'enjeu est important. M. Clinton a promis de débiter une machine à vapeur, depuis près de quatre ans, par la confrontation entre le républicain George Bush et la majorité démocrate au Congrès. Le fait que la Maison Blanche et les deux Assemblées soient, aujourd'hui, dominées par le même parti ne change pas automatiquement la situation : sur bien des points, notamment en matière économique, M. Clinton défend des positions beaucoup plus « contrastées » ou modérées que celles de ses « amis » du Capitole.

Le temps est compté. Le président Lyndon Johnson disait qu'un nouveau

millier de civils auraient été tués en 1981, puis lors de l'assassinat de six sénateurs à San Salvador en 1989. Le président Alfredo Cristiani a qualifié les membres du bataillon de « héros de la nation ». Ces derniers seront soit versés dans le civil, soit mutés dans d'autres unités de l'armée. — (Reuters, UPI)

Une équipe plutôt conservatrice

Plus que jamais dans son rôle de politicien accompli, M. Clinton paraît avoir séduit ses collègues démocrates. Eminentement bien préparé, il aurait salué par leurs prénoms les soixante-trois nouveaux élus démocrates à la Chambre et au Sénat. Les chefs de la majorité démocrate lui ont promis une « longue lune de miel » avec les deux Assemblées.

M. Clinton en aura besoin dès les premières semaines suivant son entrée

en fonctions — le 20 janvier — pour faire passer un train de mesures économiques qui devra obéir à un subtil équilibre. Le président élu a expliqué, mardi après-midi devant la presse, que la reprise actuelle lui paraissait encore bien fragile et plus molle que celle observée lors des sorties des précédentes récessions. Un programme de relance est donc toujours nécessaire, mais M. Clinton entend que celui-ci ne soit pas contradictoire avec ses objectifs à long terme tels que la réduction du déficit budgétaire et la reprise de l'investissement privé.

Autrement dit, le plan de relance pourrait être plus modeste que prévu. A en croire toutes les indications de la presse, M. Clinton a d'ailleurs choisi deux hommes qui non seulement sont des parlementaires — toujours le souci de coopération avec le Congrès — mais sont aussi des conservateurs en matière budgétaire pour occuper deux postes clés de la future administration : M. Lloyd Bentsen (Texas), président de la commission des finances du Sénat, sera le prochain secrétaire au Trésor ; M. Leon Panetta (Californie), président de la commission du budget à la Chambre, sera le prochain direc-

teur du budget à la Maison Blanche. Ces choix, ainsi que les autres noms généralement mentionnés pour occuper le reste des postes économiques dessinent — comme prévu — une équipe plutôt conservatrice. Bien accueillie à Wall Street, elle suscite quelque amertume dans l'aile gauche du parti. Le président élu devrait confirmer jeudi certaines de ces nominations. Pour tenir compte de toutes les sensibilités, M. Clinton pourrait annoncer, le même jour, d'autres nominations qui reviendraient, cette fois, à des femmes et des représentants des minorités ethniques.

Le président élu a bouclé sa visite dans la capitale en rendant une visite de courtoisie au président de la Cour suprême, le très conservateur juge William Rehnquist, devant lequel il prêterait serment le 20 janvier. Lundi soir, M. Clinton, à son arrivée à Washington, avait rendu hommage à une autre « institution » washingtonienne, en se rendant à un dîner offert en son honneur par M^{me} Katharine Graham, présidente de la société éditrice du Washington Post.

A. F.

prendre la direction de sa campagne électorale. Effectuée entre deux sessions parlementaires, la nomination de M. Eagleburger, un diplomate de carrière de soixante-deux ans, ne nécessitera pas de confirmation du Sénat. — (AFP.)

Un tribunal accorde le statut de prisonnier de guerre à Manuel Noriega. — L'ancien homme fort du Panama, Manuel Noriega, condamné en juillet à quarante ans de prison pour trafic de drogue par la justice américaine, est un « prisonnier de guerre », mais il peut être incarcéré dans une prison civile « aussi longtemps qu'on lui garantit le bénéfice entier de la Convention de Genève », a estimé, mardi 8 décembre, un juge fédéral du district de Miami. Celui-ci a ajouté qu'un établissement de haute sécurité risquait de violer les droits de l'ancien dictateur, aux termes de la même Convention. Les avocats de la défense ont aussitôt fait appel, en arguant que le Bureau des prisons avait décidé d'envoyer Manuel Noriega dans la prison de haute sécurité de Marion (Illinois). — (AFP, UPI.)

M. Lawrence Eagleburger nommé secrétaire d'Etat. — Le président George Bush a promu mardi 8 décembre à Washington M. Lawrence Eagleburger au poste de secrétaire d'Etat. M. Eagleburger exercerait l'intérim à la tête du département d'Etat depuis le 21 août, date à laquelle M. James Baker, secrétaire d'Etat en titre, avait été appelé par le président Bush à la Maison Blanche pour

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE

Près de quatre cents islamistes ont été arrêtés dans un quartier populaire du Caire

Plus de quatre cents personnes, dont 380 « extrémistes musulmans », ont été arrêtées, mardi 8 décembre, dans le quartier populaire d'Imbaba, à l'ouest du Caire. Quatorze mille gendarmes et officiers de police ont participé à ce coup de filet, le plus important contre les islamistes depuis l'arrivée du président Moubarak au pouvoir, si l'on exclut les rafles qui ont suivi l'assassinat du président Sadat en octobre 1981.

LE CAIRE

de notre correspondant

Certains extrémistes musulmans considéraient Imbaba comme l'embryon de la République islamique qu'ils souhaitent fonder en Egypte.

Les négociations israélo-arabes suspendues pour une journée. — Pour marquer le cinquième anniversaire de l'intifada palestinienne, les délégations arabes aux négociations bilatérales de paix à Washington ont décidé de suspendre, mercredi 9 décembre, pendant vingt-quatre heures, les pourparlers avec l'Etat juif qui avaient repris l'avant-veille. « Israël déplore cette approche imprudente aux négociations de paix et regrette la perte de temps précieux », a déclaré le porte-parole de la délégation israélienne, M. Yossi Gal. — (AFP.)

IRAK : Bagdad disposé à discuter de la liste de ses fournisseurs pour le nucléaire. — Crisant la surprise, l'Irak s'est déclaré disposé à « ouvrir la discussion » au sujet de ses fournisseurs dans le domaine nucléaire, a indiqué, mardi

Avec leurs ruelles tortueuses en terre battue, leur pauvreté et parfois leur misère, certaines zones d'Imbaba, comme Elbet et Moufti ou Bachtel, étaient en effet devenues des bastions islamistes, où les « barbus » étaient devenus pratiquement abandonnés par les autorités et que la majorité des habitants sont originaires de Haute-Egypte, principal fief de l'islamisme dans la vallée du Nil. Le poste de police d'Imbaba, gardé par des blindés, ressemblait à un fort assiégé. Les policiers avançaient qu'ils ne pouvaient pas entrer dans certains secteurs et qu'ils passaient une bonne partie de leur temps à assurer leur propre sécurité.

Les extrémistes d'Imbaba affirmaient avec fierté que « la charia (légalisation islamique), châtiments corporels inclus, était appliquée ». Plusieurs coptes, dont certains ont trouvé la mort, avaient été agressés

au cours des deux dernières années par les extrémistes musulmans, qui voulaient les « déloger de leur royaume ».

Après les centaines d'arrestations opérées au cours des deux derniers mois en Haute-Egypte, les autorités ont décidé d'épurer Imbaba des « extrémistes ». C'est donc une véritable opération militaire qui a été mise sur pied. Des éclaireurs, déguisés en balayeurs municipaux, ont été envoyés à Bachtel et Elbet. El-Moufti en mission de reconnaissance. Mardi, à 2 heures, les forces de police, précédées de blindés, ont pénétré dans les lieux. En douze heures, plus de quatre cents personnes étaient arrêtées, dont quatre-vingt-huit responsables d'organisations extrémistes musulmanes, selon la police.

Mercredi, le ministère de l'intérieur et la Grosse officine craient victoire, affirmant qu'Imbaba « est épurée pour le plus grand bonheur de ses habitants, qui ont aidé les forces de l'ordre dans leur tâche ». Pour éviter que le quartier ne retombe sous la coupe des islamistes, d'importantes forces de l'ordre continuent à le quadriller et les arrestations se poursuivent.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Une organisation des droits de l'homme demande que les peines de mort soient commuées. — Dans un communiqué publié lundi 7 décembre au Caire, l'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) a exhorté le président égyptien à « commuer les peines de mort » prononcées par la Haute Cour militaire d'Alexandrie contre huit islamistes (le Monde du 5 décembre). Dans un communiqué, l'OADH exprime sa « préoccupation face au manque de garanties reconnues au plan international » lors du procès tout en « condamnant toutes les formes de terrorisme ». — (AFP.)

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Cela fait plus de cent ans que les Ecossais nous connaissent, il était bien temps que ce soit votre tour.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais

ASIE

INDE : après la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Les principaux dirigeants hindouistes ont été arrêtés

NEW-DELHI

de notre correspondant

Assuré de la confiance de son parti, le Congrès, le premier ministre indien, M. Narasimha Rao, a fait arrêter mardi 8 décembre à New-Delhi les principaux chefs du nationalisme hindou, pour le rôle qu'ils ont joué dans la tragédie d'Ayodhya. MM. K. Advani et M. M. Joshi, chefs du Parti du peuple indien (BJP), ainsi que M. Ashok Singhal, secrétaire général du Conseil hindou mondial (VHP), une organisation politico-religieuse intégriste, qui a une forte influence sur le BJP, sont tenus pour responsables des débordements qui ont provoqué la destruction de la mosquée « sacrilège » par des hordes de fanatiques hindous.

Ces politiciens sont aussi accusés d'avoir violé la loi réprimant « l'incitation à la violence communautaire ». Des émeutes en réaction aux événements du dimanche

6 décembre ont en effet endeuillé une dizaine d'États de l'Union. Le bilan des violences ayant dressé la majorité musulmane contre la minorité hindoue s'élève désormais à près de cinq cents morts.

Dans ce pays pourtant habitué aux règlements de comptes entre castes et communautés, le chiffre a peu de précédents depuis l'indépendance, si l'on excepte les massacres entre groupes ethniques en Assam (en 1983), et le pogrom contre les sikhs qui avait fait deux mille morts après l'assassinat, en octobre 1984, d'Indira Gandhi.

Les affrontements se poursuivent mercredi aux quatre coins de la République. En Assam, dix-huit personnes, pour la plupart hindoues, ont été brûlées vives mardi par des musulmans qui ont incendié des temples en réplique à la destruction de la mosquée d'Ayodhya. Mercredi matin, une cinquantaine d'autres ont été tués

dans la même région. Au Gujarat, la patrie de Gandhi, cent six personnes sont mortes : cet État, il est vrai, est habitué aux flambées de violence.

En Uttar-Pradesh, où est située Ayodhya, la police a ouvert le feu, notamment à Bénarès et à Kanpur. Pour la seule journée de mardi, le bilan s'élève à dix-sept morts. Bombay, capitale économique de l'Inde, continue à être la plus affectée : plus de cent personnes y ont été tuées entre dimanche soir et mercredi matin. Les émeutes s'étaient étendues mardi à la banlieue : à Dharavi, l'un des plus grands bidonvilles d'Asie, des manifestants ont affronté les forces de l'ordre à coups de cocktails Molotov. D'autres Indiens ont trouvé la mort dans des États du sud de l'Inde, ainsi qu'à Calcutta, capitale du Bengale occidental.

B. P.

Entre frustration et modernisme

NEW-DELHI

de notre correspondant

En plaçant leur combat contre le gouvernement de M. Rao sous le signe de la destruction du temple de Rama, les leaders des organisations hindouistes ont joué les apprentis sorciers. Certes, ils avaient promis que les cérémonies religieuses du dimanche 6 décembre auraient lieu dans le calme. Et ils avaient assuré au gouvernement que ce rituel — qui devait symboliser la reconstruction du temple de Rama, le héros populaire du panthéon hindou — ne dégénérerait pas en un règlement de comptes anti-musulman. Ils se sont, pourtant, montrés incapables de contrôler la folle de milliers de volontaires de la foi lancés à l'assaut de la mosquée.

Pouvait-ils, pourtant, ignorer que leurs ouailles ne rêvaient que d'en finir avec cet édifice, symbole de la domination, durant près d'un millénaire, des musulmans sur la sous-continent, et singulièrement des Grands Moghols, de 1526 à 1858 ? Les hindouistes soutiennent en effet — avant toute preuve archéologique définitive — que la mosquée a été édifiée, en 1528, par l'empereur Babur, sur l'emplacement d'un temple hindou célébrant la naissance, ici, de Rama.

La revendication hindouiste sur la mosquée de Babur n'est que la face visible d'un plus vaste mouvement : les nationalistes hindous se sont crispés sur cette polémique pour des raisons politiques. Au principe de tout, il y a la partition de 1947 : le démembrement du Raj britannique, qui a donné naissance, en 1947, à deux pays, l'Inde et le Pakistan. Des centaines de milliers de personnes sont mortes dans la plus grande orgie de violence intercommunautaire de l'histoire. La plaie ne s'est jamais cicatrisée.

Face aux mesures prises, au fil des décennies, par les gouvernements successifs du Congrès, pour rassurer la minorité musulmane et le conforter dans son sentiment d'appartenance à l'Inde, les hindous

finissent par avoir l'impression de ne plus être dans leur pays : « La crise économique, les inégalités sociales [...] ont pour conséquence qu'une partie de la population hindoue commença, elle aussi, à souffrir du syndrome de la forteresse assiégée devant ce qu'elle percevait comme les assauts des communautés minoritaires », remarque le chercheur Max-Jean Zins (1).

Le premier choc pétrolier (1973) et les récurrentes poussées de fièvre islamiste au Proche-Orient marquent une étape importante dans l'évolution des mentalités de l'hindouisme. « En Inde, l'écho des mouvements révolutionnaires islamiques, s'ajoutant à certaines formes d'enrichissement (des musulmans) dû aux échanges avec les pays du Golfe, alimente des réactions de rejet hindoues qui vont aller en s'amplifiant contre les disciples du Prophète », souligne de son côté la chercheuse Violette Graff, spécialiste de l'islam indien (2).

Aspiration nationale

La « dérive communiste » de la société indienne va vite trouver un terrain fertile. D'autant que le nationalisme hindou est ancien : l'organisation fascisante Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) s'organise dès 1925 pour combattre les Britanniques. Ses miliciens en chemise et en culottes courtes, d'inspiration très « mussoliniennes », ne partagent certes pas l'idéal de non-violence d'un certain Gandhi. Et en janvier 1948, quelques mois après l'indépendance, ils assassinent le Mahatma.

Le RSS demeure l'organisation mère de toutes les formations politiques et religieuses du Sangh Parivar, l'équivalent hindou de la « communauté des croyants » en islam — même s'il est vrai que le terme convient peu à une religion non dogmatique, éclatée en une infinité de chapelles... Les militants du RSS, et leurs « frères » en politique du BJP ou leurs « collègues » en religion du Vishnu Hari Dalmia (VHP) ne peuvent cependant pas être trop sim-

plement qualifiés de fanatiques dévots.

Le discours des organisations hindouistes est en effet un curieux mélange d'esprit revanchard et de modernisme jouant sur la corde nationaliste. Sa lettre est un hindouisme de bazar, aussi réducteur et tapé-à-cœur que ces chromes citrines de Rama vendus sur les marchés indiens. Quant à son esprit, il témoigne d'une aspiration nationale et socialisante, qui voudrait confirmer les droits d'une majorité hindoue réputée « humiliée ».

A coups de promesses démagogiques et de slogans hostiles aux musulmans, le BJP (Parti du peuple indien) a ainsi réussi un spectaculaire percée, depuis plusieurs années : de deux sièges à la chambre basse aux élections de 1984, il est devenu la deuxième force politique du pays lors de la consultation de 1991, où il a ramené 119 sièges !

La passion des extrémistes hindouistes qui en cinq heures dimanche 6 décembre, ont démolé la mosquée de Babur, n'était certes pas prévue au programme du BJP. La destruction du monument-symbole risque fort, au contraire, d'entacher la crédibilité d'une formation prônant la discipline. Personnellement, bien sûr, ne regrettera, dans les rangs du BJP, la démolition de l'édifice. Mais la parti ne peut ignorer ceux qui l'ont catapulté vers le devant de la scène, dont de nombreux électeurs de ces classes moyennes qui ont aujourd'hui le vent en poupe à travers le pays : ceux-ci ne lui ont certes pas donné leurs suffrages pour voir l'Inde sombrer dans le chaos. Reconstruire le temple de Rama était une chose. Embraser la « plus grande démocratie du monde » dans une orgie d'affrontements communautaires en est une autre.

BRUNO PHILIP

(1) Max-Jean Zins, *Histoire de l'Inde indépendante*, PUF.

(2) Voir l'article La Jamma-Etahn Hind, in *Radicalismes islamiques*, tome 2, éditions de L'Harmattan.

Les manifestations dans le monde musulman

Près de trente morts au Pakistan

Le monde musulman a laissé exploser sa fureur contre l'Inde et l'hindouisme après la destruction, dimanche 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya par une foule fanatisée. Des manifestations commencent lundi se poursuivent mardi et mercredi.

C'est au Pakistan, où la minorité hindoue représente moins de 1 % de la population, que les émeutes ont été les plus violentes, faisant près de trente morts. En particulier, six enfants hindous ont été lapidés, et plusieurs autres personnes ont été tuées lors de violences anti-hindoues sans précédent depuis la partition du sous-continent indien en 1947. Le pays observait mardi une

journée de deuil national à la demande de son gouvernement. Quelques cinquante temples ont été saccagés depuis lundi par des foules en colère appelant à la « guerre sainte ». La résidence du consul général indien a été saccagée à Karachi.

Au Bangladesh, environ cinq cents personnes ont été blessées lors d'affrontements entre émeutiers et policiers. Des manifestants ont dénoncé plus pacifiquement les « hindous mécréants et sauvages » en Iran. Trois temples hindous ont aussi été attaqués en Afghanistan.

En Grande-Bretagne, où les communautés d'origine pakistanaise et indienne sont nombreuses, trois

temples ont connu des incendies de gravité inégale mardi. L'origine criminelle de la plupart d'entre eux est sérieusement examinée par la police.

Les gouvernements de pays musulmans ont continué à exprimer leur indignation. L'Arabie saoudite a joint sa voix à l'Égypte, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie et l'Algérie pour dénoncer la destruction de la mosquée de Babur. L'OIC (organisation islamique qui regroupe une cinquantaine d'États et entités musulmanes) a appelé le secrétaire général de l'ONU à protéger les musulmans de l'Inde. — (AFP, AP, Reuters, UPI)

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

« Ne rien faire serait inviter les Serbes à étendre la guerre »

estime M. George Shultz, ancien secrétaire d'État américain

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est un cri d'alarme de plus entendu aux États-Unis pour dénoncer les atrocités commises par les Serbes en Bosnie-Herzégovine. Silencieux depuis son départ du gouvernement en 1988, l'ancien secrétaire d'État, M. George Shultz, un homme d'expérience et de pondération, a estimé, mardi 8 décembre, qu'il ne pouvait plus se taire devant la situation dans l'ex-Yougoslavie.

M. Shultz, qui s'exprimait dans la soirée devant une organisation d'aide aux réfugiés à New-York et dont l'intervention a été brièvement retransmise par ABC, a déclaré que les crimes commis par les Serbes « ressemblaient trop à ce que faisaient les nazis durant la deuxième guerre » pour que les Occidentaux ne réagissent pas davantage. La veille, le département d'État avait détaillé cer-

taines des pratiques poursuivies par les Serbes au nom du « nettoyage ethnique » de la Bosnie-Herzégovine : viols de femmes et d'adolescentes, tortures des prisonniers, exécutions de masse, déportation de dizaines de milliers de civils etc. « Ne rien faire serait inviter les Serbes à étendre la guerre » qu'ils mènent dans l'ex-Yougoslavie, évolution qui, selon M. Shultz, conduira inexorablement d'autres pays à entrer dans le conflit des Balkans.

L'apathie des Européens

Le week-end dernier, le président Ronald Reagan avait lancé la même mise en garde et dénoncé l'apathie des Européens. Comme beaucoup de commentateurs de la presse américaine, M. Shultz a réitéré l'argument — souvent avancé par le Pentagone — selon lequel les Occidentaux, sauf à déployer sur place des cen-

taines de milliers d'hommes, ne pourraient rien faire militairement pour arrêter les bombardements serbes sur la population musulmane de Sarajevo. M. Shultz, un ancien marin, pense que des bombardements aériens sélectifs sur des cibles militaires serbes sont concevables. Comme plusieurs membres du Congrès, M. Shultz est encore partisan de lever l'embargo sur les armes, qui pénalise les musulmans.

M. Shultz parlait au moment où les Serbes venaient de couper Sarajevo de la route de l'aéroport par laquelle passe l'aide humanitaire et paraissent redoubler d'efforts pour s'emparer de la ville et en chasser la population musulmane. A Washington, plusieurs commentateurs avançaient l'hypothèse selon laquelle les Serbes seraient décidés à profiter du fait que l'attention est tournée vers la Somalie pour faire tomber Sarajevo.

De passage à Washington, le président élu, M. Bill Clinton, a fait part de son « inquiétude croissante » devant la « montée des violences » à Sarajevo. Il a annoncé qu'il entendait, « le moment venu », passer en revue « toutes les options » à sa disposition. S'il a déclaré « comprendre » les réticences du président George Bush et du Pentagone à déployer des forces terrestres américaines sur place, il a, cependant, ajouté : « Il y a d'autres choses qui peuvent être faites ».

A. F.

SLOVÉNIE

Les partis centristes ont remporté les élections législatives

Selon les résultats définitifs officiels des élections en Slovaquie, publiés mardi 8 décembre, la nouvelle assemblée sera divisée et comprendra au moins six partis. Le Parti démocratique libéral sera la première formation du Parlement avec 23,3 % des voix. Les chrétiens-démocrates obtiennent 14,5 % des suffrages et la Liste unie (ex-communiste) 13,6 %.

Le Parti national slovaque (extrême droite) recueille pour sa part 9,9 % des voix et le Parti populaire slovaque (nationaliste) 8,8 %. Les Verts (3,7 %) entrent de justesse au Parlement. À l'élection présidentielle, qui s'est déroulée également le 6 décembre, M. Milan Kucera a facilement été réélu avec plus de 60 % des suffrages. — (Reuters)

Un Albanais tué au Kosovo. — Un Albanais de souche a été tué, mardi 8 décembre, par un policier serbe au cours d'un incident à Vucitrin, dans le nord de la province serbe du Kosovo, a annoncé le comité de défense des droits de l'homme de Pristina. L'homme se trouvait à proximité d'une caserne de l'armée ex-yougoslave, lorsqu'une altercation a éclaté entre lui et un policier, qui selon des témoins, a ouvert le feu, a ajouté le Comité. — (AFP)

M. Bernard Kouchner au Monténégro et au Kosovo. — Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est arrivé, mardi 8 décembre, à Podgorica (capitale du Monténégro), pour une courte visite. « Nous sommes très inquiets de la situation dans votre pays et nous sommes venus amicalement pour voir ce que nous pouvons faire », a déclaré le ministre français à sa descente d'avion. Un second avion français, transportant 38 tonnes d'aide humanitaire (vivres, médicaments et couvertures) s'est également posé. M. Kouchner devait s'envoler mercredi matin pour le Kosovo. — (AFP)

TURQUIE : trois morts dans l'attaque d'un véhicule de police. — Trois policiers ont été tués et au moins vingt-cinq personnes blessées dans une attaque menée contre un car transportant des policiers et leurs familles, lundi soir à Antalya, station balnéaire de la côte sud de la Turquie, a-on appris de source officielle, mardi 8 décembre. Cet attentat intervient après l'assassinat, la semaine dernière à Antalya, d'un membre du comité directeur local du Parti travailliste (HEP, gauche pro-kurde) et du mari d'une dirigeante locale du HEP. — (AFP, Reuters)

Des chars ont coupé la route de l'aéroport de Sarajevo

Les autorités serbes de Bosnie ont proposé, mardi soir 8 décembre, de laisser tous les habitants de Sarajevo qui le veulent quitter librement la ville, totalement encerclée par des chars serbes. Ceux-ci avaient en effet coupé, le même jour, la route qui mène de Sarajevo à l'aéroport, seule voie de passage pour l'aide humanitaire internationale. Le pont aérien du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés est interrompu depuis le 1^{er} décembre en raison de la recrudescence des combats autour de la capitale de la Bosnie-Herzégovine assiégée depuis avril dernier.

Deux à cinq blindés serbes tiraient, mardi, à partir de la route de l'aéroport sur la banlieue musulmane de Dobrinja, située au nord-est de l'aéroport et la capitale. Des tirs nourris étaient notamment perceptibles au centre de Sarajevo, à une dizaine de kilomètres de Dobrinja.

En début d'après-midi, l'hôpital de Dobrinja avait reçu entre 30 et 40 blessés, tant civils que militaires. Pour l'ensemble des hôpitaux de Sarajevo, le chiffre de quatre morts et de 75 à 80 blessés était avancé.

Selon des sources militaires, les forces bosniaques ont lancé une contre-attaque après avoir perdu vendredi dernier la banlieue de Otoc, à l'ouest de la capitale, au profit des Serbes. Ces derniers ripostent à cette contre-offensive et ne montent pas eux-mêmes de nouvelles attaques, ont estimé ces sources. — (AFP, Reuters)

Médecins sans frontières dénonce l'existence de nouveaux camps de détention en Bosnie

L'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a dénoncé, mardi 8 décembre, l'existence de nouveaux camps de détention tenus par les Serbes en Bosnie et a demandé aux Nations unies et à la Croix-Rouge d'enquêter.

MSF a recueilli ces informations en interrogeant une soixantaine de réfugiés bosniaques arrivés en France, à Saint-Étienne, en novembre. Ces derniers, eux-mêmes recaptés de camps de détention, ont parlé d'une dizaine de camps qui n'avaient encore jamais été mentionnés. L'un d'eux se trouve en Serbie même, les autres en Bosnie-Herzégovine.

Les interviews, faisant état de multiples atrocités, ont été filmées. Les réfugiés y rapportent des scènes de

La CEE a demandé à la Grèce d'exercer un contrôle plus efficace de l'embargo

Un accrochage a opposé M. Abel Matutes, commissaire européen aux affaires méditerranéennes, au ministre grec des affaires étrangères, M. Michalis Papaconstantinou, lundi 7 décembre, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE à Bruxelles, a indiqué un haut fonctionnaire de la Communauté. Selon ce dernier, M. Matutes a présenté un rapport détaillé, étayé de statistiques « montrant que les Grecs livraient du pétrole en Serbie par la route, la mer et les voies ferrées ». Le pétrole parviendrait à la Serbie via la Bulgarie, par la route, la Roumanie,

par train, ou, jusqu'au blocus naval imposé par les Nations unies, par la Monténégro. Répliquant à M. Matutes, M. Papaconstantinou a déclaré aux journalistes : « M. Matutes devrait mieux s'informer. La Grèce respecte l'embargo mais elle ne peut être tenue pour responsable de tout ce qui traverse ses frontières vers des pays tiers ». Un porte-parole du commissaire européen a déclaré que M. Matutes n'avait pas accusé Athènes de violer délibérément l'embargo, mais avait demandé au gouvernement grec d'exercer un contrôle plus efficace. — (Reuters)

ALLEMAGNE

Arrestation des auteurs de l'attentat contre le camp de Ravensbrück

Quatre jeunes extrémistes de droite ont avoué être les auteurs d'une tentative d'incendie criminel dans l'ancien camp de concentration de Ravensbrück (le Monde du 26 octobre) et ont été interpellés, a indiqué, la police, mardi 8 décembre.

Par ailleurs, le procès d'un des dirigeants néo-nazis les plus fanatiques du pays, responsable d'un groupuscule d'extrême droite (le DNP, Parti national allemand), s'est ouvert, mardi, à Rudolstadt (ex-RDA). Poursuivi pour un acte antisémite et des propos violemment racistes, Thomas Dienel, trente et un ans, a reconnu l'ensemble des faits en affichant ouvertement sa xénophobe face aux juges.

Enfin, un nouveau cimetière juif a été profané au cours du week-end à Guben (dans l'est de l'Allemagne), a indiqué la police locale. — (AFP)

présidence brit

LA CONSTITUTION

DIPLOMATIE

La présidence britannique de la CEE : un bilan controversé

M. John Major tentera, au Conseil d'Edimbourg, de se montrer plus européen qu'anglais
Un pari perdu d'avance, estiment ceux qui jugent sévèrement ses six mois à la tête de la Communauté

LONDRES

de notre correspondant

« Bien sûr que cette présidence n'a pas été facile, mais nous n'avons jamais pensé qu'elle le serait » : le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, répondit, il y a quelques jours, avec cet air de la hôte qui lui est propre, aux commentaires presque unanimement critiques qui ont ponctué le mandat de la Grande-Bretagne à la tête de la Communauté européenne. Il énumérait ensuite les « circonstances atténuantes » : « Les cinq derniers mois ont été parmi les plus turbulents de l'histoire de la CEE. Nous avons entamé notre présidence alors que la Communauté était confrontée au référendum dans les Pays-Bas ; une profonde récession affectait l'essentiel de l'Europe ; nous avons connu un référendum houleux en France, la continuité volatilité des marchés monétaires, le désaccord sur le GATT et l'instabilité à l'est de notre continent. Cet arrière-plan a rendu certaines questions de notre ordre du jour plus difficiles. »

Habités aux commentaires acerbes quant à leur attitude communautaire, les Britanniques ne pouvaient pourtant nier leur rôle sur le sujet : un sondage Gallup-BBC, publié le 7 décembre, ne rappelle-t-il pas que seulement 25 % d'entre eux se « sentent » européens, soit deux fois moins que le nombre de ceux qui affirment le

contraire ? Et ce résultat ne confirme-t-il pas implicitement l'opinion, tant répandue selon laquelle la Grande-Bretagne se satisfait d'une Communauté « réduite aux acquêts », c'est-à-dire une vaste zone de libre-échange ? Enfin, les références britanniques, s'agissant du traité de Maastricht, ne sont-elles pas davantage concentrées sur les clauses d'exemption obtenues par la Grande-Bretagne que sur la dynamique de construction européenne dont celui-ci est porteur ?

Au Foreign Office, on fait cependant mine de ne pas attacher trop d'importance à ces critiques, expliquant qu'elles font partie de la tension diplomatique précédant toute négociation importante. Le conseil européen d'Edimbourg prometant de donner lieu à des discussions ardues, il est normal, souligne-t-on à Londres, que les partenaires de la Grande-Bretagne cherchent, à l'avance, à désigner le bouc émissaire d'un éventuel échec. Les conseillers du premier ministre se bornent à un tonique « l'histoire jugera », et affirment que « les aspects positifs » du mandat britannique l'emportent sur « les aspects négatifs ». Pourtant, quelle apparence d'unanimité ! De Bonn à Paris, de Bruxelles à Madrid, cette présidence est jugée « désastreuse » et « calamiteuse ».

La Grande-Bretagne est jugée coupable d'avoir utilisé son mandat à des fins partisans, c'est-à-

dire pour retarder autant que possible la traduction dans les faits de cet « idéal européen » que partageraient sans restriction ses partenaires. Il est vrai que l'objectif sans cesse réaffirmé par M. John Major de placer la Grande-Bretagne « au cœur de l'Europe » n'a guère été suivi d'initiatives notables. La promesse faite par le chef du gouvernement britannique à quelques députés conservateurs dont il cherchait l'appui de ne soumettre le traité de Maastricht à ratification finale par le Parlement de Westminster qu'après le second référendum au Danemark a été particulièrement mal vécue dans les pays voisins, notamment en France.

Le gouvernement de M. Major s'est, dès le début de sa présidence communautaire, emparé du fameux problème du « déficit démocratique » en prétendant porter exemple au fossé que le référendum danois et le débat pré-référendaire français avaient fait apparaître entre l'Europe des technocrates et celle des citoyens. Londres s'est fait d'autant plus volontiers le champion de la « subsidiarité » que la défense de ce concept lui permettait de justifier une limitation du rôle des institutions de Bruxelles dans les affaires intérieures de la Grande-Bretagne. M. Major s'exposait ainsi au reproche de certains de ses partenaires de vouloir utiliser cette idée de « subsidiarité » comme une machine de guerre



La danse du sabre d'Edimbourg. (The Independent du 9 décembre.)

contre la Communauté, ce à quoi il n'est d'ailleurs pas parvenu.

S'agissant du dossier du GATT, M. Major a été accusé, en particulier à Paris et à Bruxelles, de « trahir » la solidarité européenne pour pouvoir se prévaloir de la conclusion d'un accord avec les États-Unis. Le Foreign Office présente cet accord comme un succès à inscrire à l'« actif » du mandat britannique. Mais la Grande-Bretagne n'a pas intérêt à rouvrir à Edimbourg le différend sur ce sujet avec la France.

Les dossiers épineux

La diplomatie britannique revendique d'autre part une responsabilité significative dans l'achèvement du « plus grand marché de libre-échange de l'histoire », c'est-à-dire le marché unique. Le secrétaire au Foreign Office reconnaît que les négociations étaient achevées à 90 % au début du mandat de la Grande-Bretagne, mais il assure que « les éléments les plus coriaces » de la législation avaient été laissés en l'état. Bref, ces résultats (le GATT et le marché unique) auraient dû, « dans une année normale », dominer l'ordre du jour du conseil européen et, selon M. Hurd, recevoir un satisfecit mérité.

Pour le reste, en effet, les perspectives sont plus aléatoires. Or, c'est bien entendu sur les dossiers plus épineux — la « question danoise », le futur financement de la Communauté, le rabaie budgétaire britannique, l'élargissement

de la CEE, l'initiative de croissance proposée par M. Delors — que le mandat britannique sera considéré comme un « succès » ou un « désastre ».

M. Major s'est efforcé de faire tomber une partie des critiques concernant le retard avec lequel le processus de ratification du traité de Maastricht a été engagé en Grande-Bretagne. Dans la foulée d'une victoire à l'arraché obtenue sur le clan des « eurosceptiques » du Parti conservateur, la Chambre des Communes a en effet commencé l'examen détaillé du texte.

Débuts certes symboliques — une poignée d'amendements, sur un total de plusieurs centaines, auront été examinés avant le début de l'année prochaine, — mais qui permettent de passer l'échéance d'Edimbourg : MM. Mitterrand et Kohl ont admis que l'étroussure de la majorité parlementaire dont dispose le premier ministre britannique (21 voix), lui imposait la plus grande prudence politique et justifiait un délai supplémentaire, même s'ils n'entendaient pas voir reportée l'affaire aux calendes grecques.

Pour la même raison, M. Major se rend à Edimbourg avec une position intransigente sur au moins l'un des dossiers : il lui est impossible d'accepter la moindre concession s'agissant du montant du rabaie de la contribution budgétaire britannique (2 milliards de livres (1), obtenue par M. Thatcher en 1984, et considérée à Londres « non comme un acte de charité » envers la Grande-Bretagne, « mais de justice ».

Sur la plupart des autres questions en suspens, les Britanniques sont prêts à assouplir leurs positions. A l'occasion de sa récente tournée dans la plupart des capitales européennes, M. Major a pris la mesure de la détermination du « front du refus » incarné par les pays les plus pauvres de la Communauté à l'égard de la volonté britannique de limiter la croissance du budget européen à 3 % par an pendant sept ans. Ses entretiens houleux avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, l'ont convaincu que Madrid bloquerait tout autre dossier si le montant des aides régionales que l'Espagne devrait recevoir aux termes des propositions budgétaires de la Commission (augmentation des dépenses communautaires de 1,2 % à 1,35 % du PNB de la Communauté), était substantiellement réduit. Londres, qui souhaite limiter cette progression à 1,25 %, est prêt à trouver un terrain d'entente.

La Grande-Bretagne semble,

d'autre part, prête à accorder à l'Allemagne certaines concessions (à propos du choix du site de la future banque centrale européenne et de l'augmentation du nombre des représentants allemands au Parlement de Strasbourg, dans le souci de conserver le soutien de Bonn qui lui avait servi à obtenir des clauses d'exemption à Maastricht et dont l'appui lui est nécessaire aujourd'hui sur la question du budget).

Marchandage diplomatique

S'agissant des propositions avancées par Londres pour sortir de l'impasse danoise, les réactions sont peu favorables : les partenaires de la Grande-Bretagne croient discerner, une fois de plus, le souci des Britanniques de généraliser les exceptions à la règle communautaire. Dans le vaste « marchandage » diplomatique auquel va donner lieu le conseil européen d'Edimbourg, M. Major dispose certes d'atouts. Le principal est que ses partenaires savent que si la marche en avant de l'Europe peut se concevoir sans le Danemark, la Communauté serait gravement déséquilibrée si la Grande-Bretagne était laissée de côté. En ce sens, le plus grand danger qui menace la ratification du traité européen, c'est moins la situation danoise que les incertitudes britanniques. Selon le même sondage Gallup-BBC, 75 % des Britanniques souhaitent être consultés par référendum à propos de la ratification du traité. Or, si le sommet d'Edimbourg tourne à son désavantage, M. Major ne pourra sans doute pas refuser d'organiser une consultation populaire, dont le résultat pourrait fort bien sonner le glas du traité de Maastricht.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,35 francs français.

■ Dider Mitterrand-Major. — M. François Mitterrand et le premier ministre britannique John Major auront un dîner de travail jeudi 10 décembre à Edimbourg, à la veille du sommet européen. Le président « a accepté l'invitation » du chef du gouvernement britannique, a annoncé l'Elysée. M. Mitterrand avait notamment reproché ces derniers semaines à M. Major de ne pas conduire assez vite la procédure de ratification du traité de Maastricht.

Les Douze ont rapproché leurs positions sur la question danoise

BRUXELLES (Communauté européenne)

de notre correspondant

Le subcôté du code européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre suppose, entre autres, que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze trouvent une solution au problème danois. Pour pouvoir soumettre à nouveau le traité de Maastricht à référendum, les autorités de Copenhague veulent se voir formellement reconnaître le droit de ne pas participer à plusieurs des nouvelles actions communes prévues par le traité : la monnaie unique, la politique étrangère et de sécurité commune, la citoyenneté européenne et la coopération en matière policière et judiciaire.

En dépit du caractère exorbitant de telles requêtes, encore dénoncées il y a quelques jours comme inacceptables par les chefs de gouvernement démocrates-chrétiens de la Communauté — il s'agit bien, quoi qu'on dise, de concrétiser le concept d'Europe à la carte — les Douze, pour pouvoir aller de l'avant, sont décidées à faire preuve de compréhension. A la condition cependant que la solution retenue ne les oblige pas à rouvrir la négociation de l'unité et que, par ailleurs, les Danois s'engagent à ne pas mettre à profit la situation particulière qui leur sera concédée pour freiner ensuite la construction européenne.

La présidence britannique avait mis au point un projet d'accord qui a été accueilli mardi de façon satis-

faitement positive par les ministres des Douze, y compris par M. Uffe Ellemann-Jensen, le ministre danois des affaires étrangères. Celui-ci a présenté cependant un certain nombre d'amendements visant à mettre en relief davantage encore la liberté d'action qui sera laissée aux Danois, notamment par rapport aux projets concernant la mise en place d'une politique de défense commune. Les Anglais se sont donc engagés à revoir leur texte d'ici à jeudi.

« Nous avons progressé ; si la volonté politique existe, nous avons là les éléments d'un accord », a estimé M. Elisabeth Guigou à l'issue de la réunion. Le ministre français a ainsi que son collègue espagnol ont souhaité que les Danois indiquent au conseil européen quand ils avaient l'intention d'organiser un nouveau référendum et que les Britanniques, de leur côté, éclaircissent leurs partenaires sur le moment où ils pensent avoir achevé au Parlement de Westminster le processus de ratification du traité de Maastricht.

Que se passerait-il dans le cas où le Danemark rejetterait finalement comme insuffisantes les solutions de compromis qui leur sont maintenant proposées ? « Pour l'instant, nous jouons l'accord à Douze. Si on n'y arrive pas, il faudra poser le problème autrement. On ne pourra en effet pas accepter qu'un traité qui sera ratifié par dix pays n'entre pas en application », a répondu M. Guigou.

PHILIPPE LEMAITRE

Dans un entretien

au « Financial Times »

« L'Europe n'est pas en panne »

affirme M. Mitterrand

Dans un entretien au Financial Times publié mercredi 9 décembre, M. François Mitterrand affirme que le traité de Maastricht, signé par les douze pays membres de la Communauté, peut être adapté juridiquement de façon à ne s'appliquer qu'à un plus petit nombre de pays, au cas où le Danemark et éventuellement la Grande-Bretagne ne le ratifieraient pas.

« L'Europe n'est pas en panne. Dix pays sur douze ont ratifié le traité », souligne le chef de l'Etat français. « Un rejet » par le Danemark et la Grande-Bretagne « n'arrêterait pas la construction de l'Europe », insiste-t-il.

« Normalement, il aurait fallu que le traité soit ratifié avant le 1^{er} janvier prochain. Ce ne sera pas le cas. Ce n'est pas à moi de fixer un délai, mais je pense qu'un trimestre de plus ne serait pas catastrophique », déclare-t-il.

Le Danemark et la Grande-Bretagne « ont des difficultés », dit encore M. Mitterrand. « C'est ainsi. Nous traiterons les problèmes l'un après l'autre ». Il déclare ne pas « désespérer » de voir la Grande-Bretagne adhérer au « traité que le chef de son gouvernement a signé ». Il rappelle d'autre part son opposition à toute renégociation du traité pour régler le problème du Danemark.

Il estime par ailleurs que les Douze parviendront à un accord sur le budget de la CEE pour les années à venir. « Il y a une discussion sur les crédits qui seront affectés au budget de cohésion. (...) Certains pays demandent beaucoup, d'autres proposent beaucoup moins. On arrivera à un accord ».

Le président français rappelle qu'il est « très favorable » à l'élargissement de la Communauté européenne et évoque les demandes autrichienne, suédoise, finlandaise et norvégienne. « Je pense que l'année 1993 devrait suffire pour mettre les instruments diplomatiques en ordre », estime-t-il.

ISTH.E.S.
SCIENCES PO PARIS - PROVINCE
• Séminaire universitaire obligatoire de janvier à juin
• Stage en septembre à l'étranger
• Stages internationaux de vacances
IEP de Paris : sections pilotes
Admission sur Mention au Bac
SUCCÈS CONFIRMÉS
42 24 10 72 + 45 27 10 15
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

RÉVISEZ LA CONSTITUTION
LES FONDAMENTAUX
LES INSTITUTIONS DE LA V^e REPUBLIQUE
de Philippe ARDANT
160 p.
53 F
HACHETTE Supérieur

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS EMETTONS UN EMPRUNT.

Notre action connaît chaque jour de nouveaux développements.

La Caisse Centrale de Coopération Economique est devenue la Caisse Française de Développement. Notre mission reste la même : financer le développement, les investissements publics ou privés, afin que tous bénéficient des grandes évolutions mondiales. Notre action connaît de nouveaux développements dans soixante pays différents et dans les départements et territoires d'outre-mer.

La CFD continue de mettre son savoir-faire financier au service de la politique française d'aide au développement.

Les émissions domestiques de la CFD sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.

CAISSE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

Les sénateurs centristes pourraient refuser de mettre M. Fabius en accusation

Avant que le Sénat n'examine, jeudi 10 décembre, la proposition de mise en accusation de M. Laurent Fabius, de M. Edmond Hervé devant la Haute Cour, la position prise mardi 8 octobre par le groupe centriste a confirmé l'embarras dans lequel est plongée une partie de la majorité sénatoriale. M. Pierre Vallon, sénateur centriste du Rhône, a indiqué, en effet, à l'issue de la réunion de son groupe, puis devant la commission ad hoc constituée à cette occasion, « en accord avec Daniel Heffiet, président du groupe de l'Union centriste », que les sénateurs centristes ne voteraient pas la proposition de mise en accusation « si Laurent Fabius y figure ».

A l'Assemblée nationale, M. Jacques Barrot, président du groupe UDF, s'est aussitôt félicité de cette prise de position qui témoigne, selon lui, « d'un sens de rigueur et d'efficacité ». « Dans l'état actuel du texte du Sénat avec la présence de M. Fabius il y aurait eu blocage à l'Assemblée », a-t-il affirmé.

Au même moment, devant la commission sénatoriale, M. Heffiet convenait avec ses homologues de la majorité UDF-RPR, que son groupe ne prendrait définitivement position qu'après avoir pris connaissance du texte définitif de la proposition. Ce pas de deux centriste a prodigieusement agacé les responsables du groupe RPR du Sénat, qui ne se sont pas privés de rappeler que le nom de M. Fabius, qui ne figurait pas dans le texte initial proposé par M. Claude Huriet (UDF, Morbihan-Moselle), avait été ajouté à l'initiative de M. Huriet lui-même.

Au cours de la réunion de la commission ad hoc, enfin, M. Claude Estier, président du groupe socialiste, s'est étonné des démarches « clandestines » de M. Charles Jolibois (RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la proposi-

tion, auprès des trois ministres. M. Jolibois, qui avait expliqué la semaine dernière que la commission ad hoc n'était en aucun cas une chambre d'instruction, avait en effet proposé lundi 7 décembre à MM. Fabius, Hervé et à M. Dufoux, qui ont tous les trois

refusé, « le choix de faire ou non une déclaration personnelle hors la présence de tiers » devant lui-même et le président de la commission, M. Jacques Sourdille (RPR, Ardennes).

G. P.

Le Sénat se prononce en faveur de l'accouchement sous X...

Les sénateurs ont adopté après l'avoir modifié, dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 décembre, le projet de loi relatif à l'état civil, à la famille, aux droits de l'enfant, et instituant le juge aux affaires familiales, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la Justice. Ils ont notamment approuvé un amendement insérant la possibilité, pour la mère, d'accoucher sous X, c'est-à-dire anonymement (le Monde du 9 décembre). La majorité UDF-RPR a voté pour, le PC et le PS se sont abstenus.

Privés jusqu'à nouvel ordre des débats sur la bioéthique, les sénateurs se sont penchés avec attention, mardi, sur le projet de loi modifiant le code civil consacré à la famille et aux règles de filiation. M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), rapporteur au nom de la commission des lois, a toutefois regretté que le Sénat n'ait pas été saisi tout d'abord du dossier bioéthique, qui règle un certain nombre de problèmes égarés dans le texte de M. Vauzelle. Le ministre n'a pourtant pas eu de mal à convaincre les parlementaires de

la portée de cette réforme du code civil, qu'il a jugée « simple, opportune et nécessaire », après en avoir appelé le fil directeur : « l'adaptation du droit des personnes et de la famille à l'évolution des comportements et des structures familiales et sociales ».

Prudents, les sénateurs ne se sont guère écartés du texte issu des travaux de l'Assemblée nationale. Doit-on cacher à un enfant adopté son origine, ou au contraire l'en informer rapidement, comme l'indique la convention internationale des droits de l'enfant ? Favorable au premier terme de ce débat désormais classique en bioéthique, la majorité UDF-RPR s'est refusée à accorder en quelque sorte une primauté à la paternité biologique sur la paternité affective en supprimant, pour les recherches en paternité, une disposition du texte approuvée à l'Assemblée nationale, qui permet d'apporter « par tous les moyens », y compris biologiques, la preuve d'une paternité hors mariage.

Seconde modification apportée au texte adopté par les députés : les sénateurs ont adhéré au réquisitoire de M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) contre le juge unique, prévu dans le texte, qui serait compétent « dans tous les divorces, quelle qu'en soit la complexité ». Au sein même de la majorité, l'avis du gouvernement, les parlementaires ont repoussé cette entorse au principe de collégialité des juges en stipulant que le juge aux affaires familiales créé par le projet ne serait saisi que des cas les plus « simples » de séparation ainsi que des divorces par consentement mutuel.

Tous les sénateurs, de M. Maryse Bergé-Lavigne (PS, Haute-Garonne) à M. Lucien Neuwirth (RPR, Loire), se sont enfin félicités de l'inscription dans le code civil de la possibilité d'accouchement anonyme, « sous X... ». M. Claude Charbonniaud a été nommé sous-préfet en 1960. Conseiller technique auprès de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1971, puis préfet de l'Indre-et-Loire, d'Indre-et-Loire et des Hauts-de-Seine, de 1972 à 1978, il a été conseiller référendaire à la Cour des comptes, en 1982, puis il a présidé, de 1983 à 1988, la chambre régionale des comptes de Corse puis celle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Admis à la retraite, il exerce depuis la profession d'avocat après avoir dirigé la station Sud-Radio de 1990 à 1991.

GILLES PARIS

M. Claude Charbonniaud a été nommé grand maître de la Grande Loge nationale française. — M. Claude Charbonniaud, ancien public, M. Claude Charbonniaud a été nommé sous-préfet en 1960. Conseiller technique auprès de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1971, puis préfet de l'Indre-et-Loire, d'Indre-et-Loire et des Hauts-de-Seine, de 1972 à 1978, il a été conseiller référendaire à la Cour des comptes, en 1982, puis il a présidé, de 1983 à 1988, la chambre régionale des comptes de Corse puis celle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Admis à la retraite, il exerce depuis la profession d'avocat après avoir dirigé la station Sud-Radio de 1990 à 1991.

[Né le 22 janvier 1925 à Limoges (Haute-Vienne), licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public, M. Claude Charbonniaud a été nommé sous-préfet en 1960. Conseiller technique auprès de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1971, puis préfet de l'Indre-et-Loire, d'Indre-et-Loire et des Hauts-de-Seine, de 1972 à 1978, il a été conseiller référendaire à la Cour des comptes, en 1982, puis il a présidé, de 1983 à 1988, la chambre régionale des comptes de Corse puis celle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Admis à la retraite, il exerce depuis la profession d'avocat après avoir dirigé la station Sud-Radio de 1990 à 1991.]

APPEL A LA FRANCE POUR LA RECONNAISSANCE DE LA REPUBLIQUE DE MACEDOINE

Sur l'insistance du gouvernement grec, en juin dernier, à Lisbonne, la CEE a demandé à la République de Macédoine de changer de nom pour qu'elle lui accorde sa reconnaissance.

Cette République existe sur le territoire qui porte le nom de Macédoine. Selon le concept du droit du sol, ses habitants s'appellent Macédoniens, de même que ceux de la Grèce s'appellent Grecs.

Si l'attitude des Douze est confirmée à Edimbourg, il sera légitime de remettre aussi en cause le nom des Grecs d'aujourd'hui : n'ayant que le nom de la terre en commun avec les anciens Grecs, faudra-t-il leur demander de changer de nom avant l'admission de la Grèce à l'UEO ?

Nous voulons croire que la France donnera l'exemple du bon sens pour éviter un embrasement général.

Des citoyens français d'origine macédonienne

Association d'Amitié Franco-macédonienne « Les Cigognes de Macédoine »
8, boulevard Saint-Denis, 92400 COURBEVOIE.

A l'Assemblée nationale

M^{me} Aubry défend un temps partiel « choisi » par le salarié et « organisé » par l'entreprise

Les députés ont adopté en première lecture, dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 décembre, le projet de loi relatif au temps partiel et à l'assurance-chômage, présenté par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Seuls les socialistes ont voté « pour », les députés de l'opposition s'abstenant et les communistes votant « contre ».

Dans le jargon parlementaire, quand un projet de loi rassemble des propositions sociales hétéroclites, il existe un terme tout désigné : DMOS. « Diverses mesures d'ordre social ». L'usage a fait de cette formule un synonyme de « fourre-tout ». Face à ce texte de M^{me} Aubry, qui touche à des domaines aussi variés que le temps partiel, l'assurance-chômage, le travail clandestin, l'exonération de charges patronales, auxquels se sont ajoutés des amendements du gouvernement relatifs aux intermittents du spectacle ou à la protection des

libertés dans le recrutement, l'opposition ne s'est évidemment pas privée d'épeler tout haut les quatre lettres sinon infamantes, en tout cas ironiques : D, M, O, S. En clair, selon les députés de droite, le projet manquerait quelque peu de « cohérence ».

Réguler les comptes de l'assurance-chômage

En fait, l'incitation au travail à temps partiel constitue le « noyau dur » du texte. M^{me} Aubry souhaite encourager le recours à cette pratique à travers trois mesures : un abattement des cotisations patronales de Sécurité sociale atteignant 30 % à condition que l'embauche ne corresponde pas à un licenciement ; la limitation du pourcentage d'heures complémentaires à 10 % du temps de travail fixé par le contrat ; des dispositions favorisant la préretraite progressive. « Pour se développer dans un sens favorable à l'emploi, le temps partiel doit être un temps choisi par les salariés et un temps organisé par l'entreprise », a souligné M^{me} Aubry.

A cette première grille, le ministre a ajouté une série d'articles tra-

duisant en termes législatifs l'accord conclu, le 18 juillet, entre certains partenaires sociaux en vue de rétablir les comptes du régime d'assurance-chômage. S'y ajoutent, ensuite, la généralisation, à compter du 1^{er} janvier 1993, de la procédure de déclaration préalable des salariés par les employeurs auprès de l'URSSAF, afin de lutter contre le travail clandestin, diverses mesures de prorogation et de reconduction des exonérations de charges en cas d'embauche de jeunes sans qualifications et, enfin, une réforme visant à combler l'absence de dispositions législatives en matière de révision des conventions collectives et des accords.

La troisième strate comprend une série d'amendements fraîchement déposés par M^{me} Aubry et que les sénateurs, qui avaient déjà adopté le texte, le 3 novembre, n'ont donc pas eu l'heur de connaître. Après la controverse provoquée par des techniques de recrutement parfois attentatoires à la vie privée, le ministre a en effet souhaité remettre bon ordre à certaines pratiques qu'elle a elle-même qualifiées de « fantaisistes ». Elle propose donc que les entreprises sousscrivent à un code de bonne conduite, limitant « les restrictions que l'employeur est susceptible d'apporter aux libertés individuelles ou collectives » aux seuls cas où « les caractéristiques particulières de la tâche à accomplir ou le but recherché l'exigent ». En outre, les candidats et salariés devront être préalablement informés des méthodes utilisées à leur égard. Les résultats des méthodes d'évaluation devront, enfin, être entourés des garanties de confidentialité.

L'autre groupe d'amendements vise à répondre aux problèmes spécifiques des intermittents du spectacle. M^{me} Aubry propose que le taux de contribution dont les employeurs doivent s'acquitter au titre de la formation professionnelle devienne unique quelle que soit la taille de l'entreprise. Elle suggère aussi que soit levée l'incompatibilité existant actuellement entre la profession d'agent artistique et celle d'entrepreneur de spectacle. Les associations du type loi de 1901 pourront, en outre, avoir accès à la licence d'entrepreneurs de spectacle. Les députés ont adopté l'ensemble de ces amendements.

FRÉDÉRIC BOBIN

Devant le groupe socialiste

Le gouvernement a présenté son plan de prise en charge de la dépendance

Le texte sur l'amélioration de la prise en charge de la dépendance que M. René Toulade, ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'intégration, et M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, ont présenté mardi 8 décembre, au groupe socialiste avant de le déposer à la commission des affaires sociales de l'Assemblée a provoqué des discussions animées.

Les députés de la majorité, rejoignant sur ce point les présidents de conseils généraux qui ne veulent pas d'une réforme « pour le pire », ont manifesté leur crainte de voir ce problème bloqué. Mais ils ont surtout insisté sur la nécessité de ne pas laisser les charges peser sur les départements et demandé au gouvernement de faire en sorte que l'Etat fasse un peu plus jouer la solidarité nationale. M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale et président du conseil général des Landes, ainsi que M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée, ont insisté pour que les mesures ne provoquent pas un transfert de charges nouvelles pour les collectivités territoriales. M. Auroux a insisté sur l'attention prioritaire de l'allocation de dépendance aux personnes ayant réellement besoin d'une tierce personne, ce qui stimulerait la création d'emplois à caractère social.

Le plan du gouvernement, beaucoup plus modeste que la grande réforme souhaitée par les conseils d'Etat aux personnes âgées, consiste en la création d'une allocation « autonomie-dépendance ». Celle-ci est en fait une extension de l'allocation compensatrice (à l'origine destinée à toutes les personnes handicapées) que les départements devraient déjà verser aux personnes dépendantes de plus de soixante-cinq ans. Cette allocation, versée sous conditions de ressources, serait modulable en fonction de la dépendance, les députés insistant cependant pour qu'elle ne soit attribuée que si la personne a besoin d'une aide auprès d'elle.

Par ailleurs, de façon à équilibrer les charges de départements, le gouvernement créera un fonds de péréquation pour aider ceux qui

éprouvent le plus de difficultés, mais ce fonds, évalué dans les projets les plus pessimistes à 3 milliards de francs, ne serait crédité au départ que de 1 milliard.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Protestation des présidents de conseils généraux. — L'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG) a protesté, lundi 7 décembre, contre l'« inopportunité » de la réduction des amendements sur la prise en charge de la dépendance. L'APCG déplore que ce nouveau dispositif soit créé « dans un climat de surenchère électorale, sans aucune garantie de sérieux, de cohérence et de financement ».

Un projet de loi sur la carte du combattant

Un député socialiste veut faire bénéficier les anciens des Brigades internationales de la gratitude de la nation

Les députés devaient examiner, mercredi 9 décembre, le projet de loi redéfinissant les conditions d'attribution de la carte du combattant, présenté par M. Louis Mexandreu, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et aux victimes de guerre. M. Jean Proveux, député (PS) d'Indre-et-Loire, a fait adopter par la commission des affaires sociales un amendement tendant à accorder la qualité d'anciens combattants aux Français engagés dans les Brigades internationales.

Le souvenir de la geste espagnole l'habite depuis longtemps. Il en a entretenu le culte à l'époque où, enseignant l'histoire au lycée, il décorait Malraux et Hemingway. Cet ancien militant de l'UNEF des années de la guerre d'Algérie éprouvait, surtout, une secrète et tenace fascination pour les combattants des Brigades internationales. Député d'Indre-et-Loire depuis 1981, promu « Monsieur anciens combattants » au sein du PS, M. Proveux n'a donc pas barguigné longtemps lorsque le projet de loi de M. Mexandreu est parvenu sur son bureau.

Ce texte vise à solder certains comptes du passé. L'objectif est d'ouvrir le bénéfice de la carte du combattant — qui donne droit à une pension annuelle de 2 800 francs et à l'accès à des services sociaux — aux « oubliés de l'Histoire », c'est-à-dire à certaines catégories d'anciens combattants jusque-là ignorés des lignes budgétaires au motif que leurs faits d'armes ne correspondaient pas aux critères officiellement retenus (durée de l'engagement, nombre d'actions de feu et de combat). Prenant acte de la nouvelle tournure des relations internationales, le projet reconnaît aussi comme ayants droit les participants, passés

et futurs, à des opérations menées par la France en vertu d'accords bilatéraux (au Tchad, par exemple) ou dans le cadre de forces multinationales de l'ONU (Golfe, Cambodge...).

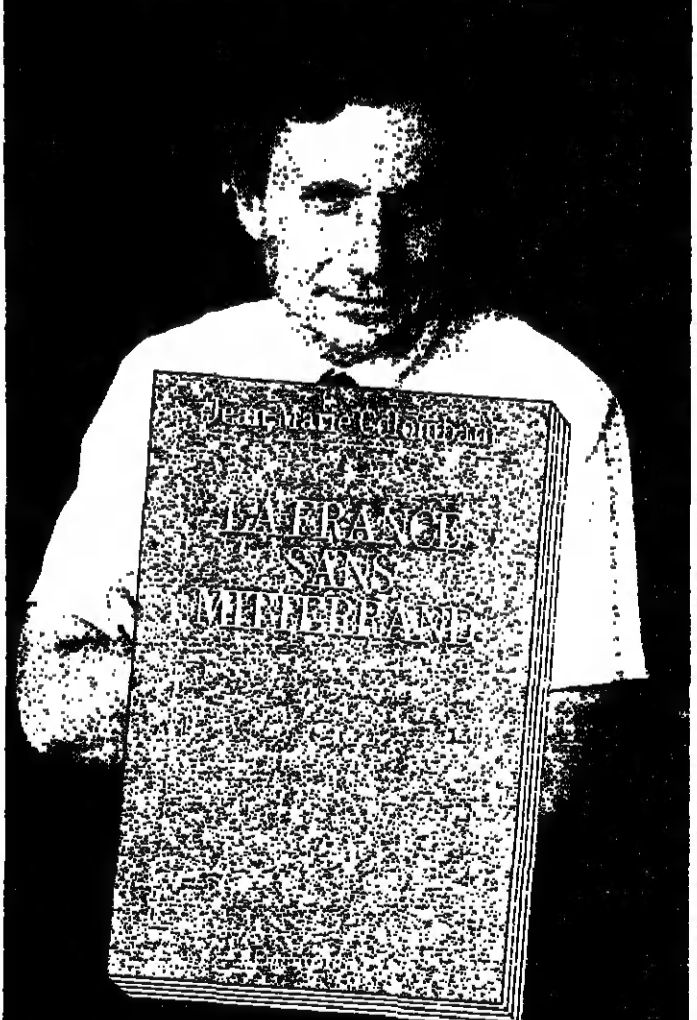
M. Proveux s'est évidemment réjoui d'un tel élan de gratitude, mais il a, surtout, songé à ces héros de la force multinationale d'un genre spécial de 1936. Pourquoi l'Etat ne rendrait-il pas solennellement hommage à « ceux qui furent les premiers combattants courageux contre le fascisme », geste précieux, selon lui, en ces temps de mémoire refoulée ? Lors de l'examen du projet par la commission des affaires culturelles, sociales et familiales, il a obtenu l'adoption d'un amendement attribuant la carte du combattant aux Français engagés dans les Brigades internationales d'octobre 1936 à octobre 1938.

Le député d'Indre-et-Loire n'ignore pas que son initiative a soulevé quelque émoi dans la hiérarchie militaire, car les vétérans d'Espagne, après tout, s'étaient « mis au service d'un gouvernement étranger ». Personne, toutefois, n'a vraiment tenté de torpiller l'idée. En commission, les députés de l'opposition, qui savent que M. Proveux ne fait là que reprendre une vieille revendication de l'Union des fédérations d'anciens combattants (UFAC), n'ont pas cherché à finasser. Ils n'ont même pas soulevé la seule objection juridique qui vaille, à savoir l'article 40 de la Constitution, qui interdit le dépôt d'un amendement entraînant « l'aggravation de la charge publique ».

Afin de faire sauter le verrou, M. Mexandreu, favorable à cette suggestion, devrait s'engager à la reprendre à son compte sous forme de décret. Qui prétendra que ces rescapés de l'Espoir, qui ne sont plus aujourd'hui que quelques centaines, mettent en péril le budget de la nation ?

F. B.

JEAN-MARIE COLOMBANI



Il nous a captivés, il nous a porté beaucoup de lumières. Si le projet de ce livre fut de nous aider à comprendre notre mentalité, notre temps, à réfléchir sur notre citoyenneté, il a bien rempli sa mission.
Jean-Denis Bredin - Le Monde

Colombani signe, avec jubilation, l'acte de décès du mitterrandisme.
Alain Minc - Le Journal du Dimanche

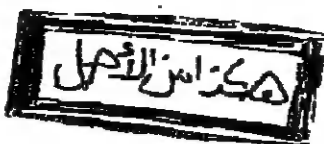
Flammarion

POLITIQUE

M. COLOMBANI

L'ACTUEL

SAVOIR C



POLITIQUE

M. Boucheron ne s'est pas rendu à la convocation du juge d'instruction

M. Jean-Michel Boucheron, député (non-inscrit) de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême, inculpé de « corruption, complicité de faux en écriture de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux et ingérence », qui avait été convoqué, mercredi matin 9 décembre, au Palais de justice de Paris par le juge Guy Joly, ne s'est pas rendu à cette convocation.

L'ancien maire d'Angoulême s'est installé en février à Buenos-Aires, où il a déclaré, le 26 novembre, avoir « choisi l'exil ». La ville d'Angoulême, partie civile, avait adressé la veille un mémoire à la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris demandant que, dans l'hypothèse où M. Boucheron ne déférerait pas à sa convocation, il soit déclaré « en fuite » et qu'un mandat d'arrêt international soit décerné contre lui. Un placement sous contrôle judiciaire avait, d'autre part, été requis par le procureur de la République.

M. Boucheron est également convoqué le 11 décembre devant la chambre d'accusation de Bordeaux pour être entendu par le juge Annie Léotin, qui l'a inculpé, le 9 mars 1992, de délit d'ingérence dans le dossier du CTTEL (Centre international des techniques d'expression locale).

A l'Assemblée nationale, on précise qu'en application du règlement intérieur, « le député contre lequel des poursuites ont été autorisées et qui s'est soustrait au mandat décerné contre lui perd ses droits à l'indemnité pendant la durée de son absence ». Pour décider de la perte de ce droit, l'Assemblée doit recevoir une notification du garde des sceaux faisant état de la soustraction du député concerné au mandat décerné contre lui.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

M. Chirac s'inquiète d'une certaine dérive mercantile

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

A l'occasion d'une réunion publique, mardi 8 décembre à La Rochelle (Charente-Maritime), M. Jacques Chirac a dénoncé « une certaine dérive mercantile » qui « a marqué la France ces dernières années, dérive qu'il illustre l'affaire du sang contaminé ». « Quand les intérêts économiques prennent sur la santé, sur la vie, a précisé le président du RPR, c'est que la société est malade et que des valeurs essentielles ne s'imposent plus à tous. Etrange paradoxe, que ce long règne des socialistes soit celui de l'affaiblissement de l'immunité et de l'impunité en système ! » « Le futur gouvernement ne restera pas les bras ballants face aux difficultés et aux blocages de notre pays, a ajouté l'ancien pro-

■ M. Charles Fiterman (PC) juge révèle « le temps des intimidations et des rappels à l'ordre ». — M. Charles Fiterman a affirmé, mardi 8 décembre, au cours d'une conférence de presse, à propos de sa décision de suspendre sa participation au bureau politique du PCF, annoncée la veille, que « le temps des intimidations et des rappels à l'ordre est révolu », dans le fonctionnement de son parti, et qu'il « n'accepte pas d'obligation de réserve ».

■ M. Cambadélis ironise sur le « syndrome de Pékin ». — M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, interrogé sur la réunion des proches de M. François Mitterrand organisée le 6 décembre par MM. Louis Mornaz et Roland Dumas (le Monde du 8 décembre), ironisa, dans l'hebdomadaire du mercredi 9 décembre, sur « la gauche saisi par le syndrome de Pékin ». « Cela me fait penser, dit-il, au débat qui, il y a dix ans, a agité les officiels chinois (...) entre partisans et adversaires du « soutien inconditionnel » au bilan de Mao ».

mier ministre. Il agira, et tous les Français en verront les effets jusqu'à dans leur vie quotidienne.

Evocant la réussite attendue de l'opposition aux élections législatives, M. Chirac a déclaré : « Une victoire qui ne serait due qu'au rejet du socialisme, dans un climat de lassitude désabusée, ne serait pas une vraie victoire. Nous n'avons pas envie de ramasser le pouvoir. Nous voulons que les Français nous le confient, sur un contrat moral et politique dont ils approuvent les termes. »

Dans un entretien publié le même jour par Sud-Ouest, M. Chirac répond aux critiques de MM. Raymond Barre et François Léotard contre des primaires présidentielles : « Je suis convaincu, dit-il, que s'il n'y a pas une règle qui permette à l'opposition de se mobiliser derrière un seul candidat au premier tour, la multiplicité des candidats risque de constituer un handicap majeur pour gagner au second tour. J'ai du mal à comprendre qu'on ne tire pas les leçons de l'expérience. »

OLIVIER BIFFAUD

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Caisse Française de Développement émet un emprunt garanti par l'Etat.

8,60% assimilable à l'emprunt 8,60 % janvier, juin, octobre 1989.

Montant : F 1.000.000.000.

Prix de souscription : 107,92 %, soit F 5.396 par obligation dont F 5.021,20 représentant le prix d'émission et F 374,80 représentant le coupon couru.

Date de jouissance : le 6 février 1992.

Date de règlement : le 21 décembre 1992.

Durée : 11 ans et 47 jours.

Intérêt annuel : 8,60 %, soit F 430 par

obligation payable le 6 février de chaque année et pour la première fois le 6 février 1993.

Taux de rendement actuariel : 8,53 %.

Amortissement normal : au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 6 février 2004.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'explication (voir CCR n° 92-454 du 2 décembre 1992) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Française de Développement, Cité du Valin, 35-37, rue Boissy-d'Anglais, 75008 PARIS, et auprès des établissements chargés du placement, BAIO du 7 décembre 1992.



ANCIENNETÉ
CAISSE CENTRALE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

La Ville du Pouliguen

(Loire-Atlantique)
organise en 1993 son 4^e concours de nouvelles.
Les nouvelles sont à adresser en 4 exemplaires, avant le 31 janvier, à
M^{me} Sylvie Thébaud, service culturel
Hôtel de ville Breccan, 44510 LE POULIGUEN
(une seule nouvelle par candidat : 50 F droit d'inscription).
Tous renseignements
auprès de M^{me} S. Thébaud, au (16) 40-42-10-29.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

7445 FAMILLES VOUS DISENT MERCI.

7445, c'est le nombre de victimes épargnées par les accidents de la route depuis le 1^{er} juillet. Depuis la mise en application du permis à points.

C'est plus exactement 479 tués et 6966 blessés de moins par rapport à 1991, pour la même période (du 1^{er} juillet au 31 octobre).

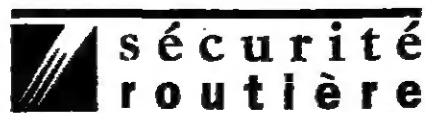
Si ce bilan de la sécurité routière est le meilleur depuis plus de 30 ans, c'est bien grâce au changement de comportement de tous les conducteurs. Grâce à vous.

Par un meilleur respect des limitations de vitesse ainsi que des feux, des stops et du port de la ceinture, en ville comme en rase campagne, vous avez contribué à rendre la route plus sûre. Pour tous.

En 1992, la sécurité routière est en bonne voie, même s'il reste beaucoup à faire. Tous les jours.

C'est à nous de poursuivre cet effort. Notre conduite plus vigilante préserve des vies. Chacun de nous a ce pouvoir.

Pour tout savoir sur le permis à points et sur son nouveau barème, un dépliant est à votre disposition. Vous pouvez vous le procurer, soit en tapant sur votre minitel 3615 CODE ROUTE, soit en allant dans votre préfecture, ou votre mairie si vous habitez une grande ville. Vous pouvez l'obtenir en nous écrivant à BP 81, 93364 Neuilly-Plaisance Cedex.



SAVOIR CONDUIRE, C'EST SAVOIR... VIVRE

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Dans quatre disciplines

Premier accord sur la rénovation des formations universitaires

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a approuvé, mardi 8 décembre, les projets d'arrêtés présentés par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture pour rénover les formations universitaires des premiers et deuxième cycles dans quatre disciplines (sciences, technologie, arts, sciences et techniques des activités physiques et sportives). L'examen des projets pour les autres disciplines doit se poursuivre dans les prochaines semaines.

On ne craint pas victoire, mardi 8 décembre au soir, au ministère de l'Éducation nationale et de la culture. Mais le soulagement était manifeste. Après deux jours de discussion marathon, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), organisme consultatif qui réunit l'ensemble des acteurs du monde universitaire, a approuvé, sans opposition explicite, les projets d'arrêtés préparés par la direction des enseignements supérieurs pour rénover les formations universitaires dans quatre disciplines : sciences, technologie, sciences et techniques des activités physiques et sportives et arts.

Il est vrai qu'après un an de discussions, ce premier accord partiel est un indéniable succès. On se souvient que M. Jospin avait engagé, au mois de janvier 1992, un projet global de réforme des premiers et deuxième cycles uni-

versitaires. Malgré le soutien de la majorité des présidents d'université, ce projet s'était heurté à la grugne d'une partie de la communauté universitaire et avait provoqué des manifestations d'étudiants et de lycéens, en février et mars dernier.

À peine arrivé Rue de Grenelle, M. Jack Lang avait donc décidé de calmer le jeu. Il publiait, le 20 mai dernier, un arrêté général entérinant les dispositions qui n'avaient pas soulevé d'opposition (information, orientation progressive et tutorat pour les étudiants, organisation des cursus en modules, etc.), mais il renvoyait à un examen plus approfondi la rénovation détaillée des cursus et des diplômes, au point de donner l'impression de vouloir enterrer ce dossier épineux. Le 19 octobre dernier (le Monde du 22 octobre), il relançait pourtant la concertation, décidé à avancer progressivement partout où un consensus était possible. Cette méthode du « saucissonnage » du dossier, accompagnée d'une discussion tous azimuts avec l'ensemble des syndicats d'enseignants et d'étudiants, les associations de spécialistes et les responsables universitaires, aura donc été payante.

Dans les quatre secteurs disciplinaires qui ont fait l'objet d'un accord, le 8 décembre, les projets de textes reposent sur quelques principes communs. Ils visent tout d'abord à simplifier très fortement un arsenal réglementaire qui était devenu inextricable. Pour le seul domaine des sciences, un arrêté unique remplacera les soixante-douze textes existant. D'autre part, la rénovation est globale : elle

traite de l'ensemble des premiers cycles (DEUG), licences et maîtrises en s'efforçant d'assurer une continuité et une cohérence de l'ensemble des cursus, discipline par discipline, afin de favoriser une orientation progressive des étudiants, trop vite enfermés, aujourd'hui, dans une spécialisation étroite.

Autonomie pédagogique

Troisièmement, les textes votés par le CNESER évitent l'écueil qui avait fait capoter le projet Jospin : il fixe, pour chaque diplôme (DEUG, licence, maîtrise) des volumes horaires minimum qui sont équivalents, voire légèrement supérieurs à l'existant. En outre ils ouvrent la possibilité pour chaque université, dans le cadre des contrats quadriennaux avec l'État, de négocier des surplus par rapport à ces minima.

C'est en effet la dernière caractéristique des projets adoptés : ils ne déterminent, au plan national, qu'un noyau dur d'enseignements pour chaque diplôme ; cette « majeure » suppose qu'un pourcentage minimum de la formation (entre 50 et 65 % de l'horaire global) est consacré à la discipline de base, les universités restant libres d'organiser le reste des enseignements de façon souple. À titre réservoir, l'enseignement d'au moins une langue étrangère et une formation à l'utilisation de l'informatique devient obligatoire dans toutes les formations. L'élargissement de l'autonomie pédagogique des établissements, dans le cadre des contrats État-université, a sans

aucun doute facilité l'approbation des premiers textes.

En sciences, le projet d'arrêté ne prévoit plus qu'un seul DEUG, assorti de cinq « mentions » (sciences de la matière ; mathématiques-informatique ; sciences de la vie ; sciences de la terre, de l'atmosphère, de l'océan ; mathématiques appliquées et sciences sociales). En technologie, la grande nouveauté est l'instauration d'une filière complète de premiers et seconds cycles de technologie industrielle (avec deux « mentions », génie des procédés et génie des systèmes). Dans le secteur des enseignements artistiques, le DEUG arts remplace l'actuel DEUG arts et lettres et comporte une plus large autonomie de ce secteur, organisé autour de cinq mentions : arts plastiques, arts du spectacle, histoire des arts et archéologie, musique, médiation culturelle et communication.

Désormais, trois des textes approuvés par le CNESER (sciences, technologie et STAPS) vont être rapidement transmis au ministre de l'Éducation nationale et de la culture qui devra les publier rapidement. Pour le projet d'arrêté sur les arts, il a été décidé de le réserver pour mieux examiner l'articulation entre la filière « communication » et les formations de lettres. Quant aux autres disciplines, elles font l'objet de concertations multiples. Les textes sur les sciences humaines et la théologie devraient être soumis au CNESER le 22 décembre. Les lettres, le droit, l'économie et l'administration économique et sociale devraient être examinés en janvier.

G. C.

Collèges morts

L'insécurité et le manque de personnel ont conduit enseignants et parents à fermer deux collèges à Sevran

SEIN-SAIN-DENIS
de notre correspondant

Bagarres, agressions physiques et verbales, racket, insultes, menaces, intrusion d'éléments extérieurs perturbateurs... Aux collèges Évariste-Galois et Paul-Painlevé de Sevran (Seine-Saint-Denis), « la sécurité est menacée et l'enseignement en danger ». Face à une « violence latente » et à une « insécurité grandissante », les professeurs et personnels du collège Évariste-Galois ont décidé, vendredi 4 décembre, de ne plus assurer leurs cours. Ils ont pris leur décision à l'issue d'une assemblée générale où ont été évoquées les agressions récentes de deux de leurs collègues, dont une institutrice enceinte, mardi 1^{er} décembre.

« La goutte d'eau qui a fait déborder le vase », disent les professeurs. La caution et l'accueil des enfants sont cependant maintenus pendant la grève. Soutenus par des centaines de parents d'élèves (six cents, selon les professeurs) et non satisfaits des propositions faites, lundi 7 décembre, par l'inspecteur d'académie de Créteil (l'affectation d'un soldat du contingent et dix heures de surveillance de la cantine par semaine), les quatre-vingts enseignants se sont rendus, mardi 8 décembre, au rectorat de l'académie de Créteil pour exposer leurs revendications. Ils réclament, dans l'immédiat, la nomination d'un second conseiller d'éducation et de cinq surveillants supplémentaires. Actuellement, ce collège de 1 280 élèves, situé dans un quartier difficile, ne dispose que d'un seul conseiller d'éducation et de cinq

postes et demi de surveillant. N'ayant reçu aucune assurance lors de cette rencontre, parents et professeurs doivent se réunir avant jeudi pour décider de la poursuite ou non de leur action. Ce mouvement, selon M^{me} Maryse Chedeb, professeur d'anglais depuis six ans, n'est pas fait « pour protester contre les agressions dont sont victimes les enseignants, mais pour permettre aux enfants de pouvoir travailler dans des conditions normales ».

Une position qui semble échapper à la compréhension d'une poignée de collègues. Exodés par l'ampleur médiatique prise par l'événement et particulièrement loquaces, Rabha, treize ans, et son amie Ourida, quatorze ans, élèves de quatrième, se disent d'accord avec certains professeurs sur les problèmes de violence à l'intérieur du collège, mais estiment n'y être pour rien. « Nous, affirmées, on veut travailler. OK ! il y a des agressions, mais c'est pas une raison pour faire grève. » Rachid et ses quelques copains grognent : « Les profs font grève et nous, on est dans la rue ; on gâche et on a froid. » « Pas question de rentrer », la réaction, explique Samira, on n'a rien à faire, on préfère aller à l'école. Catégorique, son camarade affirme : « La grève, c'est mal. Les profs disent qu'on n'est pas assez bons et ils nous font sauter des cours ; c'est pas comme ça qu'on fera des progrès. »

Dans le quartier voisin, à Beauséjour, le collège Painlevé est lui aussi fermé. Les enseignants ont décidé, lundi 7 décembre, à l'unanimité, de faire grève, afin d'appuyer leur soutien à leurs collègues et mettre en avant leurs propres revendications. Ils dénoncent aujourd'hui l'augmentation croissante des effectifs (835 en 1991 et 880 en 1992, alors que promesse leur avait été faite de ne pas dépasser les 800). « Aujourd'hui, on a le sentiment », ajoute Maryse Hubert, professeur de mathématiques depuis vingt-trois ans, que ce que l'on demande aux professeurs n'est plus de faire leur métier d'enseignant, mais de prendre dans leurs classes un maximum d'élèves et de refermer la porte. »

«Ceux qu'on souhaiterait aider le plus chahutent»

Amère, M^{me} Katia Campos, professeur d'histoire-géographie, reconnaît ne plus pouvoir assurer son rôle pédagogique et éducatif. « En classe, on ne nous écoute plus ; on a l'impression qu'ils n'attendent rien de l'école ; les plus en retard, ceux qui ne savent ni lire ni écrire, ceux qu'on souhaiterait aider le plus chahutent ». De son côté, M^{me} Sylvia Farnedi, professeur de lettres classiques, estime que « la suppression des paliers d'orientation dans les collèges en fin de cinquième, qui entraîne systématiquement le passage des élèves dans la classe supérieure quel que soit leur niveau, n'est pas étrangère à la dévalorisation du climat, qui se traduit par des agressions quotidiennes entre élèves ou jeunes à l'égard de leurs professeurs ».

Depuis deux ans, la situation est tendue au collège Painlevé et les travaux de rénovation du collège, programmés en février 1993 pour une durée de un an et demi, risquent de dégrader encore plus le climat. Professeurs et élèves vont devoir travailler dans des préfabriqués, sans salles spécialisées, avec un matériel réduit. Aussi réclament que leurs collègues du collège Évariste-Galois, les enseignants du collège Painlevé exigent dans l'immédiat la création de deux postes de surveillant, d'un poste de conseiller d'éducation, une assistante sociale attachée à l'établissement et la présence, une fois par semaine, d'un médecin scolaire. Ils se disent prêts à poursuivre leur action jusqu'à l'obtention d'une réponse positive à leurs revendications.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

Incendie à la Sorbonne. Neuf personnes, quatre étudiants et cinq vigiles, ont été légèrement blessées, mardi 8 décembre, lors d'un incendie qui s'est déclaré dans une cage d'escalier à l'université de la Sorbonne, à Paris. Le feu, dont l'origine n'a pas été déterminée, a pris vers 11 heures au deuxième étage du bâtiment. Il a été maîtrisé par les pompiers en moins d'une heure. Les neuf blessés légers avaient été hospitalisés, mais leur état n'a pas nécessité de les maintenir en observation. Au total, trente et une personnes ont été examinées sur place à l'infirmerie de la Sorbonne. M^{me} Michèle Gendreau-Massolou, recteur de l'académie de Paris, a demandé l'ouverture d'une enquête afin de déterminer l'origine de l'incendie.

RELIGIONS

Le veto du Vatican contre l'historien Philippe Denis

Une mise au point de l'archevêque de Strasbourg

À la suite de l'article annonçant le veto du Vatican à la nomination de Philippe Denis, historien belge de l'ordre dominicain, à la faculté de théologie catholique de Strasbourg (le Monde du 20 novembre), M^{gr} Charles Brand, archevêque de Strasbourg et chancelier de cette faculté, nous a adressé la mise au point suivante :

1. La convention par laquelle a été créée la faculté de théologie catholique de Strasbourg ne relève pas du « droit local », mais international, sur un plan paritaire entre l'État et le Saint-Siège. De ce fait, les diplômes délivrés par la faculté sont également reconnus par le Saint-Siège comme diplômes canoniques.

2. C'est par une procédure bilatérale que sont nommés les enseignants de cette faculté, l'État et le Saint-Siège intervenant chacun en son domaine. Le Saint-Siège est représenté par l'archevêque de Strasbourg, chancelier ecclésiastique de cette faculté. Il faut qu'il y ait accord des deux parties avant qu'une nomination puisse aboutir. Cette règle est en vigueur partout dans le monde où existent des facultés de théologie catholique au sein des universités d'État.

3. Si, selon la convention, le non-accord du Saint-Siège pour une nomination n'a pas à être motivé, la pratique montre qu'une réponse est donnée au candidat qui demande à être déclaré sur les motifs d'un refus.

4. Dans le cas particulier, le poste à pourvoir est un poste d'historien de l'Eglise et non un poste d'histoire religieuse.

5. Dans l'article du Monde, il est question de la « communauté des universitaires spécialistes d'histoire religieuse », comme s'il s'agissait, dans l'affaire en cause, d'un bloc homogène. Le moins qu'on puisse dire est que cette affirmation ne se vérifie pas pour l'ensemble de cette communauté.

6. Écrire que Rome aurait bloqué un candidat pour son engagement contre l'apartheid est injuste. Ses interventions récentes sur ce sujet sont constantes et claires.

[Dans une lettre destinée à M^{gr} Brand, archevêque de Strasbourg, le Groupe d'histoire religieuse, réunissant des spécialistes de l'École pratique des hautes études et de l'UFR d'histoire de Paris-I, reconnaît que « la procédure suivie est parfaitement légitime », mais proteste contre « des méthodes qui heussent la conscience universitaire pour défendre la conformité confessionnelle ». Dans un communiqué, la section des sciences religieuses de l'École pratique des hautes études estime aussi que « la légitimité de cette procédure pose le problème de l'étude de la religion dans l'enseignement public français ».]

Leçons de catéchisme

Suite de la première page

Avoir « rencontré » Dieu donne droit, sans doute, à certains privilèges. Chez André Frossard, beaucoup préfèrent, pourtant, le réalisme humaniste, l'écriture converti et caustique, à son nouveau rôle de Père de l'Eglise. Hier, il rompt des lances avec les théologiens. Aujourd'hui, il s'adresse directement aux évêques dans une épître brève, nuisselle d'oraisons, mais cinglante (1). « Votre discours ressemble de moins en moins à celui de saint Paul et de plus en plus à ceux de M. Méhaignerie » ; « le peuple vous demande la vie éternelle et vous lui promettez de l'augmentation » ; avec des formules assassines, il accuse les évêques de rien moins que d'avoir réduit le christianisme à la sociologie et à l'histoire, de l'avoir dépouillé de son latin, son grégorien, ses miracles, ses fêtes et ses mystères.

André Frossard n'a rien découvert. Il y a longtemps qu'en France des théologiens comme Pierre Eyr ou Gérard Dethès, devenus depuis évêques, opposaient, sans le dénigrer, le christianisme de l'enfouissement – dans les mouvements, le militantisme politique ou syndical – au christianisme de l'affirmation, à l'écologie sous Jean-Paul II. Avec d'autres, ils appelaient les catholiques à se soucier davantage de leur « identité », de leur « visibilité », dans une société qui avait perdu ses repères.

Le latin et le saxo

Autour d'une fête, d'un baptême, d'un catéchisme, la « demande » religieuse, même ponctuelle, demeure présente et portée. Pour leur mariage, les jeunes réclament « le latin et le saxo », cite ce curé comme un signe des temps. A l'église, les huissières sans prière, fréquentes à la campagne, sont perçues comme un « entassement civil » et le laïc chargé d'animer la cérémonie doit revêtir une aube. Les maires ruraux sont prêts à payer très cher l'entretien d'églises qui se vident. « Mon église, c'est la mémoire du village », affirme ce maire agnostique d'une petite

commune de l'Yonne. La sécularisation de secteurs entiers de la société n'a jamais empêché les poussées de ferveur religieuse (2).

Avec ses dogmes, ses sacrements, ses commandements, le nouveau catéchisme structure l'imaginaire. Son succès, qui dépasse les cercles de fidèles, renvoie aux mêmes questions que celles posées par la percée du mouvement écologique. Lui aussi répond à un besoin de sécurité, de « sauve-qui-peut », de rites, de racines, de symboles marquant une stabilité sociale et religieuse. Dans les années 60 au contraire, celles du concile Vatican II, le progrès était identifié, chez les catholiques, aux mots d'« aggloméraments », de réforme, de « coresponsabilité » ou de « collégialité ».

Comme on peut en juger par les réactions épidémiques au catéchisme universel ou à la Lettre aux évêques d'André Frossard, une telle évolution ne cesse pas de faire des vagues, au sein même de l'Eglise. Certes elle en a fini, comme dit M^{gr} Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, avec ses « grandes classiques » : droite-gauche, intégristes-modérnistes, conciliaires-traditionalistes, militants-consommateurs. Ces dualismes n'ont plus grande signification. Il n'est plus exceptionnel de voir à la même tribune des figures charismatiques, des tradi-

tionnalistes, des militants des droits de l'homme, des théologiens conservateurs ou progressistes (3).

Si, en période de récession, le besoin est grand de resserrer les rangs, l'Eglise n'est pas, pour autant, gâtée par l'unanimité. Mais plus que d'une crise d'orien-



tion, elle souffrirait surtout d'une crise de générations, au nombre de trois, selon l'historien René Rémond : la génération d'après le concile Vatican II (1962-1965) troublée par tous les changements ; celle qui a fait le concile et le croit à présent remis en question ; celle, enfin, pour qui Vatican II, c'est de l'histoire ancienne.

Amistie et contrainte

Face à ces nouveaux olivages, le danger serait de vouloir donner des réponses toutes faites, non négociables, et sur tous les sujets. C'est la principale critique adressée au nouveau catéchisme, austère et contraignant comme un code de la route. « La foi n'est pas un message codifié, imposé d'en haut, souligne un lecteur. C'est d'abord une recherche et une expérience personnelle. » L'autre risque, plus sérieux, est celui d'une rupture de communication. La distance croît entre une partie large de l'opinion, y compris catholique, et l'autorité magistérielle de l'Eglise, liée notamment à l'« amalgame des interdits ».

René Rémond, encore lui, n'a pas tort de rappeler que l'encyclique de Paul VI sur la contraception (Humanae Vitae), en 1968, a ébranlé l'autorité et provoqué une rupture avec les fidèles qui n'a de comparable à l'époque contempo-

raïne que la désobéissance, sous Vichy, à une hiérarchie majoritairement pétainiste. Atmosphère de secret, domaine réservé, interdiction du « dissentiment théologique » pour un théologien comme Jean-Pierre Liotard, provincial de l'ordre des dominicains, la circulation ne se fait plus entre la hiérarchie, les théologiens, les fidèles, et l'Eglise serait au bord de l'« athérosclérose ».

À la pointe du mouvement nouveau depuis trente ans, l'épiscopat français se sait aujourd'hui le dos au mur. Comment gérer la demande rénaissante de repères religieux et de signes sacrés, dont témoignent André Frossard autant que des jeunes démunis de toute éducation ou culture biblique ? Comment garder éveillé l'esprit du concile, alors que le besoin de stabilité et de rites dépasse de beaucoup celui de mouvement et d'engagement militant ? Ces questions font irruption dans une période de récession grave du personnel de l'Eglise, notamment de son clergé. « Quand je suis arrivé dans mon diocèse en 1990, j'avais 122 prêtres, dit M^{gr} Gérard Defays, archevêque de Sens-Auxerre. Aujourd'hui, je n'en ai plus que 113. Pour me retrancher en 2006, il m'en restera 35. »

Remobiliser et renforcer le clergé

La crainte de points de rupture dans le dispositif de l'Eglise ne fait que monter. Celle-ci appointe des laïcs permanents, chargés de plus grandes responsabilités, mais du même coup restreint l'initiative d'un clergé qu'elle doit pourtant remobiliser et renforcer. Plus que la question du personnel, c'est toutefois celle de la relation de l'Eglise avec la société qui est posée. Face aux nouvelles questions humanitaires, sociales ou bioéthiques, elle dispose d'une compétence reconnue. Elle pourra s'en acquitter, sans doute, comme le souhaite André Frossard, en faisant revivre des traditions, mais sans être pour autant prisonnière et répétitive d'un catéchisme.

HENRI TINCO

(1) Le Parti de Dieu. Lettre aux évêques. André Frossard. Fayard. 118 pages. 72 F.

(2) La démonstration est faite dans le dernier volume (XX^e siècle) de l'Histoire de la France religieuse, sous la direction de Jacques Le Goff et René Rémond, qui vient de sortir au Seuil.

(3) Sur le thème « L'Eglise et sa diversité », le quotidien La Croix a organisé, le 5 décembre à la Cité des sciences de Paris, un colloque d'où sont tirées quelques citations de cet article.

La vérité des

20



décentralisation

Les classes préparatoires littéraires cherchent des débouchés pour leurs élèves

originale. Durant cinq semaines, il prépare une centaine de candidats pas forcément originaires de son propre département, et surtout des TEP. « Depuis six ans, nous sommes tous en place et nous ne

paration en place dans les classes terminales, explique le proviseur. Mais les élèves demandaient un soutien pendant l'année. Nous l'avons mis en place. L'important, précise Louis, est d'être en année 600.

Sur les 105 stagiaires, 44 ont intégré Sciences-Pi Paris, 13 un IEP de province. Ils en place au tison avec le Centre national d'enseignement à distance (CNED), et ils ont fini

Le CNED propose une autre formule. C'est la formule destinée à Victor, dix-neuf ans, candidat malheureux à l'entrée à Paris en septembre dernier. « Je n'avais pas eu suffisamment pendant l'année reconnait-il aujourd'hui. Inscrit en DEUG bi-disciplinaire (droit et sciences), il effectuera le prochain semestre à l'université de Montpellier (Paris-X), et l'année à venir sera consacré deux années, après s'être assuré de suivre la préparation du

CNED : « Je n'allais pas taper mon grand-père pour une prépa privée, ajoute-t-il. Avec le fac, j'aurai le niveau anglais et en droit, pour le reste je compte sur le CNED. » C'est en cherchant à joindre Sciences-Po.

«**Le** dernier, qu'il a entendu un dis-
que recommandant ce **livre** en pré-
paration. « Pour les joindre, on
patiente **deux** heures au téléphone.
Mais au moins, ça sert à quelque
chose. »

MICHELE AULAGNON

(1) Selon la liste des classes préparatoires littéraires publiées au *Bulletin* officiel du 5 novembre, ce sont 1 271 de lettres supérieures, sur un

qui avaient choisi cette formation
complémentaire en []

Une enquête du CEREQ montre que l'économie française ■ parfaitement absorbée l'afflux de diplômés

de 10 000 à 12 500 F.). Cette pratique a des avantages évidents : pour les entreprises, en permettant l'écoulement des fonds entre les générations ; et pour le système de formation, en incitant les étudiants à poursuivre des études le plus longtemps possible.

Quel que soit l'engouement des entreprises pour les jeunes diplômés, il est évident que la réduction prévisible du nombre de cadres recrutés aura des conséquences sur ces formations initiales.

Le moins bien payés sont les employés, comme les professeurs universitaires du deuxième et du troisième cycle, ou les enseignants du niveau de trop peu homogène, comme les « petites » écoles de commerce, qui ont dû déjà avoir des difficultés.

L'avenir des diplômés dépendra évidemment de l'évolution de la situation économique. L'enquête du CEREQ permet toutefois de prévoir un certain nombre

de idées reçues sur « le trop-plein de diplômés » ou « l'université-fabrique à chômeurs ».

Les études supérieures assurent la principale garantie contre le chômage. Cette situation n'est pas exempte de risques sociaux, par exemple qu'elle crée à la fois des travailleurs au sein de l'entreprise et des jeunes diplômés ou non. Mais la survalorisation du diplôme est trop excessive dans la

FRÉDÉRIC GAUSSEN
(1) « Le marché de l'emploi des jeunes diplômés en 1992 », par Hewitt Asso-

plates.

117

DOI: 10.1002/anie.200525004

FIG. 1. The effect of the concentration of the solution on the rate of the reaction.

•

Altière hypokhâgne

En pleine zone « sensible », le lycée Paul-Eluard de Saint-Denis a ouvert des prépas scientifiques. Convaincant

« Cette institution a été inaugurée de manière volontariste, par le recteur, M. Christian Forestier, en poste à l'époque, remplacé par M. Duplax, proviseur du lycée. Elle nous permet de revaloriser l'image de l'établissement et de montrer à nos élèves que ces formations d'élite ne sont pas hors de leur portée. »

Par comparaison aux autres parisiennes, les **filles de Paris** sont plutôt **Watts** : vingt-cinq élèves par classe, mais plus de cinquante dans les lycées de la Seine. Les **filles de Paris** de Lo-Gran ou Chapuis, comme Mlle de Lo-Gran, ne restent au lycée qu'un an, puis d'y rester plutôt d'intégrer un établissement plus réputé que celui où elle a été élevée. Les **filles de Paris** originaires des départements ne sont vu jamais d'inscription ailleurs. Ils ne préfèrent s'inscrire dans les lycées préparatoires que de ceux livrés à eux-mêmes à la discrétion de leur père. Ce n'est pas rare, comme on le voit dans *le roman de Mathias*. Ici, il y a une discipline : on est tenu d'assister aux cours. Un certain nombre d'enfants sont inscrits à Paul-Émile après une année de lycée, mais sans être préparantes.

C'est le **m** Sébastien, qui garde une certaine amertume de son passage à l'École Janson. « Au début de l'année, je prof de **m** et officier que son premier travail consistait à éliminer la moitié d'entre nous. En mai, m'a **m** que j'étais autorisé à passer **m** math spé, mais pas à Janson. J'ai trouvé **m** assez

Evidemment, l'existence d'un « **prépas du banlieue** » heurte les **préjugés** des **patibulaires** : « Quand j'ai vu que les **professeurs du promotionnaire** nous **coûtaient** l'enseignement au **Saint-Denis**, j'entendis beaucoup de **ricanements**, » raconte M. Cohen. Mais l'assumée sa position. Il se hâta de récupérer tous les **découragements** qui **l'assaillaient** les **préparations** : « Pendant quinze jours et se perdent dans la nature. Je suis certain qu'il y a parmi nous une forte proportion d'élèves qui peuvent devenir ingénieurs. »

Le fait même d'implanter ces classes d'élite dans une établissement

Avant chaque rentrée scolaire, pour attirer les candidats, les professeurs se transforment en démarcheurs de la « formation maison » visités dans les lycées environnants, stands dans les salons, pêche aux dossiers des élèves refusés dans les autres préparas. Le large tour de recrutement multi-celle-ci résulte de la volonté de M. Cohen, directeur du lycée, affirme M. Cohen, professeur de mathématiques. « Nous ne prétendons pas les préparer à Polytechnique. Nous visons des écoles peut-être moins prestigieuses mais où le diplôme est tout de même reconnu par la communauté du titre d'ingénieur. Moyennant quoi, nous leur offrons une formation de haut niveau d'intégration dans les écoles de 76 %, c'est-à-dire supérieur à la moyenne nationale ».

ment réputé « à problèmes » de la part de Duplax, qui se défend en disant : « Il y a, explique-t-il, des conseils d'administration, acceptant très bien les mesures préjudiciables et adaptées aux publics défavorisés », mais refusant de passer à l'étape de leur mise en œuvre, ce qui a conduit à leur échec. « On a vu le dynamisme de l'équipe des professeurs de l'Université de Californie, qui ont fait passer les élèves, dit-il, de la 100^e à la 10^e position nationale. Mais, en France, il y a une incompatibilité fondamentale entre la politique expérimentale et la politique de l'exceptionnelle. »

JEAN-CLAUDE BÉHAR

La chance de l'international

Quinze étrangers : une Algérienne, une Belge, une Espagnole, un Grec, un Italien, un Luxembourgeois, un Roumain, un Sénégalais, trois Tunisiens et un Vietnamien. Les autres sont des Français normaux supérieurs de la rue d'Ulm. Ils sont en première année, aux mêmes concours que les autres, mais ils ont un sur-nombre avec le qualificatif *bls*, qui signifie une différence choquante : contrairement aux Français qui sont des fonctionnaires stagiaires, avec un *main* en plus, ils ont passé un *main* de plus dans une situation matérielle précaire, parfois même disposer d'une

Devant l'augmentation du nombre d'étrangers admis cette année à l'ENS, des initiatives ont été prises, dans l'urgence, pour les aider. Les bourses du gouvernement français (huit) ont été trouvées mais ne sont pas suffisantes. Deux Roumains ont obtenu une bourse de la fondation Serret. Et les associations de jeunes élèves, comme celle des élèves, qui vient de créer une caisse de solidarité, ont proposé de verser aux boursiers les plus démunis. Mais tout cela est précaire.

Faire venir ■ France des étudiants étrangers de premier plan ■ pas seulement une affaire de cœur. ■ un ■ investissent, ■ retombées positives ■ terme ■ considérables puisqu'elles favorisent, naturellement, le rayonnement ■ intellectuel ■ sentiment de ■ France. D'autres pays, notamment les Etats-Unis ou l'Angleterre, l'ont mieux compris que nous. Le confort de leurs campus, leur ouverture internationale, les bourses de thèse, et le sérieux de leurs critères de sélection représentent un attrait considérable.

Et alors que Paris est, par ses universités, ses grands établissements et ses instituts de recherche, un des tout meilleurs centres au monde, les médiocres conditions (accueil, résidences universitaires, bourses), bien connues internationalement, repousser.

L'École ■■■■■ supérieure ■■■
 rue d'Ulm, parmi ■■■■ d'autres, et en
 peut contribuer à changer cette
 situation. Son ■■■■ qui ■■■■ de for-
 mer à la recherche ■■■■ bonne par-
 ■■■■ des ■■■■ français
 s'étend naturellement à l'accueil
 d'étudiants étrangers, venus d'Eu-
 rope ou d'ailleurs. Car il ne suffit
 pas de fournir un excellent envi-
 ronnement intellectuel. Il faut aussi
 que ■■■■ conditions ■■■■ et
 psychologiques d'une bonne inspi-
 ration soient réunies.

Il importe donc garantir
d'un montant convertible, les
d'un à parité avec leurs camarades
français. Il existe des séjours res-
coûteuses. Pour les élèves ressortis-
sants de l'étranger, le gouvernement
a mis au point des bourses d'ac-
cès rapide des bourses avec l'acte
unique européen permettrait leur
intégration comme élèves fonction-
naires stagiaires dès le mois de jan-
vier 1993. Pour les autres, il suffi-
rait de créer un système de bourses ad-
hoc, à la demande des universités
pour réserver un certain nombre de
bourses du ministère des affaires
étrangères. La sévérité des critères
de sélection garantirait que l'argent
est bien employé. L'ouverture
européenne de 1993, la résurgence
de la question de la reconnaissance
de l'Europe, et nos relations tradi-
tionnelles avec les pays franco-
phones mettaient l'Université fran-
çaise dans la position de jouer un
rôle international de premier plan.
Aujourd'hui qu'il faut saisir

MARTIN ANDLER
Chercheur CNRS
médecine supérieure

Avec **Le Monde** sur Minitel

**ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS**
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36,15 LE MONDE

Tapez : 44 10

ISMCN et CESTI
ingénieurs, Diplômés d'Écoles de Commerce et de Gestion, Maîtrises

VALORISEZ VOTRE DIPLOME :

MASTÈRE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES PAR LA QUALITÉ

Créé par des grandes entreprises du monde industriel et du tertiaire.
Formation de managers opérationnels et de hauts responsables qualifiants, qui prend
en compte la qualité des produits et des services, les points en management.

Sont assurés : une formation rigoureuse des projets en entreprise

CARRIÈRES OUVERTES POUR CANDIDATS ENTREPRENEURIS

Prochain cours, début des cours : lundi 22 février 1993.
Réunion d'information : 11 janvier.

Recontactez-nous : ISMCN-CESTI (min. ed. nat.)
3, rue Fernand-Henriet, 93407 SAINT-OUEN
Contact : Céline GUCKERT - ☎ 48-45-26-02

1293

**Marco Polo  l'ère
des échanges internationaux.**

1993

*Les nouveaux marchands sont à l'ESC Troyes.
Ils ont toujours le même esprit.*



L'ESC Troyes bénéficie du soutien du parrainage de HEC et de l'ESCP, de BSN et de KPMG.
L'admission se déroule par voie **concurrente** : Banque Commune d'Épreuves pour le **Haut Enseignement Commercial** (HEC, ESSEC, ESCP, ESC Lyon, EDHEC) pour les élèves de classes préparatoires et concours de la Banque **PROFILS** pour les diplômés de l'enseignement supérieur. L'ESC Troyes est un **établissement d'enseignement supérieur géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Troyes et de l'Aube**. 217, avenue Pierre **II** BP 710 **TROYES** Cedex **74** : 51 71 22 22 - Fax : 25 49 22 17.

مكتبة الشرح

U cœur

SOCIÉTÉ

REPÈRES

MÉDECINE

Epidémie de tuberculose au CHU de Poitiers

Neuf des dix-huit patients travaillant à l'unité 2 du service de pneumologie du CHU de Poitiers sont atteints de tuberculose. Selon la direction de l'hôpital, un premier membre du personnel a présenté des symptômes en octobre. L'ensemble du personnel a passé une semaine de quarantaine, et aujourd'hui, neuf patients ont été déclarés. En conséquence, le service a été fermé jusqu'au 3 janvier. Tout le personnel soumis à un traitement, au moins préventif.

Le personnel des deux services de pneumologie est l'objet d'une surveillance particulière, et celui de l'unité 2, bien que ne travaillant pas aux malades tuberculeux qu'une petite partie de son temps, subit en outre deux radiographies pulmonaires par an. Une enquête épidémiologique est en cours pour déterminer l'origine de cette contamination exceptionnelle. Dans tout le département de la Vienne, le nombre des cas recensés au premier semestre de l'année dernière, est en forte augmentation. (Corresp.)

CATASTROPHE

Au moins 75 morts dans l'éboulement d'une baltienne

De nombreux milliers de tonnes de terre, provoqué probablement par des pluies torrentielles et aussi par les fortes galeries souterraines sans précaution, dans une colline, a englouti, mardi 8 décembre, à 4 heures (heure locale), un camp de chercheurs d'or à Elpi (La Paz). Les sauveteurs auraient retrouvé 75 corps mais on craint que plusieurs centaines des quelque 200 personnes qui vivaient dans le camp aient disparu sous la boue et la terre. (AFP, APJ)

JUSTICE

Les accusés du meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère

Instruction à l'audience

Après avoir consacré une longue semaine à l'audition des gendarmes et des magistrats ayant participé à la première partie de l'enquête, la cour d'assises de l'Isère a commencé, mardi 8 décembre, l'audition de cinquante-trois témoins. Une instruction à l'audience très complète rendue nécessaire par un dossier manifestement insuffisant et qui a déjà permis de révéler de graves contradictions dans les déclarations de Didier Gentil.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Alors que cinq magistrats se sont succédé pour instruire ce dossier, il est apparu, dès la première semaine des débats, que la cour d'assises était confrontée de la totalité d'une information judiciaire ayant pourtant duré quatre ans. Avec une différence cependant, car si, à l'issue d'une instruction, le juge rend une décision motivée qui peut être remise en cause par une chambre d'accusation, la cour d'assises se prononce uniquement sur l'infirmité convictionnelle, et son arrêt n'est soumis à aucune juridiction d'appel. A Grenoble, on a pourtant l'impression que la première enquête n'est pas plus sérieuse que la seconde, et que la cour d'assises n'est pas plus compétente que la cour d'appel.

Les dépositions des témoins n'apportent pas plus de lumière. Le père de Céline a vu Roman à deux reprises. Une fois sur la terrasse de son café, quand Gentil jouait au flipper avec Céline et une fois, vers 21 h 30, au bar. Le grand-père ne l'a vu que vers 20 h 20. Quant aux

autres témoins, ils ont pour la plupart varié dans leurs déclarations d'une façon qui laisse une impression désagréable, et le président s'étonne de tels revirements.

Dans leurs premières déclarations à la gendarmerie, ils affirmaient avoir vu Roman au bar à 21 h 15 ou 21 h 30, mais dans les dépositions qu'ils feront plus tard, et aujourd'hui à la barre, ils affirment qu'ils se sont trompés et qu'en fait ils l'ont vu vers 20 heures ou 20 h 30. Un horaire qui accable Roman puisque, selon Gentil, Céline aurait été tuée vers 20 h 40. D'autres témoins maintiennent avoir vu Roman au bar vers 21 h 30, à l'heure où il déclare être allé chercher des cigarettes. Mais l'accusation admet l'hypothèse qu'il soit venu deux fois. Cependant, l'avocat général Legrand lui-même fait part de ses réserves sur la possibilité de donner des horaires avec exactitude en employant un ton qui laisse présager que ce n'est pas sur des bases aussi fragiles qu'il compte assier son réquisitoire.

« Il y a des choses qu'on n'explique pas »

La position de Roman, qui a avoué en garde à vue avant de se rétracter, paraît plus explicable aux magistrats. « La garde à vue, ce n'est pas fait pour être agréable, c'est fait pour pousser les gens à s'exprimer. Mais comment se fait-il que dans vos aveux vous soyez tombé juste ? J'admets même que

vous ayez pu dire « oui, c'est moi ». Mais pourquoi vous schématiser à construire une thèse qui vous accable, en parlant de la pierre ?

« C'était évident. On m'a dit qu'elle était morte, et j'ai vu une pierre maculée de sang à la gendarmerie », explique Roman. Et Henri Legrand rappelle : « Un gendarme a déclaré qu'il avait seulement voulu avouer et qu'il a fallu des heures pour lui faire donner des détails. »

La cour d'assises de l'Isère revient sur Gentil pour la convaincre que son explication n'est pas satisfaisante. « Si vous aviez trouvé trois Céline, vous auriez pu dire que Roman ? » Le sarcasme n'échappe pas à Gentil, qui s'abrite derrière son état d'esprit de l'époque. « Chez moi, je n'ai pas de mémoire, il y a des choses qu'on n'explique pas. » Et, par les questions, il ajoute : « J'ai le droit de garder ma part de mystère. » L'avocat général joue alors une dernière carte : « On ne peut quand même pas continuer [Roman] sur la part de mystère que vous entretenez. Vous faites ça pour échapper à la résolution criminelle et à la période de sûreté qui va vous tomber dessus. Soyez sûr que j'en tirerai les conséquences. » Gentil, sans sourire, répond : « Je vais réfléchir ce soir à ce que dit l'avocat général. J'ai des distractions. »

MAURICE PEYROT

SPORTS

FOOTBALL : les coupes d'Europe

Paris-Saint-Germain et Auxerre en quarts de finale

Le Paris-Saint-Germain s'est qualifié, mardi 8 décembre, pour la finale de la Coupe de l'UEFA en battant le match nul à Anderlecht (1-1) lors du match retour. Deux semaines après avoir battu le match nul à Paris (0-0), les Parisiens - qui n'ont pas tenu tête aux Belges. En égalisant un quart d'heure avant la fin de la rencontre, ils se sont qualifiés au bénéfice du but marqué à l'extérieur. L'AJ Auxerre s'est également hissé dans les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA en battant, mardi 8 décembre, au stade de la Meinaud, les Belges du Standard de Liège (2-1). Les Bourguignons avaient obtenu le nul au match aller (2-2). Comme club de Paris, l'équipe de Guy Roux parvient au quart de finale pour la deuxième fois de son histoire.

EN BREF

□ Vingt communes de Seine-Maritime privées d'eau potable. - La direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Seine-Maritime a annoncé, mardi 8 décembre, que vingt communes du département de Saint-André, près de Caudebec-en-Caux, ne pouvaient plus bénéficier de l'eau du robinet, même traitée. La contamination est due à l'augmentation des précipitations des dernières semaines, qui ont entraîné à la fois des percolations et des pollutions des nappes et des remontées des pollutions souterraines.

□ Un réseau de contrebande d'éléments radioactifs démantelé en Allemagne. - Les policiers allemands autrichiens ont annoncé, mardi 8 décembre, avoir démantelé un réseau de contrebande de substances radioactives d'origine ukrainienne. Selon le chef de la police bavaroise, M. Hermann Ziegler, seize personnes ont été arrêtées, 2,5 grammes de plutonium 239 et une petite quantité de cobalt 60 ont été saisis, qui provenaient vraisemblablement de l'Allemagne nazie. (Reuters.)

40ème anniversaire du groupe GIFCO

Un événement à Paris, à la Conciergerie le 3 décembre 1992 : 1500 partenaires professionnels ont célébré le 40ème anniversaire du Groupe GIFCO.

Pour exprimer deux volontés :

- mobiliser les forces économiques pour surmonter la crise et ses graves conséquences sociales,
- s'indigner des agressions administratives et médiatiques dont sont victimes les entreprises.

Nous les remercions.

groupe gifco

PLURIELS

AMERICAN CENTER
LANGUAGE PROGRAM
Cours d'anglais

1 rue de la Paix 75002 Paris
Tél : (33) 44.73.77.77
Formation Professionnelle

LE MONDE DES CARRIÈRES

Assoc. Huma 39-02-32-52.
Rech. chef de chantier
(reconstruction écoles)
Mission Cambodge 8 mois.
Départ 01/93, indemnités.

Importance conseil et formation
M. Cader
recherche :
FORMATEURS CONSEILS
ASSURANCE QUALITE
2 certifications russes
permis ou vacataires
Env. CV, photo et
préférences à CSP
M. La Fayette.

Job secondaire
recherche
interprète allemand/français
pour nos voyages d'affaires
dans toute la France.
AUT. 15-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-264

مركز العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 10 décembre 1992 17

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16 ^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE		
2 ^e ARRONDISSEMENT			20, rue de Lubecq AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 1 150 6 650	3 PIÈCES 82 m², RC parking.	33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 400 + 1 842 11 242	
3 PIÈCES 62 m² 5 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-15-28-71 Frais de commission	6 115 + 1 215 7 330	83, av. Foch AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 600 + 800 10 400	5 PIÈCES RÉCENT 100 m² 1 ^{er} étage	17, rue Jean-Baptiste SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 500 + 1 135 9 635	
5 ^e ARRONDISSEMENT			4, rue Fétien-David SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	11 500 + 3 417 14 917	3 PIÈCES 77 m², 2 ^e étage parking	30, rue Cavée GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	2 200 + 700 2 900	
3 PIÈCES 81 m², 3 ^e ét. Park., cave cuis.	4, rue de la Chapelle GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 740 + 740 9 480	1/9, rue Raymond SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	12 780 + 2 581 15 361	6 PIÈCES Résidentiel 122 m², 4 ^e ét. park., m² m²	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	17 500 + 1 588 19 088	
8 ^e ARRONDISSEMENT			84, rue Launson SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	18 970 + 1 846 20 816	NEUILLY			
2 PIÈCES 40 m² 4 ^e étage	85/87, av. Champs-Élysées AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 800 + 832 5 632	17 ^e ARRONDISSEMENT			22, bd de la Chapelle GCI - 40-15-28-68 Frais de commission	8 975 + 1 118 10 093	
3 PIÈCES 87 m² 4 ^e étage, ss. asc.	42, av. de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 950 + 1 500 9 450	2 PIÈCES 50 m², 5 ^e ét. balcon	28, rue de la Chapelle CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	5 500 + 700 6 200	4 PIÈCES 159 m², 2 ^e étage box	900 + 800 1 700	
4 PIÈCES 105 m² 5 ^e étage	27, rue Daru AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 350 + 1 300 16 650	4/5 PIÈCES 153 m², 7 ^e étage possib. parking	87, av. de la Chapelle SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	12 950 + 2 950 15 900	NEUILLY		
3 PIÈCES 80 m² R.C.	8, rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 43-88-88-70 Frais de commission	7 099 + 502 7 601	18 ^e ARRONDISSEMENT			7 bis, rue de Rouvray LOC INTER - 47-46-16-09 Frais de commission	10 000 + 818 10 818	
11 ^e ARRONDISSEMENT			92 m², 1 ^{er} étage Park., terrasse	32, rue de la Chapelle SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 850 + 858 9 708	3 PIÈCES 139 m², 3 ^e étage Longchamp	1 248 + 1 248 2 496	
3 PIÈCES 101 m², 5 ^e étage parking	1, rue Paléo LOC INTER - 47-46-16-08 Frais de commission	9 585 + 750 10 335	19 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 166 m² 2 ^e ét.	17 570 + 1 843 19 413	
12 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage parking	126/130, rue Compans GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	7 500 + 680 8 180	5 PIÈCES 172 m² 5 ^e ét.	20 804 + 2 671 23 475	
4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage parking	88, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 784 + 1 283 7 067	20 ^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES DUPLEX 155 m² 5/6 ^e ét.	15 407 + 2 200 17 607	
4 PIÈCES 66 m², 4 ^e étage parking	4, rue Tolain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 110 + 1 110 6 220	3 PIÈCES 77 m² 5 ^e ét. parking	PUTEAUX 1, rue de l'Oasis SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	930 + 930 1 860	NEUILLY		
2 PIÈCES 56 m², 5 ^e étage park., balcon	8, rue des Haies CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 915 + 700 4 615	78 YVELINES			3 PIÈCES 80 m² 2 ^e ét. parking	5 080 + 780 5 860	
13 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 64 m², 1 ^{er} étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 450 + 784 6 234	5 PIÈCES 100 m² 4 ^e ét. parking	7 059 + 1 277 8 336	
STUDIO 30 m², 4 ^e étage m² plus balcon	87, bd Auguste-Bianqui CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	2 500 + 700 3 200	PAVILLON 109 m²	VERNEUIL-SUR-SEINE 8, allée F. Chopin AGIFRANCE - 43-88-88-70 Frais de commission	5 990 + 3 990 9 980	NEUILLY		
4 PIÈCES 82 m², 3 ^e étage parking	87, rue Tolbino SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 708 + 1 020 8 728	2 PIÈCES 56 m² 2 ^e ét.	VERSAILLES 35 bis, rue du Maréchal CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 620 + 3 438 9 058	3 PIÈCES 77 m² 5 ^e ét. parking	9 400 + 1 842 11 242	
14 ^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE			94 VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 45 m², 3 ^e étage parking	47, rue de Froidevaux AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 810 + 780 5 590	2/3 PIÈCES 51 m², 6 ^e étage park.	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-15-28-71 Frais de commission	100 + 283 383	3 PIÈCES DUPLEX 73 m², 4/5 ^e ét. parking, balcon	SAINT-MANDÉ Rue Quilhou LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 890 + 890 9 780
15 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES DUPLEX 114 m², 5/6 ^e ét. 2 park., balcon, terrasse	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	15 100 + 870 15 970	3 PIÈCES 74 m², 3 ^e étage parking	VINCENNES 15, allée N. Népce SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	4 885 + 1 444 6 329
4 PIÈCES 110 m², 4 ^e étage parking	89, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 225 + 1 665 9 890	3 PIÈCES 135 m² 3 ^e ét.	BOULOGNE 62, rue de la Touraille SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	13 500 + 2 329 15 829			
5 PIÈCES NEUF grand standing 111 m², 3 ^e ét.	20 bis, av. de la République SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	11 100 + 2 946 14 046						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX
GESTION**
Service des
Généralistes de France

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

GENERALI

LOC INTER
Tél. 01 47 19 19 19

AGIFRANCE
CIRCUIT CABLE DES DÉPÔTS

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

SOLVEG
LOCATIONS, VENTES ET GESTION D'IMMOBILIERES

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

ÉCONOMIE

BILLET

Retraite et solidarité

Depuis quelques mois, nombre de régimes de retraites complémentaires indépendants - les caisses de retraite des banques, du personnel au sol d'Air-France, des contractuels de France Télécom, des cadres de la France Télécom, des agents d'assurance ou de la Sécurité sociale - frappent, officiellement ou non, la porte de l'ARCO, qui regroupe tous les salariés du secteur privé, et de l'AGIRC, la caisse des cadres. Ces candidats ont en commun de rassembler des professions qui, ayant pendant des années réduit leurs effectifs et limité les embauches, sont confrontées à un redoutable déséquilibre. Avec moins de cotisations et toujours plus de retraités, elles ne peuvent assumer seules leurs engagements à long terme et souhaitent se fonder au sein d'organismes bénéficiant d'une assise plus large.

Sollicitées, l'ARCO (17 millions de cotisants) et l'AGIRC (2,7 millions de cotisants) ont défini des principes stricts afin de garantir leurs équilibres généraux. La plupart des nouveaux venus attribuent en effet des « prestations déclinées », c'est-à-dire des pensions calculées, comme pour les fonctionnaires, en fonction du dernier salaire et non pas selon les points de retraite accumulés tout au long de la carrière. En conséquence, l'ARCO et l'AGIRC exigent un « ticket d'entrée » qui fait grincer bien des dents : validation d'une partie seulement des droits acquis (entre 44 % et 95 %), cotisation au taux maximum et versement de réserves.

A prendre ou à laisser, ces propositions vont coûter fort cher aux entreprises candidates qui devront financer elles-mêmes une partie de leurs prestations. Dans les banques, cette situation crée de fortes tensions. Les établissements les plus petits et les plus récents - qui n'ont pas la même pyramide des âges et, donc, pas les mêmes charges - refusent de payer pour les grandes banques, dont plusieurs doivent absolument consolider leurs régimes de retraite sous peine de ne pas obtenir des sociétés de rating la notation indispensable pour être cotées sur les places étrangères. Au fond, ces querelles byzantines révèlent les limites et les perversités du système de retraite français. En marge de la bonne vieille solidarité interprofessionnelle, il y a maintenant des régimes spécifiques complémentaires - souvent plus avantageux que les autres - qui, aujourd'hui, ne peuvent assurer leur pérennité. Qu'on le veuille ou non, le même principe finit bien par se poser pour la SNCF, la RATP, EDF-GDF ou la fonction publique.

JEAN-MICHEL NORMAND

Cinquante mille manifestants à Bonn

Le déclin de l'agriculture allemande

Les agriculteurs allemands, auxquels s'ajoutent des délégations françaises, ont manifesté à Bonn, paralyant le quartier des ministères une partie de la journée. Ils étaient 50 000 selon les organisateurs et 30 000 selon d'autres pour une manifestation qualifiée comme la plus suivie de ces dernières années. Une effluve de M. Jürgen Möllemann, le ministre de l'économie, qui est un opposant déclaré aux aides agricoles, a été traité avec une violence

L'agriculture allemande représentait 9,5 % de la production nette du pays en 1950, elle n'en représente plus que 1,4 %. Le nombre des exploitants à temps plein s'est réduit de 200 000 en 1950 à 100 000 en 1990. Il serait ramené à 80 000 selon les estimations, à 160 000 ou 120 000 en l'an 2000. Chez les 35-54 ans, une femme d'agriculteur sur cinq seulement travaille à la ferme. Le gain moyen des agriculteurs a été de 45 000 marks l'an dernier (en baisse de 16 % à cause d'une exceptionnelle sécheresse). En ajoutant les aides directes, cela porte le revenu moyen à 11 000 marks contre 58 000 marks en France ou 132 000 marks aux Pays-Bas. L'Allemagne, qui a les plus hauts salaires d'Europe, paie mal ses paysans.

C'est un signe. L'agriculture est une activité considérée par la grande majorité comme polluante, faite par une population vieillissante, incapable de subvenir à ses besoins. Les écoles agricoles sont désertées. Les exploitations « écologiques », qui pourraient profiter de cet état d'esprit, ont augmenté de 14 % l'an passé, mais le nombre global des fermes chute de 3,5 % l'an. Mais les surfaces « vertes » représentent encore que 0,6 % de la superficie cultivée. La restructuration en cours agit sur la surface des terres

exploitantes, qui atteignent 17,7 hectares. Mais ces terres ne sont pas bien utilisées. Les 30 hectares français ou aux 33 britanniques. Si, dans le Nord, dans le Schleswig-Holstein, la productivité est la même que dans le Danemark, la Bavière, la production est dispersée. On n'y compte que huit exploitations de plus de 100 hectares. Ce chiffre se traduit par un poids aux touristes et aux agriculteurs professionnels. Les 200 000 exploitations allemandes (34 % du total allemand) représentent une structure politique influente mais peu productive de la CSU.

Le coût d'un paysan

Le total des aides versées à l'agriculture ouest-allemande par Bruxelles et par Bonn n'a cessé d'augmenter, pour atteindre 33,4 milliards de marks l'an passé, ce qui fait comparer une production de 55 milliards à une valeur ajoutée de 33 milliards. L'agriculture allemande reçoit plus d'aides qu'elle ne produit. Un paysan ouest-allemand contribue donc plus cher qu'un agriculteur français.

Ce dispositif général permet à l'Allemagne d'être le premier producteur européen de viande (31 % du total communautaire), de

américaine. Des manifestants ont voulu assiéger la chancellerie, brûler des boîtes de poêle sur la chaussée. Des œufs ont été lancés. M. Constantin Heereman, le président du unique Deutscher Bauernverband, mais il a été applaudi quand il a demandé que le gouvernement « trouve les négociations des agriculteurs allemands, qui soutiennent leurs homologues français, jugent un accord au GATT, mais pas sur le dos de l'agriculture européenne ».

de terre (34 %) et de céréales (32 %). De façon générale, la production est plus tournée vers les animaux que vers les végétaux. Mais la réaffectation est venue corriger ce penchant vers les céréales, le sucre et le colza.

L'apport des cinq nouveaux Länder, où les surfaces sont vastes, sera bénéfique à terme pour les productions extensives. Mais la restructuration des 19 000 fermes collectives (LPG) héritées du régime communiste bute aujourd'hui sur les immenses problèmes de droit de propriété. Le nombre de salariés agricoles à l'Est est revenu de 850 000 en 1989 à 300 000 aujourd'hui. La production est-allemande, estimée à 12,3 milliards de marks, est inférieure à son coût. Il faut, là aussi, subventionner massivement.

Si l'Allemagne exporte du lait, de la viande et du tabac et d'autres produits pour un total de 32,4 milliards de marks - ce qui en fait le quatrième exportateur mondial - elle n'atteint pas l'autosuffisance. Ses importations se montent à 64 milliards de marks, ce qui fait de l'Allemagne un consommateur très convoité. Les Pays-Bas sont le premier fournisseur devant la France, qui a bénéficié en 1991 d'un solde net de ses échanges agricoles de 5 milliards de marks.

E. L. B.

Un ami fragile

par Eric Le Boucher

L'ALLEMAGNE sera-t-elle le premier pays post-agricole ? La première puissance industrielle d'Europe s'inscrit assez bien couverte de parcs et de forêts entretenus par des gardiens, tandis que ce qui restait de l'agriculture se concentrait sur ce qui est resté de la culture : quelques grandes exploitations, quelques grandes fermes, Brandebourg ou la Poméranie, quelques vastes fermes laitières au Nord, dans le Schleswig-Holstein. La « typique » paysannerie de Bavière vit du tourisme.

Ce schéma, nombreux sont les industriels et les banquiers qui l'envoient. Le GATT n'est pour eux que l'annonce d'une transformation radicale qui a été trop longtemps bloquée et qu'il faut désormais accélérer. Car la saine logique économique rejoint l'urgence politique d'éviter une Europe des riches encerclée de misérables menaçants. Et la meilleure aide que puisse accorder l'Europe au sauveur des pays du Sud et à celui des pays de l'Est, considéré en Allemagne comme prioritaire, est d'accepter leurs exportations. Si elle

veut jouer un rôle digne de son rang de première puissance économique mondiale, l'Europe doit s'ouvrir aux produits « primaires » de ces pays, dont les denrées agricoles font partie. Il n'est que ceux-ci à lui vendre et à lui fabriquer, en outre, à plus bas prix qu'elle. Les devises gagnées leur permettront d'acheter, ici, des machines et des produits manufacturés.

Le schéma est dicté par un intérêt évident. Dans l'échange, les Allemands proposent de céder l'agriculture des Douze, où leurs intérêts sont faibles, pour gagner l'industrie où ils sont gros. Mais la France n'y perdrait pas, explique les industriels. Une libéralisation générale des marchés agricoles dans la CEE (non seulement des échanges extérieurs mais aussi des échanges intra-européens) lui serait, indépendamment de son coût social, favorable. Les protections ôties, l'agriculture française, qui est l'une des plus compétitives d'Europe, serait libérée de la CEE par une hypothèse erronée. Elle regagnerait outre-Rhin les marchés perdus ailleurs par la faute du GATT.

La cause des industriels allemands rejoint celle, bien connue, des gros créanciers français... L'idée fait trembler les milieux agricoles allemands. Car elle ferait écarter l'accord tacite passé entre les agriculteurs français et allemands depuis la fondation de la politique agricole commune (PAC) : à la France des subventions à l'exportation, à l'Allemagne des prix intérieurs suffisamment élevés pour maintenir en vie une agriculture peu compétitive. Cet accord tacite a survécu au cahin-cah à la réforme de la PAC en mai et il dure encore. Lors du sommet franco-allemand le 27 novembre à Bonn, M. Mitterrand et Kohl ont émis tout débat sur le fond. Apparaissant son soutien aux thèses françaises en déclarant que « l'agriculture européenne devait avoir des perspectives d'avenir », le chancelier allemand avait surtout d'irriter Paris. Il essaya de maintenir, malgré le GATT, un accord vieux de quarante ans dont l'intérêt est de permettre un recul pacifique et ordonné du nombre des exploitations agricoles dans son pays.

Le risque est gros

Mais le risque est gros. Le GATT remet en cause ce que la France gagnait dans le donnant-donnant : ses exportations. Elle pourrait être tentée, si on la brusque, de remettre en cause le gain allemand, c'est-à-dire les prix hauts. « Quitte à être libéral, soyons-le jusqu'au bout », pourraient rétorquer les Français en exigeant une réforme de la réforme de la politique agricole. « Ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Allemagne », s'inquiète déjà M. Ignaz Kiechle, le ministre de l'Agriculture, pour qui une baisse des prix internes de la CEE est une hypothèse erronée. On comprend donc l'embarras et la prudence de Bonn.

au-delà du GATT, l'accord tacite franco-allemand pourrait être victime du déclin de l'agriculture allemande. En l'an 2000, elle ne comptera plus que 150 000 agriculteurs à temps plein, un poids électoral bien marginal. Les industriels libéraux peuvent ne pas l'emporter cette fois-ci : ils gagneront très bientôt l'opinion déjà réticente ne supportant plus de subventionner à prix d'or cette activité résiduelle. La France devrait se préparer à ce que son ami allemand la lâche, sans de paysans.

Dans le Tarn

Les élus de Grailhet boudent les élections provinciales

ALBI

de notre correspondant

Si les élections provinciales se déroulent mercredi 9 décembre à Grailhet, ce ne sera que sur réquisition des élus municipaux par le préfet du Tarn. Les élus grailhetois, à majorité socialiste, ont en effet décidé de boycotter l'organisation des opérations électorales, car ils n'ont toujours pas admis la suppression du tribunal prévue par la révision de la carte provinciale. La capitale du coin et de la maroquinerie accepte mal cette suppression. M. Mazamet, également menacé, a fait appel au tribunal de Montpellier. Aussi, les élus locaux ont fait savoir très clairement qu'ils ne sentent pas concernés et ne sont pas disponibles pour tenir les bureaux de vote. Ceux-ci seront toutefois installés par les services municipaux.

JEAN-PIERRE BARJOU

Selon le ministère du travail

Les effectifs salariés ont baissé de 0,6 % en un an



Selon les résultats définitifs, publiés le 8 décembre par le ministère du travail, les effectifs salariés ont stagné au troisième trimestre, comme au premier, après avoir reculé de 0,4 % au deuxième. Avec 14 242 500 personnes employées dans les secteurs marchands non agricoles, l'emploi diminue cependant de 0,6 % sur les douze derniers mois, alors que la baisse avait déjà été de 0,7 % en 1991, correspondant à la disparition de 96 800 postes de travail.

Toutefois, l'estimation de l'INSEE, rendue publique le même jour, fait état d'une dégradation plus importante, sur le champ plus limité des entreprises qui cotisent au régime d'assurance-chômage. Entre septembre 1991 et septembre 1992, les effectifs salariés auraient diminué de 0,9 %, avec 128 000 personnes de moins. Au troisième trimestre, en données corrigées, ils auraient même baissé de 0,2 % dans les entreprises de plus de dix salariés et de 0,1 % dans l'ensemble des établissements. Par secteurs, d'après les données du ministère du travail, les évolutions peuvent varier. Le mouvement de suppression d'emplois se ralentit dans le bâtiment (-1,1 % au troisième trimestre, après -1,6 % au deuxième) et dans l'industrie (-0,3 % après -0,7 %). Une certaine reprise se manifeste dans le tertiaire marchand avec une augmentation de 0,4 % qui survient après une stagnation au deuxième trimestre.

Le rythme de dégradation est plus faible dans la plupart des secteurs industriels, et la situation se stabilise dans certains comme l'industrie automobile. Les services marchands progressent de 0,6 %, et les services rendus aux entreprises de 1,1 %.

E. L. B.

En remplacement de M. Christian Blanc

M. Francis Lorentz devient PDG de la RATP

Le conseil des ministres devrait désigner M. Francis Lorentz, ancien PDG du groupe Bull, comme PDG de la RATP, en remplacement de M. Christian Blanc qui a démissionné le 27 novembre (Le Monde du 9 décembre).

Plusieurs noms avaient été évoqués pour remplacer M. Christian Blanc, ancien PDG de la RATP. M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, avait refusé le poste. M. Michel Bon, ancien patron de Carrefour, avait d'autres projets en cours. On avait évoqué également M. M. Pierre Eelsen, ex-président d'Air Inter, de M. Jean-Marie Descarpentries, ex-PDG du CMB Packaging, ainsi que M. Bernard Sarda, ancien ministre du cabinet du ministre des transports. C'est finalement l'ancien patron de Bull, M. Francis Lorentz, cinquante ans, qui a été choisi.

En septembre 1982, M. Lorentz avait été nommé PDG de la RATP. Il avait dirigé la RATP pendant sept ans, à l'initiative de Jacques Stern, patron du constructeur informatique nationalisé. Enarque, diplômé d'HEC, il rejoint la RATP en 1980, après avoir été directeur adjoint de la Lyonnaise des eaux, après avoir fait carrière à la direction du Trésor.

Pendant ces ans, le groupe a vécu au rythme de restructurations permanentes. Bull doit d'abord parcourir les différents genres d'ordinateurs, héritage d'une histoire difficile. En situation fragile, il est ensuite frappé par la crise que traverse le secteur à partir de 1989. Les effectifs sont ramenés de 48 000 salariés en 1990 à 35 000 au début 1992.

Le dossier de service minimum

En juin 1992, après trois années à la tête du groupe, M. Lorentz n'a pas renouvelé des fonctions. Bull a perdu 3,3 milliards de marks en 1991, 1,5 milliard en 1992. Mais surtout, à diverses occasions, le gouvernement Cresson, le PDG de Bull s'est opposé à son allié principal, M. Debarque, qui est candidat à la tête du

français du pétrole. Il arrive à la tête de la RATP dans un climat social difficile. M. Christian Blanc, qui avait été nommé à la RATP une « entreprise » proche des voyageurs, a démissionné de son poste au lendemain d'un conflit avec les conducteurs.

Pendant trois ans, il avait entrepris de moderniser une entreprise victime des corporatismes et d'une hiérarchie pesante. Son action bien engagée a buté sur deux obstacles, la réforme de la catégorie des agents de conduite et l'instauration d'un service minimum en cas de grève. La modernisation de la RATP a touché quasiment toutes les catégories de personnel, mais les agents de conduite ont refusé le projet de réforme qui leur était proposé. En novembre, ils ont obtenu le report des négociations au mois de février. M. Lorentz devra reprendre les négociations avec les syndicats qui disposent de l'arme redoutable de la grève. Arrivera-t-il à les convaincre du bien-fondé de la réforme ? L'entreprise risque d'être à la veille des élections législatives.

Deuxième chantier, le service minimum. M. Lorentz avait voulu instaurer un service garanti à 100 % aux heures de pointe, lors des grèves. Après des négociations infructueuses en vue d'un accord amiable au sein de l'entreprise, il souhaitait que des mesures d'ordre législatif soient prises. Le refus du gouvernement de le soutenir dans cette voie a pesé dans son départ. Quelle sera l'attitude de son successeur sur cette question difficile ? Il faudra probablement attendre le retour de la droite pour voir de nouveau aborder ce dossier.

MARTINE LARONCHE

PANORAMA SECTORIEL D'EUROSTAF 1990-1992

Eurostaf

Eurostaf met ses compétences et son expérience à votre service et vous propose des études dans le cadre de diverses collections.

Elles résultent d'une triple approche :

- économique
- stratégique
- financière

Le catalogue général que nous vous proposons de consulter sera votre référence de couverture sectorielle d'Eurostaf.

N'hésitez pas à nous le demander.

EUROSTAF
60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris.
Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

Chaque semaine

Le Monde

HEURES LOCALES

consacre 8 pages à la vie régionale

numéro date dimanche-lundi

هكذا في العمل

ÉCONOMIE

CEE Le double choc

Suite de la première page

Ce qui est certain, en revanche, c'est que la logique de la construction communautaire a commencé de se briser l'année dernière quand on a vu que la rupture se prolongerait et si elle pourra être réparée.

L'année finit qui chemine sur un long des conseils européens qui précéderont Maastricht - notamment à Madrid en juin 1989, à Rome en octobre et à Luxembourg en 1990 - où que le marché unique qui sera une d'espoir ne pourra même fonctionner que si l'Allemagne d'une union monétaire. Celle-ci postule des taux de change fixes, puis monnaie commune, ou mieux monnaie unique. Or une union monétaire ne peut elle-même fonctionner que si les pays qui la composent ont des taux d'inflation voisins. Faute de quoi - une dévaluation étant impossible - les pays dont les monnaies de change sont trop faibles fuir les investisseurs qui jugent les conditions de production peu compétitives. Ils trouveront des emplois en nombre suffisant, les chômeurs ou bien déserteront le pays pour aller s'installer dans des lieux plus cléments.

L'expérience allemande

Il ne peut-être indisponible pour des pays dont la situation économique est mauvaise, une monnaie unique est un poison violent pour des pays trop dissemblables.

L'expérience se joue actuellement en grandeur nature dans la partie est de l'Allemagne, littéralement aspirée par l'ouest. L'Allemagne a créé au moment de la réunification, l'échange des monnaies, le contre des marks Ouest dans des conditions beaucoup plus avantageuses pour l'ancien pays communiste (1 pour 1,6) à ce la même effet qu'une forte dévaluation du mark Est. Mais qu'il était au contraire de le dévaluer, l'ouest a eu une catastrophe, beaucoup d'entreprises de l'Ouest ayant renoncé à investir là.

Il est plus malentendu à l'ex-RFA qu'à l'ouest par les transferts massifs - et pour longtemps - l'erreur de cette union monétaire précipitée contre laquelle s'était pourtant levée avec vigueur la Bundesbank. Des transferts publics qui atteignent 107 milliards de DM en 1991, environ 130 milliards cette année et dont les trois quarts financent des dépenses de consommation et non d'investissement.

On comprend pourquoi le traité

M. Sapin présente le projet d'initiative européenne de croissance au conseil des ministres

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, devait présenter, mercredi 9 décembre au conseil des ministres, une communication relative à l'initiative européenne de croissance. Cette initiative, qui vise à stimuler l'activité dans la CEE et à réduire la dette publique, a été discutée lors du sommet d'Edimbourg, vendredi 11 et samedi 12 décembre (le Monde du 8 décembre).

Compte tenu de l'importance de la marge de manœuvre de chaque pays, l'idée de développer les investissements publics, de prendre des mesures en faveur de secteurs particulièrement touchés par la crise (en France, le bâtiment, l'immobilier, ainsi que la PME-PMI de manière générale), et de tenter de renforcer la convergence des économies, notamment en accélérant le mouvement de baisse des taux d'intérêt.

Maastricht a prévu d'imposer aux candidats à l'union monétaire des disciplines économiques permettant au bout de quelques années une certaine convergence des économies. Des économies qui ne devront pas seulement concerner le taux d'inflation, mais aussi les taux d'intérêt, les taux de change et les politiques budgétaires. L'endettement des États, qui s'était réduit jusqu'au milieu des années 80, a recommencé à augmenter depuis et constitue une préoccupation.

L'idée est d'éviter qu'une union monétaire mal gérée puisse créer des difficultés en empruntant à tout va (il sera alors difficile de financer) pour en fin de compte se retrouver insolvable. Avec toutes les conséquences que cela aura pour les pays de l'UEM qui auront le prix de l'argent monter, les taux d'intérêt augmenteront et les parités monétaires seront dévaluées.

La logique de Maastricht facilitant le fonctionnement de la monnaie unique par une union monétaire, elle-même rendue viable par des taux d'inflation et des politiques budgétaires raisonnables et semblables, on est en train de se briser sur une conjonction de deux facteurs : des recettes fiscales et des dépenses budgétaires importantes. La seconde réalité est la situation de l'Allemagne qui fait chanceler sur ses bases pourtant solides le pays qui sera le point d'ancrage et de référence de tout l'édifice en train de se construire.

1) La conjonction est si maladroite partout qu'aucun pays, à l'exception de la France, du Danemark et de l'Irlande, ne satisfait actuellement aux critères de Maastricht en matière de finances publiques : pas plus de 3 % de déficit budgétaire annuel par rapport au PIB. Le plus inquiétant est l'Allemagne qui, presque tous les pays s'en éloignent au lieu de s'en rapprocher, et s'en éloignent au lieu de s'en rapprocher, sans stratégie commune. Le cas de la Grande-Bretagne est symptomatique : excédentaire en 1988 et 1989, son déficit budgétaire dépassera cette année 6,5 % du PIB, ce qui est considérable. En 1993 sera probablement pire. L'Allemagne n'est pas mieux lotie : son déficit est de 6 % (si l'on tient compte de la Truhandenstat) et sera probablement encore l'année prochaine. L'Italie est à 11 %, le Portugal à 5,4 %, l'Espagne à 4,7 %.

Encore l'Italie et l'Espagne se sont-elles lancées dans des politiques de rigueur qui, à moyen terme, devraient leur permettre de jouer dans la zone des grands pays participant à l'UEM mais qui, à court terme, leur font courir le risque de faire plonger pendant un temps dans la récession. Comment réagiront les opinions publiques quand elles découvriront que la convergence des politiques économiques est, dans un premier temps, synonyme de baisse du pouvoir d'achat et de chômage accru ? Pour les pays qui font courageusement de l'appliquer en pleine déprime économique, la stratégie de convergence ne peut être empruntée de dangereux sentiers.

2) La réunification allemande, dont le coût se révèle chaque jour plus lourd qu'il n'avait été prévu, déstabilise le pays auquel a été lié le traité de Maastricht. Déstabilisation d'autant plus inquiétante que l'économie et les finances ne sont pas toutes en cause mais que la situation (attentats racistes) et jusqu'à l'unité nationale. L'idée de départ - française - avait été que la nécessaire coordination des politiques économiques, selon un échéancier précis et contraignant, était imposée par l'Allemagne, dans le cadre du modèle de vertu et puissance économique respectée. L'Italie, qui avait à accomplir de formidables efforts dans presque tous les domaines, était visée au premier chef.

La période très difficile que traverse l'Allemagne et dont elle ne

semble être prête de sortir, de l'aveu même des experts allemands d'outre-Rhin, a fait basculer. Ayant choisi - un groupe - de financer ses immenses besoins par l'emprunt plutôt que par l'impôt, l'Allemagne a mis l'autorité de la Bundesbank une politique monétaire rigoureuse, refusant les facilités de l'inflation imposées par le pouvoir politique. Les taux d'intérêt ont été pratiquement doublés, ce qui a entraîné une hausse des prix qui atteint presque 4 % l'an, mais force les autres pays européens à supporter des taux trop élevés pour eux (Espagne), soit à dévaluer le peseta, soit à sortir du système monétaire européen (SME) pour flotter, comme l'a fait la lire.

Un processus interrompu

Le processus de construction européenne s'est interrompu. Rupture inévitable vis-à-vis des ambitions de Maastricht et de son cadre de change fixes : on ne revient même, avec les dévaluations compétitives de la Grande-Bretagne, d'une certaine façon de l'Italie, à des pratiques antérieures au SME qui date de 1979. Mais rupture aussi vis-à-vis du marché unique puisque des pays comme l'Irlande et l'Espagne ont rétabli (momentanément pour le second) un contrôle des changes.

La rupture ne se limite pas là. Car la constitution d'une union économique et monétaire implique que les membres les plus riches du club aident les plus pauvres à rejoindre leur retard. En d'autres termes, un important effort de redistribution était nécessaire au sein de la Communauté. C'est ce qu'a prévu le traité de Maastricht avec son Fonds de

Dans la situation où elle se trouve, comment financer les gigantesques besoins du Fonds de l'Est, on voit mal comment l'Allemagne, déjà débordée sur le principe, pourrait participer à ces transferts que l'Espagne refuse à cet égard. La Grande-Bretagne se retrouve là au côté de l'Allemagne et de l'Italie de l'Espagne. Et si M. Helmut Kohl a souhaité, lors du sommet franco-allemand de la semaine dernière, qu'un compromis soit trouvé sur la répartition d'aider les pays les moins riches, il n'en a pas moins ajouté que les pays d'Europe du Nord avaient droit eux aussi à la solidarité. Une réflexion qu'il serait bon de méditer à l'heure où le gouvernement allemand rencontre de graves difficultés pour faire face à ses problèmes et éprouve manifestement le besoin d'être mieux compris sinon compris.

Quoi qu'il en soit, l'exemple des États-Unis montre que d'importants transferts sont indispensables dans une union monétaire quand l'union monétaire est réalisée : à chaque fois qu'un État de l'Union oncaisse un choc (chute des prix pétroliers pour les zones de production, par exemple), Washington débouche des crédits budgétaires. Au sommet d'Edimbourg, le 12 décembre, la semaine, une partie de la difficulté va se jouer quand sera abordé l'un des thèmes explosifs de la rencontre : l'augmentation du budget communautaire, nécessaire pour aider les pays les moins développés. Nouveau sujet de tensions entre les États.

La crise économique et la réunification allemande ébranlent dangereusement la construction européenne. Ni l'une, ni l'autre ne pouvaient sans l'autre être prévues. Encore aurait-il été possible de prendre, dès 1985, le long chemin qui mène à l'union monétaire, en commençant par rapprocher les taux d'inflation et les politiques budgétaires dont l'impact sur les économies apparaît maintenant plus important qu'on ne l'avait imaginé. Mais cela aurait-il également fallu donner une priorité absolue à la réunification allemande, dont l'incertitude réussit maintenant d'un poids si lourd sur toute l'Europe.

Faute de s'être donné beaucoup de temps pour réaliser l'union monétaire, ne faut-il pas maintenant accélérer les choses ? Ne serait-ce que pour consolider l'axe franco-allemand, priorité prioritaire.

ALAIN VERNHOLLES

SOCIAL Le déficit de l'UNEDIC Les allocations de chômage seront payées normalement en décembre

Des autorisations pour un « décaissement infra-mensuel de 3 milliards de francs » ayant été obtenues, qui viennent s'ajouter à 13 milliards de crédits auprès des banques, l'UNEDIC a fait savoir, mardi 8 décembre, qu'elle était en mesure de payer normalement les allocations d'assurance-chômage de décembre.

À la fin de la semaine dernière, alors que le déficit cumulé pour novembre était estimé à 21,5 milliards de francs (le Monde du 6-7 décembre), on pouvait craindre que 10 % des chômeurs ne soient affectés par des retards de versements. « Tous les fonds nécessaires » ayant été réunis, l'UNEDIC indique que « normalement, toutes les allocations devraient être payées en temps et en heure ». « Des décalages sont possibles localement, mais, s'ils devaient se produire, ils résulteraient de facteurs techniques, et non pas financiers », précise-t-elle toutefois.

Large soutien pour la « contribution salariale de solidarité » en CAC de Bordeaux. - Une très large majorité du personnel de la Société bordelaise (SBC) a accepté l'instauration d'une « contribution salariale de solidarité », prélèvement proportionnel au revenu (2,5 francs annuellement pour les plus bas salaires, 4,72 francs pour la rémunération médiane, 120 000 francs pour la plus haute). L'objectif est de limiter les suppressions d'emplois. La direction a indiqué, mercredi 9 décembre, que 690 personnes, soit 93 % des salariés présents, ont accepté de signer un avenant à leur contrat de travail autorisant ce prélèvement volontaire, qui sera restitué dans les dix-huit mois (à répartir avec des intérêts) à condition que les salariés acceptent de ne pas demander de démission. Les fonds recueillis - 8 millions de francs environ - seront gérés par une commission paritaire et permettront de développer le réseau de la banque et de préserver 5 % des emplois.

COMMUNICATION Le financement du satellite de télévision directe européenne Europesat devrait être lancé avant la fin 1994

Le sixième sommet Euro-Atlantique s'est tenu les 3 et 4 décembre à Bonn, a entériné le financement des exploitations publiques de télécommunications des États membres du satellite européen de télévision directe Eurosat-1. Mis en œuvre par l'organisation Eutelsat, ce satellite sera lancé avant la fin 1994, pour diffuser jusqu'à quatorze programmes de télévision, à n'importe quelle norme, dans de petites antennes paraboliques. Ce satellite d'un coût prévu de 100 millions de francs (avec le lancement par Ariane) est déjà en construction chez Matra-Marconi Space, mais une série de problèmes avaient retardé la décision finale sur ce dossier (le Monde du 5 mai 1990).

Tout le tour, Français et Allemands rechignent à lancer une série de satellites (utilisant jusqu'à 40 fréquences à terme), qui doivent prendre le relais des vieillissants TDF1 et TDF2 et TV-Sat, à la même position orbitale de 19 degrés.

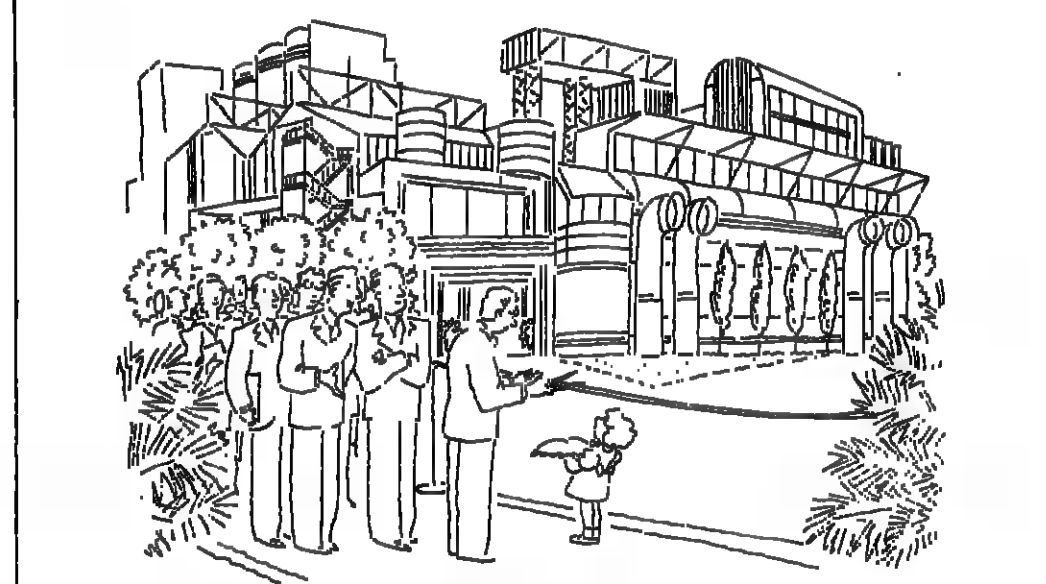
L'accord prévoit d'accorder huit canaux à la Bundespost, pour le service des chaînes publiques et privées allemandes, et quatre canaux à France Télécom, pour les françaises. Les PTT suisses pourraient également demander un canal.

Pour la France, le service Euro-Atlantique est notamment un moyen de renforcer l'emprise croissante du système de satellites luxembourgeois Astra sur son marché. Pour France Télécom, l'accord est un moyen de la solidarité franco-allemande, qui doit également s'exprimer dans le prochain d'Edimbourg par un plan européen en faveur de la haute définition. Après avoir construit un système commun des satellites (TDF et TV-Sat), Français et Allemands se préparent à l'exploitation partagée de la position orbitale qui leur est attribuée.

M. C. I.

AFFAIRES Rhône-Poulenc Rorer construira une unité de production en Algérie

Rhône-Poulenc vient de recevoir l'autorisation des autorités algériennes pour créer une unité de production de produits pharmaceutiques. Le groupe français va participer à hauteur de 35 % au montage d'une société mixte de droit algérien à capital mixte Sorephal qui lui permettra de distribuer et commercialiser des produits pharmaceutiques. En plus, une unité de production sera construite à son tour pour fabriquer des antibiotiques, anti-inflammatoires et des analogues, les principes actifs venant de France. Ce projet représente un investissement de 370 millions de francs et créera 500 emplois. Si le lieu d'implantation n'a pas encore été décidé, il s'agit, en dehors du secteur pétrolier, du plus important investissement étranger réalisé sous le régime algérien. Actuellement, l'Algérie importe des médicaments pour 20 milliards de francs.



DANS UN MONDE QUI CHANGE, NOUS RESTONS FIDÈLES À NOS ENGAGEMENTS.

Le Réseau Eurisys, spécialiste de la gestion de projet, respecte strictement les délais et les coûts spécifiés dans votre cahier des charges. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique et maintenance, documentation, assistance technique.

EURISYS
INGÉNIERIE ET SERVICES
C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.
14-15, PLACE GEORGES POMPIDOU, MONTIGNY-LEZ-BRETONNEUX, 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX TEL. 01 06 81 61

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 DÉCEMBRE

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel																	
Compen	VALUES	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen	VALUES	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen	VALUES	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-
1005	CNE 3%	5030	5000	5030	+ 0.30	1005	CAE 3%	5030	5000	5030	+ 0.30	1005	CAE 3%	5030	5000	5030	+ 0.30
1006	RAMP T.P.	821	821	821	0.00	1006	RAMP T.P.	821	821	821	0.00	1006	RAMP T.P.	821	821	821	0.00
1007	Co-Lup. T.P.	1620	1620	1620	0.00	1007	Co-Lup. T.P.	1620	1620	1620	0.00	1007	Co-Lup. T.P.	1620	1620	1620	0.00
1008	Thomson T.P.	1017	1017	1017	0.00	1008	Thomson T.P.	1017	1017	1017	0.00	1008	Thomson T.P.	1017	1017	1017	0.00
1009	Accor	596	596	596	0.00	1009	Accor	596	596	596	0.00	1009	Accor	596	596	596	0.00
1010	Alu Liquide	759	759	759	0.00	1010	Alu Liquide	759	759	759	0.00	1010	Alu Liquide	759	759	759	0.00
1011	Alu-Metall	653	653	653	0.00	1011	Alu-Metall	653	653	653	0.00	1011	Alu-Metall	653	653	653	0.00
1012	Alu-S.P.	250	250	250	0.00	1012	Alu-S.P.	250	250	250	0.00	1012	Alu-S.P.	250	250	250	0.00
1013	AGP-Ind. Canada	448	448	448	0.00	1013	AGP-Ind. Canada	448	448	448	0.00	1013	AGP-Ind. Canada	448	448	448	0.00
1014	Alu (en Cdn)	39	39	39	0.00	1014	Alu (en Cdn)	39	39	39	0.00	1014	Alu (en Cdn)	39	39	39	0.00
1015	Bafy	145	145	145	0.00	1015	Bafy	145	145	145	0.00	1015	Bafy	145	145	145	0.00
1016	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1016	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1016	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1017	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1017	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1017	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1018	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1018	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1018	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1019	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1019	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1019	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1020	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1020	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1020	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1021	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1021	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1021	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1022	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1022	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1022	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1023	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1023	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1023	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1024	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1024	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1024	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1025	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1025	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1025	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1026	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1026	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1026	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1027	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1027	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1027	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1028	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1028	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1028	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1029	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1029	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1029	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1030	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1030	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1030	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1031	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1031	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1031	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1032	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1032	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1032	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1033	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1033	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1033	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1034	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1034	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1034	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1035	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1035	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1035	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1036	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1036	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1036	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1037	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1037	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1037	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1038	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1038	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1038	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1039	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1039	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1039	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1040	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1040	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1040	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1041	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1041	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1041	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1042	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1042	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1042	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1043	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1043	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1043	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1044	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1044	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1044	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1045	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1045	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1045	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1046	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1046	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1046	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1047	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1047	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1047	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1048	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1048	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1048	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1049	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1049	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1049	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1050	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1050	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1050	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1051	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1051	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1051	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1052	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1052	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1052	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1053	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1053	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1053	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1054	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1054	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1054	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1055	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1055	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1055	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1056	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1056	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1056	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1057	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1057	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1057	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1058	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1058	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1058	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1059	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1059	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1059	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1060	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1060	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1060	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1061	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1061	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1061	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1062	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1062	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1062	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1063	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1063	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1063	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1064	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1064	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1064	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1065	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1065	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1065	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1066	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1066	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1066	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1067	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1067	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1067	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1068	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1068	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1068	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1069	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1069	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1069	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1070	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1070	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1070	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1071	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1071	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1071	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1072	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1072	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1072	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1073	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1073	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1073	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1074	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1074	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1074	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1075	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1075	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1075	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1076	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1076	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1076	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1077	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1077	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1077	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1078	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1078	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1078	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1079	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1079	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1079	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1080	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1080	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1080	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1081	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1081	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1081	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1082	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1082	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1082	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1083	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1083	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1083	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1084	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1084	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00	1084	Bafy-Equiper	56	56	56	0.00
1085	Baf																

COMPTANT**SICAV** (collective)

8/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préal. Int.	Rachet net	Emission	Préal. Int.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. Int.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. Int.	Rachet net
Obligations										Etrangères																
Emp. État 100/100	100.00	1.00	C.I.T. (R. B.)	2810		Pronto (C. B.)	281		Acción	100.00		Fréd. Régis	1061 87		1000 94	Valéry Extrait	118 40	118 25								
10.00% 70/90	100.10	2.02	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
Emp. État 12.5/85	100.01	12.90	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95	36 95	Fréd. Régis	36 95	36 95	1001 18	3001 18	3001 18					
10.20% 5/85	100.20	7.84	Compagnie	586	588	Publicis	552	552	And-gem	7621 73	7620 80	Fréd. Régis	36 95	36 95												

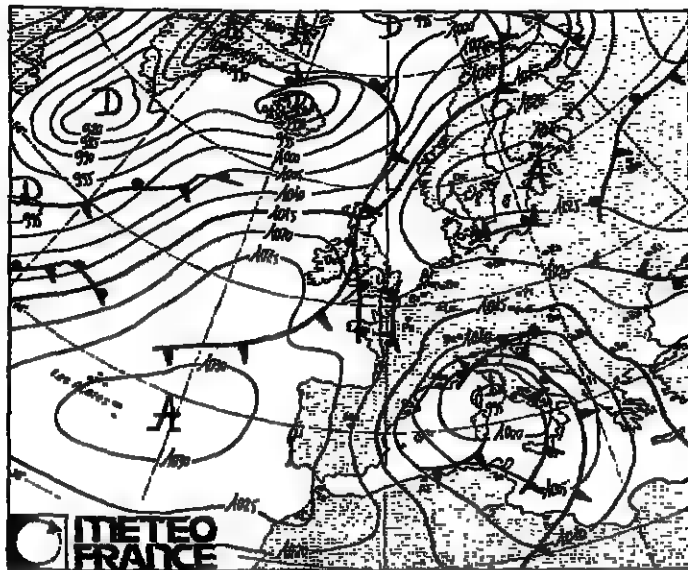
e : coupon détaché - o : offer - * : tiron détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

M^{me} Tasca va demander une session extraordinaire du Parlement pour examiner son projet de loi sur « l'emploi du français en France »

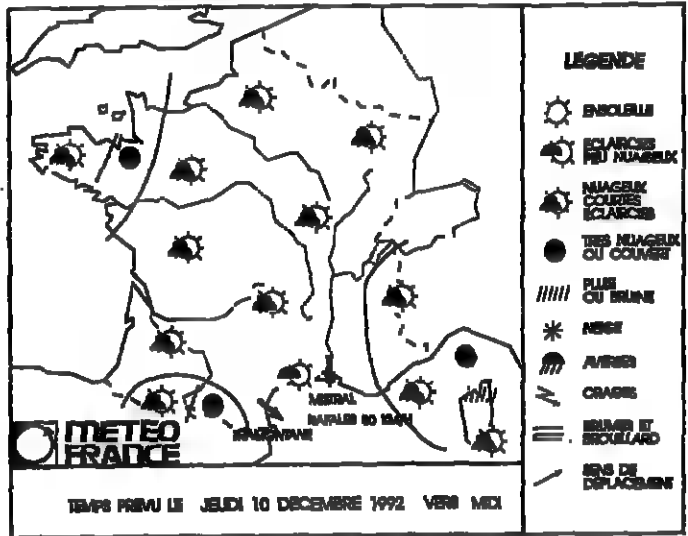
GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 DÉCEMBRE 1992



Jeudi : nombreux brouillards matinaux puis dimidiés décalés. Le matin, les nuages seront nombreux sur le littoral méditerranéen, les gorges du Jura, de la Saône-Normandie, le ciel sera voilé. La Vendée à l'Académie jusqu'au Centre et au Nord, les brouillards seront fréquents, et le temps sera nuageux.

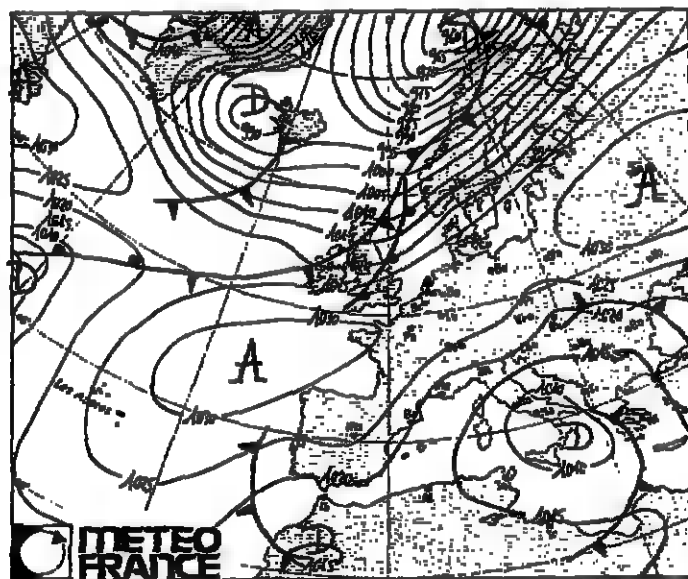
Des Pyrénées au centre, les nuages aux régions est et à la Corse, le ciel sera nuageux avec quelques flocons, la nuit, au-dessus de 700 m, il y aura faiblement la neige. Les Alpes et les Pyrénées souffriront le ciel sera nuageux du Rhône et Langue-d'Oc-Roussillon.

L'après-midi, le ciel restera couvert sur la Bretagne, l'est des Alpes, l'est de la Corse, les brouillards seront fréquents, et le temps sera nuageux.

Le matin, les températures seront fraîches, comprises entre 0 degré et 2 degrés dans l'intérieur, 4 degrés à 6 degrés près des côtes de la Manche et de l'Atlantique, 7 degrés à 9 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre indiquera 7 degrés à 9 degrés au nord, 11 degrés à 13 degrés au sud, 15 degrés à 17 degrés près des côtes méditerranéennes.

PRÉVISIONS POUR LE 11 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé			
le 09-12-1992 à 0 heures TUC et le 09-12-1992 à 0 heures TUC			
le 09-12-92			
FRANCE			
ALGER	12	8	C
BARCELONE	12	8	C
BORDEAUX	11	7	C
BRESCIA	10	6	C
CAEN	9	5	C
CHERBOURG	9	5	C
CLEMONT-FR	9	5	C
DIJON	9	5	C
GENÈVE	9	5	C
LYON	9	5	C
MARSEILLE	12	8	C
NANCY	9	5	C
NANTES	9	5	C
PARIS	9	5	C
PARIS-MONT	9	5	C
PERPIGNAN	11	7	C
PORTO-PIRE	11	7	C
REIMS	9	5	C
ST-DENIS	9	5	C
ÉTRANGER			
ALGER	12	8	C
AMSTERDAM	10	6	C
ATHÈNES	17	13	C
BANGKOK	23	23	C
BANGKOK	23	23	C
BELGRADE	7	3	C
BERLIN	7	3	C
BIRKENHEAD	7	3	C
BOULOGNE	21	12	C
COPENHAGUE	6	2	C
DAKAR	26	22	C
LE CAIRE	21	12	C
CHONGKING	-	-	-
STANBUL	11	7	C
IRKUTSK	11	7	C
LISBONNE	15	11	C
LONDRES	7	3	C
LOS ANGELES	19	10	C
LUXEMBOURG			
LUXEMBOURG	12	8	C
MADRID	13	9	C
MARRAKECH	19	15	C
MEXICO	21	17	C
MILAN	6	2	C
MONTREAL	-	-	-
MOSCOW	-	-	-
NARON	24	13	C
NEW-YORK	3	-	C
OSLO	-	-	-
PALMA-DE-MAJ	16	10	C
PERIN	3	-	C
RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
ROME	14	10	C
SEVILLE	17	13	C
SINGAPOUR	30	23	C
STOCKHOLM	2	-	C
SYDNEY	20	16	C
TOKYO	21	12	C
TOUTO	16	7	C
VALENCIE	5	2	C
VIENNE	1	2	C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Du livre, et de quelques autres vieilleries

CERTAINS jours, on se sent emporté loin, très loin des rivages familiers, vers un radieux avenir mérovingien. Que se passe-t-il ? Trois fois rien. Sur TF 1, « Ex libris » est mensuelle. Selon les numéros, l'heure de la lecture se réduit à la fréquence de moitié. Sur France 3, les chaînes sont plus nombreuses. La chaîne La chaîne des perspectives s'adresse à l'audience. Les littéraires ne sont pas d'audience.

L'heure n'étant plus à la critique, et pas encore aux diques funèbres, on glissera seulement que l'on est parfois aimé Bernard Rapp plus insolent, moins révérencieux à l'égard des auteurs. On est aimé, mais on est moins question des auteurs et davantage des œuvres. Mais enfin, tous deux tentent des approches de cette montagne sacrée : le livre. Le livre, l'en souvenir-tu, cher Audimat ? Ce petit objet étrange, que l'on pouvait à sa guise oublier et reprendre, frotter dans un sac à dos, une poche revolver, un beluchon, emporter dans le bus ou autour du monde. Ça ne vendait rien, un livre. Aucun ysaour aux fruits ne se cachait entre deux poèmes d'Aragon, ni de voiture turbo chez Marcel Aymé, ni de quiche surgelée chez Boris Vian.

On pouvait s'y autoriser des ralentis, des sur images, des retours, des avances rapides, sans télécommande ni magnétoscope. On n'y gagnait rien, rien que des nuits blanches, du frisson clandestin, de la soude en contrebande. C'était une insulte à la télévision.

Le livre souffrit aussi de son handicap naturel : les auteurs. Ils n'y mirent pas du leur, ceux-là. Les auteurs de livres, parfois, ne savaient ni chanter ni danser Sage Africa. Ils étaient souvent très malhabiles à imiter le cri du coq. Plusieurs rechignèrent à tourner des clips. La grande majorité n'était pas qu'une chose : parler de leurs livres. Avec, meilleure volonté, comment intéresser le public à des livres ?

Un mot encore. On a lu, dans ces mêmes colonnes (nos éditions d'avant-hier), que TF 1, seule de toutes les chaînes, refusait de diffuser gratuitement les messages publicitaires du Centre d'information civique invitant les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre. Bravo TF 1 ! Les élections ? Une ringarderie ! Le « Bébête Show », le sondage de « 7 sur 7 » et les interviews de Claire Chazotte sont de plus utiles contributions à la démocratie.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jundi. Signification des symboles : P : signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F : film à voir ; A : On peut voir ; N : Ne pas manquer ; M : Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 9 décembre

- TF 1**
- 20.28 Sport : Football. Coupe d'Europe des clubs champions (poule finale 2^e journée) : Olympique de Marseille-FC Bruges, en direct de Marseille ; à 21.18, mi-temps et Logo ; à 22.25, meilleurs moments de PSV Eindhoven-Milan AC ; à 23.30, Résumés de CSKA Moscou-Glasgow Rangers, IFK Göteborg-FC Porto.
- 0.10 Journal, Météo et Bourse.
- FRANCE 2**
- 20.50 Téléfilm : Appelez-moi tonton. De Dominique Baron.
- 22.15 Première ligne. Justice en direct. Le procès de Jean Yvon (3^e partie).
- 23.55 Journal, Météo et Visages d'Europe.
- 0.15 Magazine : Le Cercle de minuit.
- FRANCE 3**
- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. En direct du Palais des festivals à Cannes. La marche sur la Lune. Invités : Harrison Schmitt, dernier astronaute à avoir foulé le sol lunaire ; Vitaly Sevast'yanov, cosmonaute ; Pierre Lema, astrophysicien ; Jean-Louis Heudier, astronome ; Roger Bonnet, directeur des programmes scientifiques de l'Agence spatiale européenne ; Jean-Claude
- 22.25 Téléfilm : Le Secret d'Amélie. De Randa Haines.
- 0.15 Magazine : Vénus.
- 0.45 Informations : Six minutes première heure.
- 0.55 Magazine : Noub.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : Crimes de sang. Film américain de Donald P. Bellisario (1989).
- 22.35 Flash d'informations.
- 22.45 Cinéma : Mayrig. Film français d'Henri Verneuil (1991).
- 0.15 Cinéma : L'Ami de la soirée. Film franco-italien de Francesco Archibugi (1990).
- ARTE**
- 20.40 Musique : Paris, les années 20.
- 20.41 Documentaire : Erik Satie, choses vues à gauche et à droite.
- 21.55 Documentaire : Récital Hélène Delavaud.
- 22.10 Documentaire : Madeleine, épouse Milhaud.
- 23.00 Documentaire : Récital Hélène Delavaud. Auteur : Hélène Delavaud, de Dominique Grosjean.
- 23.20 Documentaire : Écrit dans le sable.
- 0.15 Magazine : Megamix. Spécial Seattle.
- M 6**
- 20.30 Jeu : Le saviez-vous ?
- 20.35 École 8 (et à 0.50).
- 20.45 Téléfilm : L'Étrange Héritage. De Gérard Louvin.

Jeudi 10 décembre

- TF 1**
- 15.20 Série : Hawaii, police d'État.
- 16.10 Club Dorothée.
- 17.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.10 Série : Hélène et les gérillons.
- 18.20 Feuilleton : Santa Barbara.
- 18.55 Magazine : Coup de cœur. Présenté par Christophe. Invité : Roland Gaud.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 23.25).
- 20.00 Journal, Météo et Météo.
- 20.45 Série : Le Triplé gagnant. Le Grand Chêne, de Jean-Pierre Prévoost.
- 22.20 Magazine : L'Amour en danger. Notre belle-mère menace notre couple.
- 23.30 Journal, Météo et Bourse.
- 23.40 Magazine : Le Débat. Présenté par Michèle Cotta.
- 0.10 Météo : Météo.
- FRANCE 2**
- 15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran.
- 16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.40 Feuilleton : Beaumanoir (et à 5.25).
- 17.10 Magazine : Giga.
- 18.30 Le Jeu !
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 20.00 Journal, Météo et Journal des courses.
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Paul Nihon et Bernard Benjamin. Présenté par : Les Repentins ; Les Nouveaux Investisseurs.
- 22.20 Cinéma : La Fausseuse. Film franco-allemand de Volker Schlöndorff (1981).
- 0.05 Journal, Météo et Visages d'Europe.
- 0.25 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 15.35 Série : La croisière s'amuse.
- 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invités : Arielle Dombasle, Marc Mital et Philippe Laval.
- 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Le théâtre : Tivoli ; Claire Nadeau.
- 18.55 Un livre, un jour. Histoire pour les enfants. Les Éditions Milan.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hugoball (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Chance aux chansons.
- 20.45 Cinéma : L'Homme des Prizzi. Film américain de John Huston (1985).
- 22.55 Cinéma : L'Étrange Héritage. De Gérard Louvin.
- 23.20 Téléfilm : L'Étrange Héritage. De Gérard Louvin.
- CANAL PLUS**
- 15.55 Cinéma : Jésus Jop. Film franco-américain d'Olivier Auster (1991).
- 17.25 Dessin animé : Les Razmoket.
- 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.30 Ca t'arrive. Présenté par Valérie Payet.
- 19.00 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Saint-Christophe.
- 20.30 Le Journal du dimanche. Présenté par : Giordano.
- 20.35 Cinéma : Le Prix d'une vie. Film italo-français de Domenico Campana (1989). Avec Marianne Basler, Richard Berry, Alessandro Gassman.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : A la poursuite d'un homme. Film américain de John McTiernan (1988).
- 0.25 Cinéma : Les Gens du voyage. Film français de Jacques Feyder (1937).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Cinéma : Cécile de 5 à 7 ans. Film français d'Agnès Varda (1962) (rediff.).
- 19.00 Documentaire : Le Prix de la folie. Rigoberto Menchú. De Marie-Christine.
- 19.30 Documentaire : Étranger dans la famille. D'Eve Casarewsky.
- 19.55 Série : Fawcett Towers.
- 20.30 3 1/2 Journal.
- 20.40 Soirée thématique : Drogues, le grand deal. Soirée proposée par la chaîne allemande ARD/BF.
- 20.41 Cinéma : Moi, Christiane F. 11 ans, droguée, prostituée. Film allemand d'Ulrich Edel (1981). Avec Netje Brunckhorst, Thomas Haustein.
- 22.45 Documentaire : L'Étude. De Dagobert Lindner.
- 23.30 Débat. Conduit par Suzanne Drast, avec Carlos Chaz, conseiller général de Colombie à Berlin ; Rolf Wille, M. Uchtenhagen et Jean-Louis Sabatier, représentant d'Europol.
- 23.50 Documentaire : Le shoot-out de Bâle. De Detlev Korus.
- 23.55 La Droque en France. 0.05 Débat (suite) (15 min).
- M 6**
- 14.15 Magazine : Destination musique.
- 17.10 Série : L'Heure du crime.
- 18.10 Série : Egalizer.
- 18.30 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Jeu : Le saviez-vous ?
- 20.35 Météo 6.
- 20.45 Cinéma : Le Petit Bourgeois. Film français de Bernard Toublanc-Michel (1989). Avec Claude Amzean, Isabelle Adjani, Vincenzo Scotti.
- 22.30 Cinéma : La Grande Lessive. Film français de Jean-Pierre Mocky (1968). Avec Bourvil, Francis Blanche, Roland Dubillard.
- 0.10 Informations : Six minutes première heure.
- 0.15 Magazine : Fréquentation.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. L'Éternité l'été, d'Anne Ausaroses.
- 21.30 Profils perdus. Louis Aragon (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Marc Lumbon (Carnet de bal).
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert. Variations sur un thème de Frank Bridge, de Britten ; Mécanismes pour vingt-trois instruments à cordes, de R. Strauss ; Sérénade n° 7 en ré majeur K 250, de Mozart, par l'Orchestre de chambre de Norvège, dir. Lone Brown.
- 23.05 Ainsi la nuit. Sérénade pour petit ensemble, de Rossini ; Quintette pour cor et cordes, en mi bémol majeur K 407, de Mozart ; Quatuor à cordes n° 58 en mi bémol op. 54, de Haydn ; Trio pour cor, violon et piano en mi bémol op. 4, de Brahms.
- 0.33 L'Heure bleue.

M. Xavier de La Fournière en garde à vue

1

ARTS • SPECTACLES

Rubinstein/Gould



LES DEUX MENTEURS

Né au dix-neuvième siècle, Artur Schnabel était juif et polonais. Sa carrière a traversé deux conflits mondiaux. Musicien typique de l'ancien temps, il se donnait sans compter à son public, jouait et rejoignait sans cesse les œuvres qui lui avaient apporté le succès, sans se prendre la tête entre les mains, se gardant bien de jouer celles qui ne passaient pas la rampe. Il avait une vie mondaine bien remplie, fumait de gros cigares de La Havane, adorait le foie gras, le homard, le caviar, le vieux bordeaux qui sent la violette et, par-dessus tout, le piano et les femmes.

Robinson aimait tant jouer la comédie qu'il remporta un Oscar pour avoir incarné son propre rôle dans *L'Amour de la vie*, film étonnant de François Reichenbach. Il affirmait jouer de mieux en mieux, à un âge où ses confrères baissent pavillon, et s'être mis à travailler à son piano vers cinquante ans : il venait de se marier et craignait que Vladimir Horowitz et une armée de virtuoses ne grignotent la suprématie dans les salles de concert européennes et américaines. Robinson n'oubliait jamais de lever les mains très haut, et de se pencher vers le piano lorsqu'il jouait *La Danse du feu* de Manuel de Falla.

Pendant soixante-dix ans, le [] entier a acclamé le roi Artur. Pendant soixante-dix ans, on lui a dénié, ou peu s'en faut, la capacité de jouer Beethoven, Brahms ou Schubert avec la profondeur requise parce qu'il jouait Chopin. [] Espagnol, vapoureux et brillant par définition. []
 [] Un bon vieux monsieur, superficiel et un peu démodé, bien qu'il [] pianiste le plus [] du monde. Il avait largement participé à l'édification de sa propre légende grâce à ses écrits et à ses apparitions à l'écran.

Le Canadien Glenn Gould vécut moins longtemps. Dès 1964, il avait décidé de ne plus jouer en public. Il

Artur Schnabel et Glenn Gould jouaient au piano de la musique écrite par d'autres. La seule chose que ces deux artistes avaient en commun ? Tout, en effet, semblait les opposer. Schnabel jouait en public. Gould avait renoncé aux applaudissements dès 1964. Schnabel aimait la compagnie. Gould fuyait le monde. Schnabel était un pianiste de l'ancien temps qui préférait l'émotion à la précision. Gould, un moderne dont les interprétations discographiques avaient la précision d'un mouvement d'horlogerie. Schnabel est mort très vieux, Gould trop jeune. Dix ans après leur disparition, la totalité, ou presque, de leurs écrits, de leurs disques, de leurs films est disponible. On peut aujourd'hui leurs interprétations en gardant présent à l'esprit ce qu'ils ont laissé filtrer de leur attitude face à leur métier permet de les replacer dans les courants esthétiques de leur époque.

ne mangeait presque pas, ne se lavait pas les cheveux, fuyait le public et le monde, ne communiquait avec les autres que par téléphone et préférait s'entretenir de sujets graves ou non, lui-même, plutôt qu'y répondre aux questions d'autrui. Gould était un esprit universel qui travaillait pour la postérité. Il écrivait des articles; il enregistrait des émissions de radio sur des sujets qui n'avaient pas nécessairement trait à la musique; il fabriquait ses interprétations à coups de ciseaux dans le silence des studios de CBS; il se laissait aller dans les années cinquante qu'il avait soigneusement choisies; il jouait sur un vieux piano rafistolé dont les étonnoirs couinaient, assis sur un tabouret si dégingé que le juge Ti aurait pu l'utiliser, au dixième siècle, pour supplicier un criminel chinois.

Gould n'aimait pas spécialement les femmes, méprisait le piano au point qu'il ne le travaillait pas et tenait pour rien les compositeurs qui avaient écrit de la musique pianistique. Gould pratiquait la saillie paradoxale, le genre « Mozart est mort trop tard » ou « il me faut une demi-heure pour apprendre à quel-
qu'un à jouer du piano ». Ses interprétations du *Clavier* avaient relégué celles de ses confrères au rang de *musique* antédiluviennes. Gould était un génie en prise avec son époque.

Voilà ce que pensait le monde musical d'Artur Schnabel et de Glenn Gould, un lendemain de leur mort, il y a quelques semaines de distance, à la fin de l'année 1981. Le pianiste polonais avait quatre-vingt-cinq ans, le canadien cinquante. Il n'en avait pas toujours été ainsi. Et Schnabel était populaire depuis longtemps en France, Gould eut des difficultés à s'y faire entendre. Mais leurs disques d'un pianiste auront été rejetés avec autant de virulence.

Dix ans plus tard, chaque note, ou presque, jouée par Glenn Gould devant un micro est éditée sur dis-

compact, presque chaque image captée une
reportée sur disque vidéo, presque chaque
publié; noteries, récurs, expargés par des
qui veillent sur son héritage. Dix ans après
mort, Gould n'est plus un pianiste pour happy few,
devenu «le» pianiste du vingtième siècle, un
grand chef d'orchestre, un grand compositeur,
un grand écrivain, un grand journaliste et un grand pen-
sée de la musique. Des colloques internationaux,
thèses, des romans, des essais et près de dix millions
disques vendus dans le monde depuis attes-
tent sa vérité.

Dix ans plus tard, tout ou presque de ce que Rubinstein a enregistré est disponible sur disques compacts, pirates ou officiels. Les trois volumes de son répertoire sont en librairie ; quelques disques vidéo permettent à ceux qui ne l'ont pas entendu sur scène de le voir à l'œuvre.

ALAIN LOMPECH
Seite 0095 26

CHANSON 28
Rencontre avec Etienne Roda-Gil

DISQUES 33
Sibelius,
les poèmes symphoniques

CINÉMA 34
■ *Qiu Ju, une femme chinoise* »,
de Zhang Yimou

rhysmine
ation
tion
coll.

Derrien
Icke
affirmation
is » à la

4 10
 Bag-
 CD
 2 00

0 01
rec-
0112

226

7 de
CD

chu-

296

2 de
ICA

da

TCA

158.
159.

de
22.

et,
20f-

3 et

CD |

13

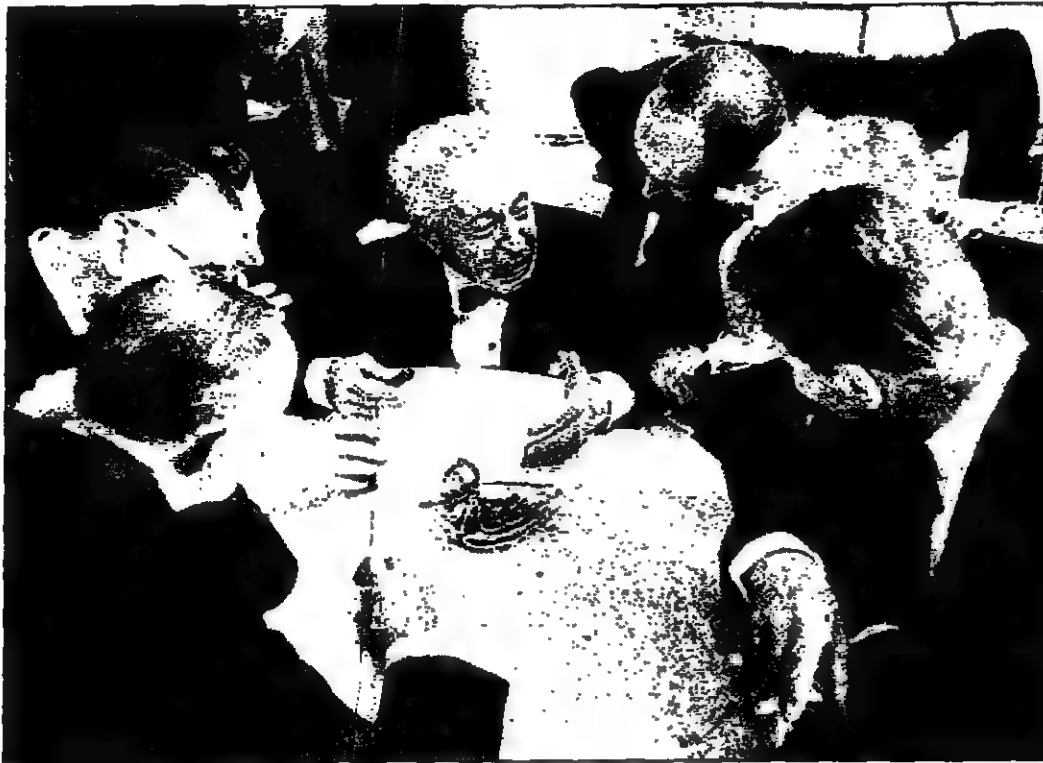
esb

378-

ins
CD

Is

MUSIQUE



Artur Rubinstein fascinait tous ses auditeurs et conjurait le feu en se chauffant les mains juste avant d'entrer en scène.



PIERRE BOULAT/ICOMAS

RUBINSTEIN/GOULD LES DEUX MENTEURS

Suite de la page 25

Rubinstein n'est cependant pas l'objet d'un culte comparable à celui de Gould. Aucun écrivain n'en a fait un personnage de roman, nous n'avons pas eu connaissance de thèses, de colloques qui lui auraient consacré ni lu d'essais littéraires sur son art, encore moins écrit une pièce de théâtre le mettant en scène. Mais les pianistes ne l'ont pas oublié : après Martha Argerich et Nelson Freyre, Maurizio Pollini a dédié l'un de ses récitals à la mémoire de Rubinstein. Le public non plus, qui, en cinquante ans, a acheté plusieurs millions de ses disques.

Pour rendre compte « objectivement » l'art de Rubinstein et de Gould, il faudrait rattraper ce que l'on sait sur ces deux artistes. Confronter ce qu'ils ont dit et écrit à ce qu'ils ont fait. Oublier qu'ils ont joué en public au moment où ils jouaient du piano. Mais cela est-il possible ? Il nous reste leurs disques, leurs films. Écoutons-les. Regardons-les. Replaçons-les dans les courants esthétiques de leur époque.

Le début d'une édition Gould a été publiée par Sony, la poursuite par RCA de sa collection Rubinstein et la publication par EMI de quelques-uns de ses enregistrements 78 tours du pianiste polonais nous donnent l'occasion.

RUBINSTEIN, LE ROI

Rubinstein n'enregistra qu'à partir du moment où les techniques d'enregistrement furent suffisamment au point pour que le piano ne sonne pas comme un banjo. Dans les années 20 et 30, il enregistra la *Barcarolle*, les nocturnes, les mazurkas, les scherzos, quelques polonaises et les deux *Concertos* de Chopin, le *Premier Concerto* de Tchaïkovski, Albeniz, Granados, Bach arrangé par Busoni, mais aussi le *Concerto en la mineur KV 488* de Mozart le *Quatrième Concerto* de Beethoven et le *Second Concerto* de Brahms, ce qui allait carrément marquer le goût de l'époque et témoignait d'un sacré courage de la part de La Voix de son maître et du pianiste. Paris, la ville où Rubinstein avait voulu vivre, n'avait pas encore vu cette dernière œuvre en concert et l'on y détestait Brahms : deux guerres étaient passées par là.

Dans ses disques, le jeu de Rubinstein est d'une propriété technique étonnante, stupéfiante même si l'on se souvient que les interprètes étaient alors enregistrés en direct sur des disques de cire, qu'il leur était impossible de réécouter immédiatement leurs prises et, *a fortiori*, de pratiquer la moindre répétition.

En cela, Rubinstein n'était pas franchement différent des pianistes de son temps. Ils avaient des techniques pianistiques accomplies et leurs fautes étaient proportionnelles aux risques qu'ils prenaient. Mais la technique pianistique n'a rien à voir avec les fautes notes, contrairement à une idée répandue en France par les milieux officiels de l'enseignement, dominés pendant cinquante ans par Marguerite Long et ses nombreux élèves (« Une contremaîtresse qui règne sur des usines et officient des préposés »).

terres, aux gammes et aux arpèges », disait le pianiste Yves Nat).

La technique se mesure plutôt à la faculté d'un instrumentiste à faire oublier l'inertie de la mécanique qui s'interpose entre sa pensée et le son qu'il veut produire. La technique, c'est le son. L'absence de virtuosité les plus remarquables de son époque finit parfois les embardees. Le montage leur permet simplement de les corriger lorsqu'ils enregistrent des disques. Contrairement à ce que l'on répand, le niveau technique des pianistes n'a pas progressé, au moins depuis que la mécanique du piano n'est standardisée, à la fin du siècle dernier.

Ce qui frappe, au second lieu, dans les premières interprétations de Rubinstein, c'est leur absence d'émphase, leur « classicisme ». Voilà qui contraste avec l'esthétique de certains de ses confrères de l'époque et sur celle des virtuoses qui l'accompagnaient : les glissades (« portamentos ») des instruments à cordes n'ont plus cours aujourd'hui. À l'évidence, Rubinstein jouait en 1930 dans des normes qui s'imposent après la seconde guerre mondiale quand le public européen se passionnera pour les interprétations de Lipatti, d'Horowitz, de Geza Anda et de Claudio Arrau. Le retour à la « pureté » de Bartók s'amplifiera. Rubinstein savait très bien pour chaque œuvre une approche différente, mais n'interposant pas systématiquement son ego entre la musique et l'auditeur. Il y a moins de différence musicale entre le jeu de Rubinstein et celui de Pollini, par exemple, qu'entre celui d'Horowitz et celui du même Pollini. Il ne s'agit pas là de hiérarchiser, de quelque façon que ce soit, le jeu de ces interprètes mais d'apprécier la nature de leur relation à l'interprétation.

Le nom de Rubinstein pourrait d'ailleurs être remplacé par celui de Liszt ou de Nat, pianistes « classiques » que lui a la même époque, celui d'Horowitz par celui de Cortot, de Novak ou de Rachmaninov, champions de la subjectivité. Dans le même contexte, nous pourrions échanger celui de Pollini par celui de Richter ou de Kocsis qui, comme lui, se soumettent au texte. Voire, ce qui est plus dérangeant, remplacer le jeu de Rubinstein par celui de l'opposé, celui de Cortot (né en 1877) dont les interprétations s'inscrivent dans une tradition esthétique qui ne renient pas l'interprétation de Stephen Hough, qui n'a pu peine dépasser les trente ans !

Il n'y a ni écoles d'interprétation pianistiques ni traditions, mais des individualités qui s'expriment quelle que soit l'époque. Il a toujours existé des pianistes qui se soumettaient naturellement au texte qu'ils jouaient et des pianistes que leur personnalité poussait vers une plus grande liberté d'approche. Clara Schumann et Chopin reprochaient déjà à Liszt ces nombreuses licences ! Cette différence d'attitude de l'interprète face à la musique imprimée est aussi celle que l'interprète. Elle vient également pour les chefs d'orchestre. Pierre Monteux était un interprète scrupuleux, quand Wilhelm Mengelberg

n'hésitait pas à réorchestrer les symphonies de Beethoven. Ils avaient pourtant le même âge et se partageaient la direction musicale du Concertgebouw d'Amsterdam.

En fait, Rubinstein a été le contemporain de la grande époque qui nous éloigne du dix-neuvième siècle. Il vit disparaître le mythe du pianiste-compositeur hérité de Liszt. Hybride auquel l'on permettait toutes les licences au nom de la fascination qu'il exerçait en tant que créateur. Le dernier de ces dinosaures fut Serge Rachmaninov. Né en 1873, il n'eut que de quatorze ans l'ainé de Rubinstein. Il ne faudrait jamais l'oublier.

Lorsqu'il a émigré aux États-Unis, au tout début de la seconde guerre mondiale, Artur Rubinstein a quitté la britannique EMI pour l'américain RCA et s'est lancé dans une nouvelle aventure discographique. Elle est le signe de la prétendue métamorphose technique du pianiste. L'écoute de ces disques américains ne permet cependant pas de discerner la moindre différence dans son jeu. La simplicité de ses interprétations s'y exprime à travers des prises de son admirables, malgré le bruit de fond inhérent aux techniques de l'époque. Remarquons que le jeu de Rubinstein offre peu de prise au discours : voilà peut-être pour quoi un pianiste a si souvent été l'objet de spéculations intellectuelles et littéraires, alors que l'on a tant écrit sur Gould, et parfois de façon captivante.

L'étendue du répertoire de Rubinstein, son refus de la spécialisation ont de quoi étonner pour un pianiste de son temps. A-t-il senti lorsqu'il commençait avoir fait des progrès sur le tard ? Sans doute a-t-il compris qu'il ne pouvait plus seulement compter sur ses dons à un âge où tant de pianistes déclinent. Rubinstein n'est pas un virtuose à son niveau d'effort. En soi, c'est un exploit, lorsque l'on sait que tant de ses confrères ont perdu de leur superbe, passé le demi-siècle. Il qu'Horowitz s'est, à cet âge, retiré de la scène pour une dizaine d'années. Mais il n'a fait aucun progrès.

Dans les années 40 aux années 70, Rubinstein enregistre tout le répertoire, d'Albeniz à Villa-Lobos, tout, en musique de chambre ou avec orchestre, collaborant avec un soin très particulier. (Lire notre discographie ci-contre).

Réécouter tout cela en bloc est assez vertigineux : impossible de dater le jeu de Rubinstein, voire de reconnaître qui est au piano au petit jeu de l'écoute à l'aveugle. Une sensation se fait jour cependant. Rubinstein était un virtuose d'une virtuosité impériale. Aucune note ne sortait de son piano sans qu'elle fût investie d'une présence, d'une émotion d'autant plus admirables qu'il ne surjouait jamais. Il avait également le don du tracé juste, en toute circonstance. L'imtemporalité du jeu de Rubinstein est fait un pianiste « moderne » — ni tant ni que cette expression vaille dire quelque chose dans ce contexte. Loin d'enregistrer des bluettes, Rubinstein s'est attaché à révéler la musique qu'il aimait et qu'il jouait nécessairement de définir à certaines époques de sa carrière.

États aujourd'hui, Brahms et Schumann eurent besoin d'un tel héros. Et Chopin de pérorer.

Superficiel, démodé, Rubinstein ? Il est, bien au contraire, l'exemple-type de l'interprète honnête jusqu'à dans ses rares faiblesses, grand en toute circonstance. Un modèle auquel tout musicien doit se référer.

GOULD, LE COMMUNICATEUR

Artur Rubinstein (Gould) n'a pas moins de surprises. Voilà un pianiste dont la relation au texte est liée à la reproduction des notes dans l'ordre dans lequel elles ont été imprimées. Tempo, rythme, phrasé, dynamiques sont remodelés par le compositeur. Cette attitude nous renvoie à la conception que se faisaient, du rôle de l'interprète les grands lions du piano de la première moitié de ce siècle. Ceux contre lesquels Rubinstein dut justement lutter pour s'imposer dans sa jeunesse.

Gould est de ceux qui plongent la tête du compositeur dans le piano pour lire sur la photo. Il n'y a « je » de façon péremptoire. Sa technique est splendide, mais difficile à saisir, lui résister. Que ce soit en studio, devant les caméras ou les micros qui l'ont capté sur le vif. Tant pis pour ceux qui ont affirmé qu'il était incapable de jouer « pour de vrai ». Il arrive que sa personnalité passe tellement avant celle du compositeur que l'on éprouve de grandes difficultés à saisir son univers.

Son enregistrement de studio des ultimes *Concertos* de Beethoven, par exemple, ne ressemble à rien de connu. Emporté par une espèce de folie, Gould casse l'image traditionnelle du dernier style du compositeur : douleur, sérénité en prise directe sur le cosmos. Gould les interprète comme si personne n'avait jamais joué avant lui, comme si personne n'avait jamais joué après lui. Comme si l'on découvrait stupéfait la musique qu'il joue. Comme si l'on voulait jusqu'au souvenir de Schnabel qu'il admirait, et qu'il avait ingénieusement imité, lors de ses débuts professionnels.

Ses interprétations de studio, la différence de celles de Rubinstein, sont reconnaissables en quelques secondes. Et pas seulement dans Bach : souvent dégraisée, en apesanteur, même lorsqu'il a utilisé la technique de son propre processus artistique (en faisant bouger les micros en cours d'exécution pour adapter la réverbération à la musique de Bach qu'il enregistrait) ; phrasés déliés, dynamique réduite, allure générale si typée que l'on comprend pourquoi tant de personnes — même non passionnées par la musique — en ont fait leur interprète fétiche. Tout en surprenant sans cesse, Gould assure dès lors qu'on n'a rien à lui reprocher.

Le plus étrange est que Gould ait pu faire l'unanimité en jouant Bach, Haendel, Gibbons, Mozart avec une telle subjectivité déformante à une époque où la relation aux instruments d'époque balaie tout sur son passage, où le respect des textes originaux est une condition sine qua non de l'interprétation musicale.

هكسان لائفل

MUSIQUE



Au piano et à la ville, Glenn Gould cultivait l'art d'être solitaire. Mais il ne dédaignait pas poser un jeune poète.

Qu'il ait pu faire l'unanimité en pratiquant l'art de la transcription, le grisé de la virtuosité, l'une époque aussi pudibonde que la nôtre. Imaginer que Gould ait été le contemporain de Leonhardt, d'Harmoncourt, de Boulez ou de Bruggen relève presque de *The Twilight Zone*. En rajoutant un peu du bruit de fond des 70 tours à ces interprétations, il serait possible de les comparer à celles d'un pianiste qui vivait en 1910.

La question la plus intéressante que l'on peut se poser sur le phénomène Gould serait peut-être de savoir comment ce pianiste a pu à la fois fasciner ses confrères musiciens et s'emparer de l'esprit de tant d'intellectuels. Pointu, il a perdu toute capacité critique à son égard, qu'il se soit mis à idolâtrer l'un des plus iconoclastes de l'interprétation musicale au vingtième siècle, le pianiste de chevet de tant de gens qui ont découvert la musique grâce à lui. Or le piano et le répertoire de Gould ne sont en rien comparables aux voix et au répertoire de Ferrer ou de Callas.

Celui de Gould est l'un des plus étendus parmi ceux pratiqués par un pianiste, il englobait trois siècles de musique. Magaloff, Milstein et Richter pensent lui être comparés au point précis. Trois Russes, curieusement. Et l'on ne peut s'empêcher de penser à l'irruption de Gould sur la scène soviétique dans les années 50, véritable comparable à une provocation par les apparitions de Vladimir Horowitz et de Sviatoslav Richter en leur temps, de l'autre côté du rideau de fer.

Il y a là une explication logique : venu du monde libre, Gould jouait en homme libre dans un pays où l'éducation musicale interdisait tout avec les règles et faisait l'objet d'un enjeu politique qui dépassait de loin l'art même des musiciens. Il jouait avec une absence de préjugés, une fantaisie, une jubilation que le public russe a toujours fêta chez les artistes qu'il admirait et qui ne sont pas toujours ceux que leurs autorités « exportaient ». Et un répertoire contemporain très mal vu par Khrennikov et sa clique. On ne sait pas assez, ici, que les mélomanes russes exécutent les artilleurs du piano qui rallentent le prix dans les concours internationaux, et qu'ils vénèrent les artistes aventureux, voire ceux qui jouent de façon « sentimentale » : Cortot au Conservatoire de Moscou. L'Ouest serait-il surpris de savoir que tant de pianistes russes émigrés sont venus pour rien dans ce pays ?

Quelques-unes des enregistrements par Gould témoignent d'une appréciation pour le monde personnel sur la valeur des compositions qu'il choisissait. On cherchera en vain Liszt, Chopin ou un grand Schumann dans ses enregistrements. Le son de la *Musique du pianiste*, disait Gould. Mais que penser de ce disque consacré à des pièces pour piano seul de Strauss ? De cet autre consacré à Hindemith ? On a le carré d'orties qu'on peut ! Et si Gould faisait mine d'ignorer Chopin, n'était-ce pas parce que ce compositeur lui échappait ? Son interprétation de la *Troisième Sonate*, enregistrée pour la radio de New York, est si riche, si pleine, si pleine d'une incompréhension rare de la musique du XIXe siècle : rubato incohérent, pédale envahissante mélangeant les harmonies, sentimentalité délicate. Le son de la technique retenue : une fois il a même joué des bruits divers, qui cognent les pupitres, etc., donnant une vie à des interprétations par ailleurs captivantes. La publication des enregistrements de concert pose problème. Comment expliquer que Sony fasse si peu de cas de la volonté même du pianiste en commercialisant des interprétations captées en concert, dans des conditions qu'il avait reprouvées ? Il est vrai que les disques live du Canadien s'attachent. Ses admirateurs cherchent

La précision hallucinante de ses doigts, la souplesse, l'absence de temps mort entre la volonté du pianiste et la réalisation de ses idées, l'individualité qu'il donne aux voix d'une fugue, un contrepoint le plus serré soit, la preuve d'une intelligence supérieure, mais elles prouvent que Gould avait une technique parfaite en ce qu'elle ne l'empêchait pas son imaginaire. Et une technique s'entretenant, même lorsque l'on a facilité. Ce que Rubinstein, qui n'avait plus que lui, mit en pratique.

Gould est-il un exemple à suivre ? Ceux qui ont copié son Bach se sont tellement couverts de ridicule que l'on ne déclenche pas leur identité. On ne s'approche pas du soleil sans se brûler. Des extraits de ses émissions réalisées pour la radio canadienne ont été récemment pour *Franco-Musique*. Ils ont été sa correspondance avec son ami, le journaliste Christian Bourgois (1). Sa correspondance avec son ami, le journaliste Christian Bourgois (1). Sa correspondance avec son ami, le journaliste Christian Bourgois (1).

Son *Quatuor à cordes* et sa *Sonate pour piano et basse* publiées par Sony ne s'éloignent pas au-dessus du devoir d'écolier. En revanche, ses écrits, réunis par Bruno Monsiegnon chez Fayard, se devorent. Ils sont drôles, fuyants, frappés au coin du bon sens ou d'une incroyable. *Parlez-moi tout à la fois*, Gould y pratique l'art du *double jeu* avec une malice réjouissante et beaucoup de talent. Le plus



intrigant à propos de Gould, c'est de voir comment il a pu, pour vérités premières quelques-unes de ses pochades, être ou enregistré.

Comme Artur Rubinstein, Glenn Gould s'est-il toujours arrangé pour allumer des feux de bengale (ou du désastre ?) afin de protéger ses indiscrets par un écran de fumée ?

ALAIN LOMPECH

(1) Si ce n'est que dans l'avant-dernière lettre de ce recueil, Glenn Gould fait état d'un défaut sur une copie de travail de son disque des dernières sonates de Haydn enregistré avec le système numérique Sony : « Les copies numériques sembleraient avoir un défaut et, fort heureusement, j'ai découvert que c'était une fausse alarme ! » L'oreille du pianiste a été prise en défaut : quelques pages sont

d'un ronflement (le 22 janvier 1989). Gould, lettres, réunies, présentées et annotées par Ghislaine Guerin et John P. L. Roberts, avec la collaboration de Valérie Verity et Jean-Jacques Nattiez. Traduction par Annie Duchâteau. Christian Bourgois, coll. « Musique/Passé/Présent », p. 160 F.

★ *Franco-Musique* organise une journée spéciale Artur Rubinstein le 20 décembre prochain. De 9 h à 23 h 30. Avec des extraits d'interviews, des enregistrements, des diffusions d'enregistrements du pianiste. De 14 h 30 à 15 h 58, Jean-Pierre Dertouzos consacrera son « A bon entendeur, salut ! » à la comparaison de différentes interprétations des *Fantasiestücke* de Schubert, qui sont mises en parallèle avec celles de Rubinstein. De 17 h à 17 h 30, Martin Kauffmann son « Carrefour des musiques françaises » à la d'enregistrements publics de Rubinstein.

A l'œuvre

Artur Rubinstein a enregistré pour EMI avant la seconde guerre mondiale, pour RCA après et jusqu'à son départ de la scène. Mais c'est Decca qui distribue, par ailleurs, en vidéodisques et en cassettes VHS hi-fi, les interprétations du pianiste filmées pour la firme allemande Ufa, à l'exception du dernier concert donné par Rubinstein pour Israël, publié, lui, par RCA. La question de ces interprétations discographiques américaines sont aujourd'hui disponibles. Ce n'est hélas pas le cas de celles qu'il a réalisées dans sa jeunesse : à l'exception des deux concertos de Chopin, aucune des enregistrements qu'il a gravés avant guerre n'a été reportée sur disque compact. EMI, qui a consacré à son « Inoubliable » de Samson François, de Marcel Mayer et de Georges Cziffra, avait bien inspiré de regrouper en un coffret tous les enregistrements de Rubinstein en sa possession avant qu'un éditeur indépendant ne le fasse, ainsi que le loi le lui permet (ses interprétations sont, en effet, tombées dans le domaine public).

Glenn Gould n'a enregistré que pour CBS (Sony), mais l'on trouve, chez différents éditeurs, des disques compacts reprenant des bandes de concerts ou des enregistrements de la radio canadienne non autorisés par le pianiste. Le son de ces disques est souvent d'une qualité très médiocre. Sony a décidé de reprendre toutes ces bandes pour les inclure dans une monumentale édition consacrée au pianiste canadien distribuée dans le monde entier (les enregistrements « pirates » n'ont pas pu être diffusés aux États-Unis : l'éditeur officiel de Gould les a fait saisir). Elles seront « nettoyées » grâce à un nouveau système numérique mis au point par Sony, le SBM (Super Bit Mapping). L'écoute de la première livraison de disques et coffrets (tous enregistrés en studio) mis sur le marché prouve l'efficacité de la technique retenue : une fois il a même joué des bruits divers, qui cognent les pupitres, etc., donnant une vie à des interprétations par ailleurs captivantes. La publication des enregistrements de concert pose problème. Comment expliquer que Sony fasse si peu de cas de la volonté même du pianiste en commercialisant des interprétations captées en concert, dans des conditions qu'il avait reprouvées ? Il est vrai que les disques live du Canadien s'attachent. Ses admirateurs cherchent

Edition Artur Rubinstein

Le dernier enregistrement pour Israël, enregistré le 15 janvier 1975, à Pasadena : œuvres de Beethoven, Chopin, Debussy, Schumann : 1 CD RCA 09026 61260 2. Une cassette vidéo ou un vidéodisque.

Intégrale des cinq concertos pour piano et orchestre de Beethoven, Joseph Krips (direction) : 1 CD RCA 09026 61260 2.

Récital espagnol : œuvres de Granados, Falla, Albéniz, Mompou : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Concerto pour piano et orchestre n° 3 de Beethoven, Arturo Toscanini (direction) : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Trio « à l'archiduc » de Schubert, avec Jascha Heifetz (violin) et Emmanuel Feuermann (violoncelle) : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Second Concerto pour piano et orchestre de Brahms, Joseph Krips : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Quatuors avec piano op. 25 et op. 50 de Brahms, avec le quatuor Guarneri : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Ballades, Boléro, Barcarolle, Berceuse, Concertos, Mazurkas, Nocturnes, Polonaises, Préludes, Scherzos, Sonates, Valses, de Chopin : un coffret de 11 CD RCA 09026 61261 2.

Concertos pour piano et orchestre n° 1 et 2, Nocturnes, John Barbirolli (direction) : un coffret de 2 CD EMI 09026 61261 2.

Concertos pour piano et orchestre n° 3 et 4, Joseph Krips et Alfred Wallenstein : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Impromptus op. 90 n° 3 et n° 4 de Schubert : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Carnaval, Fantasiestücke op. 12, l'Oiseau prophète, Humoresque n° 7 : 1 CD RCA 09026 61261 2.

Fantasiestücke de Szymanowski, Premier Concerto de Liszt, Nuits dans les jardins d'Espagne, Enrique Jorda (direction) : 1 CD RCA 09026 61261 2.

A. Lo.

« U T I L E »

Nouvel album de Julien Clerc

MUSIQUE

RODA-GIL LA LIBERTÉ OU LA MORT

Pendant trente ans, le nom d'Etienne Roda-Gil a été lié à celui de Julien Clerc. Cet homme énergique et direct, né en 1941, est passé par toutes les aventures, le rock, le gauchisme, le lyrisme voyageur des années 70. Pendant dix ans, leurs trajectoires ont été séparées. Julien Clerc, le compositeur et l'interprète, retrouve aujourd'hui Etienne Roda-Gil, l'auteur. « Utile », qui vient de sortir chez Virgin, est un album classique, rigoureux, où chacun des deux protagonistes est redevenu lui-même. Eternel retour : le chanteur a toujours l'air d'un pirate adolescent dans la mer des mélodies adultes, l'auteur marie les mots comme au temps de « la Cavalerie », chanson éclose en mai 68 : « Un jour je prendrai la route, et j'abolirai l'annuité... »

« Etienne Roda-Gil, musicien gauchiste, est un des représentants de l'Internationale situationniste, pourfendeur de la société du spectacle. Ce rapide portrait vous convient-il ? »

— Non, pas situationniste. Je le connaissais. J'ai fait partie de ces gens à qui on a demandé leur adhésion. Mais le situationnisme était déjà un chimère du réel. Il ne pouvait devenir l'idéologie dominante de l'histoire du passé. Gauchiste, oui, parce que ce mot est une insulte qui qualifie ceux qui posent l'impudence en argument théorique. Cette insulte-là, je la revendique. Aucune sociale-démocratie au monde ne fera changer d'avis. L'originalité du propos du gauchiste a été de montrer que l'histoire est une lutte de classes. N'y a-t-il pas quelque chose d'enfantin, mais de formidable, à s'imaginer que les gens puissent être meilleurs qu'ils ne le sont ?

— D'où vous venez ce désir bouillonnant d'entrer en chanson, d'écrire ?

— Je suis un enfant né d'une mère catalane qui chantait tous les soirs qu'elle entendait à la radio. Quand les premiers disques de tango sont arrivés en France, j'avais quinze ans. Tout à coup, mené à la Samaritaine : on y trouvait des disques de Carlos Gardel. J'ai toujours vu la chanson française avec un regard étranger, mais au moment où elle m'est venue au corps, elle m'est devenue ma langue.

« Le rock m'a marqué profondément. J'ai passé l'année de mes dix-huit ans en Angleterre. C'était l'époque du rock'n'roll dur, méchant. Une espèce de rupture qui annonçait un qui allait arriver. C'était aussi le début d'un nouveau consumérisme. En littérature et au théâtre arrivait au pouvoir la génération des jeunes gens en colère, avec une autre façon d'appréhender la vie. Ils avaient eu l'idée qu'il était peut-être possible de rentrer dans l'univers de la création par d'autres portes que les arts majeurs, c'est-à-dire par la littérature, le théâtre, le Conservatoire de musique ou par le prix du Nobel d'Économie... »

— Tout cela paraît très éloigné du Julien Clerc d'aujourd'hui.

— Il y a une justice à rendre à Julien Clerc. Cet homme a été jugé sur son image diaboliquement angélique. Il a été la proie de tous les faiseurs de copains et autres découvreurs du consumérisme des enfants — car, à un moment donné, on s'est aperçu que les enfants avaient un pouvoir d'achat — qu'il était absolument nécessaire de l'utiliser, de le détourner, de l'organiser. Julien est un vrai mélodiste, il a une voix formidable. Evidemment, quand il chantait *Cœur de*

rocker [de Luc Plamondon], je ne vais pas être hypocrite, je me suis désespéré. Quand j'entends *Cœur de* rocker, je me désespère. C'est le cœur de rocker, moi, là, j'avais des raisons de souffrir.

— En 1981, Julien disait : « Je ne me connaissais pas. » Il parlait de relation avec son couple ou le plaisir plus large à l'époque. Les connotations affectives étaient justes. Un autre côté, pas du tout. Et comme j'ai toujours été dans ma tête un planificateur — je pense qu'il faut organiser le présent pour s'organiser au futur — je pressentais une traversée du désert dont je ne connaissais pas la longueur, mais dont je savais qu'elle était là. C'est ce que j'ai appelé « le » français de cette génération-là. Lui-même. Il a continué à faire des hits infernaux.

— Vous aussi. Vous avez même écrit Joe le Tiki.

— Oui, bien sûr. Aujourd'hui, le système de pensée dominant est celui de l'acceptation générale. Le disque le plus vendu est considéré comme le plus grand disque existant. Quel glissement ! Je parle du domaine de la musique et de la chanson. Il est bien évident que dans la littérature ou la peinture l'espace du créateur est encore réservé. Un livre existe même s'il se vend à quatre exemplaires.

— La chanson remonte au Moyen Âge, aux troubadours. Elle a toujours eu une forte connotation sociale. Comment la définir ? Un système de jeux qu'on entend dans la parole ? On l'entendait dans les palais parce que les gens l'avaient déjà chantée, qu'elle avait transpiré, traversé le pont-levis, les murailles et qu'il était déjà de très loin de l'apprécier. Désormais, l'univers du partage passe par la radio, l'achat de disques... Vous ne parvenez pas à prétendre à la « grande chanson » qui ne serait écoutée ou chantée par personne, au risque d'être inconnue.

— « A quoi sert une chanson si elle est désarmée », dites-vous dans *Utile*, la chanson qui donne son titre au disque.

— C'est d'inspiration, disons, latine. Ce qui s'est passé, c'est que j'ai vu en Amérique une image plus qu'importante pour moi. Nous sommes les enfants de ces sociétés-là. Nous leur avons apporté un mode de pensée, leurs langues. Rien ne me touche plus que d'entendre des Indiens parler espagnol. C'est un cançon desarmada, un affrontement au fusil. Voilà un disque qui s'écoute comme un défi. Il gratte. Il signifie beaucoup. Etienne Roda-Gil exhumait sa discothèque en 33 tours de chants de la résistance populaire chilienne. Le portrait du Che est en couverture. *Utile* est un programme minimum, une tentative de désamorçage de la fameuse notion « Vous ne pouvez pas comprendre... » Car dès que l'on com-

— *Ballade en blanc* est une caricature. On a trop parlé cette année de la « découverte » de Julien Clerc. L'Amérique. Je préfère le mot « rencontre ». Au départ, nous voulions écrire une comptine, consolation pour un enfant maya, un descendant d'Aztlèques ou de Tlaxcas. J'ai écrit des textes puis mes mots dans le souvenir d'une chanson que chantait la Chilienne Violeta Parra, *Casamientos de los negros*, où tout est noir. Quand on sait que les Indiens s'appellent *negros* entre eux... Et puis, il y a une petite haine pour le pape dont je ne me cache pas.

— Que pensez-vous du geste de la chanteuse Manu Chao déchirant la photo du pape à la télévision américaine en octobre dernier ?

— Je le défends, même si toute forme de spectaculaire d'action est révoltante. L'acte lui-même. Cela dit, on ne peut pas envoyer une génération à la mort par sida sous prétexte que l'orthodoxie interdit le préservatif. Ou bien cette religion va mourir. Ce serait dommage. La bureaucratie pontificale a autant à voir avec l'évangile que la bureaucratie stalinienne avec le socialisme. Halte au bluff !

— *Ballade en blanc* est aussi une chanson pour Julien, qui est le petit-fils d'un communiste gauchiste, un rouge qui était Noir. Il y en a une autre dédiée au même grand-père, *Charlie de Chaplin*, un prétexte pour parler des honnêtes gens, de la bureaucratie, de l'effondrement du communisme et au même temps de l'humain espoir qu'il représentait. Il y a aussi l'essentiel fondamental selon laquelle nous allons vers un métissage généralisé et qu'il vaut mieux y aller d'une façon optimiste. C'est notre destin et nous avons tous à y gagner.

— De la Cavalerie, écrite en 1968, à *Utile* aujourd'hui, vous avez gardé le même style, elliptique, « signifiant », diriez-vous.

— On n'est pas très loin de la poésie n'est-ce pas ? Mais de mots, de sonorités. Je me réjouis infiniment plus à toutes les théories mallarméennes, la musique d'un mot. Je donne ma vie pour ça. J'essaie laborieusement d'y parvenir, en laissant toute liberté à l'émotion. J'aime les mots lâchés par grain de voix interposés : « rêver », « chanter », « utile », « armé »... L'ambition ultime, c'est de fabriquer une chanson qui surprenne les gens dans leur voiture et qu'ils se disent : « Pourquoi elle leur plaît. Pourquoi elle leur parle ? C'est une valse ? Les mots sont percuteurs ? Le chanteur en chair et en os ? Par exemple, je tenais absolument à « la lalala » de *Utile*. On le retrouve dans toutes les chansons populaires. Chez Trenet aussi. C'est du texte.

— Chez Julien Clerc, on dirait un dieu.

pouvoir, avec les anglicismes, les rythmiques lamentablement calquées sur les rythmiques américaines. On y trouve même d'évidentes formes d'intelligence, comme les repiquages infernaux de musiques latino-américaines, africaines...

— En la même façon, qu'est-ce qu'un petit enfant qui compose à son piano ? Quelle est-ce qu'il a à faire entendre dans ce monde où tout le monde a des choses portables ? L'influence de la chanson sur la musique en général est énorme. *Utile* n'en parle. Mais elle parle de l'envahissement de la *dance music*, depuis le début. Il n'y a pas eu de vraie contrepartie, excepté un peu aux États-Unis avec Tracy Chapman, ou Sting... Presque une réaction de dignité.

— Revenons à votre définition de la dignité.

— A mon avis, la dignité ne relève pas du monde de la morale, toujours figé, mais de l'éthique : savoir ce qu'on fait et pourquoi. Prenez un exemple par l'absurde. A un moment de ma vie, je faisais de la monoculture avec Julien. Quand j'ai envisagé d'arrêter de travailler un jour avec lui, ça m'a posé un problème affectif, mais aussi économique, parce que je supportais un mode de vie collectif. A ce moment-là, Julien François m'a demandé d'écrire pour lui.

— Quand je l'ai vu pour la première fois, je lui ai répondu que si un de mes enfants avait un de ses disques, j'appellais immédiatement un psychologue pédiatre. L'homme m'a répondu intelligemment : « m'a dit : « De quelle façon, je te comprends, tu vas continuer à faire des choses incroyablement intelligentes, sensibles, pour les petites filles en souquettes de Neuilly, et moi je vais continuer à chanter des conneries pour les autres. » J'étais étonné. Cet homme-là était digne. Il revendiquait quelque chose. Bien sûr, le problème était de vendre... Mais quand on lit les textes que je lui ai écrits ensuite, *Alexandrie, Alexandra, Magnolias for ever*, on s'aperçoit que c'est digne.

— Cela dit, je n'ai rien contre la *dance music*, mais je me demande comment elle correspond à un système de production, très encouragé, où les disques ne coûtent plus rien. Sommes-nous arrivés dans un monde où la musique est une partie absolument dépendante de l'industrie ? La réponse est évidemment oui. Cette forme de technologie est une forme d'économie. Il est clair que ces arrangements bruts entraînent le prix des violons, des cuivres... Le terrorisme de la modernité suppose l'électricité. Le tube, c'est comme les soviets, c'est la révolution plus l'électricité.

— Vous ne craignez pas ça change.

— Il existe désormais une vague de musiciens, plus souterraine, qui cherche à revenir à une certaine idée. Ils ne parlent pas du rap, ni de la revanche sociale



Julien Clerc à l'affiche en 1971 (Photo des Sports) et Etienne Roda-Gil aujourd'hui.



— évoquer l'art, très vite on parle de mépris.

— Il faut, à nous chanteurs, auteurs, revendeurs, une mauvaise réputation, car on exprime plus par la chanson que par des traités de sociologie. Exemple pratique, la *Ca ira*, dans tous ses couplets, on apprend plus que les six livres de la *Révolution française* de Louis Blanc. C'est ça, c'est précis, c'est là. Ce disque, *Utile*, relève un peu de la fonction politique de l'aveu : aujourd'hui, là et maintenant, on est comme ça. Après, il y a la sanction : combien a-t-on vendu ? Avons-nous été nombreux ou pas ? Mais au moins le drapeau est propre.

— Mépris est un mot qui revient souvent chez vous.

— Je crains que le mépris ne soit des conduites les plus généralisées aujourd'hui. Le succès dépend de manipulations : marketing, organisation. Le mépris y est très fertile, c'est une organisation radicale de la réussite à court terme. Il est très proche du cynisme, surtout au cinéma, où l'on peut s'apercevoir la façon tangible que des talents remarquables ont été utilisés pour rien du tout.

— Il faut bon certains soirs être un peu noir », écrivez-vous dans *Ballade en blanc*. « Blanc, les chiottes au prix de la guerre, matériel et des misères... » Blanc, qui évoque le défilé de l'Amérique en quelques mots... De quoi s'agit-il ?

— Peut-être. Mais c'est comme si on reprochait à la tour Eiffel d'être métallique. Puisque nous sommes dans un monde qui se repère en termes de labels, pourquoi ne serait-ce pas une marque de fabrique ?

— Qu'est-ce qu'un auteur dans la chanson française d'aujourd'hui, un label de qualité ?

— Le métier d'auteur est en voie de disparition. Nous sommes plongés dans une tragique recherche du médium qui va nous interpréter. L'inflation des auteurs-compositeurs-interprètes, qui a généré un appauvrissement notable. Avant, il existait des médiums qui provoquaient des révolutions. Il y avait là des auteurs, des musiciens. Ils étaient liés au monde des interprètes. L'interprète était fragile et les maisons d'édition lui apportaient le matériel. Depuis les années 70, elles se sont concentrées chez les producteurs phonographiques. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'un petit enfant qui se balade avec un texte couplet-refrain, bien dactylographié à la machine ? Ce qui peut lui arriver de mieux, c'est de rencontrer quelqu'un qui lui donne la peine à lire. Une rareté !

— Et d'ailleurs, en quoi un texte dactylographié serait-il une *ballade* chanson ? Une bonne chanson, c'est un texte, plus une musique, plus un grain de voix. Mais disons que l'univers du cynisme a intégré l'univers de la chanson. Parfois, le rien est mis en

affiche, qui est devenue une recette, un *Nescafé* de la révolution.

— Un *Nescafé* révolutionnaire. Où il faut dire, où il ne faut rien dire. Où l'on signifie : je veux devenir milliardaire, pour ça je vais vendre des disques à tous les damnés de la terre. Plus le contenu est dit, plus il est né. Encore une fois, ce mécanisme fait partie de l'oppression. Que les enfants ne s'en soient pas encore rendu compte, c'est un camarade ! On ne peut pas dire depuis la France : « Finissons-en avec le privilège ! » Ce n'est pas vrai. Si on le dit, il faut que le privilège lui-même ait minuit.

— Dans *Utile*, il y a une chanson, *la Belle*, qui dit : la vie est un jeu. Quand on a gagné une fois et perdu une fois, la belle arrive. La liberté ou la mort, en quelque sorte. Il me semble que la *Belle* est désolée, dans l'époque de la « belle ». Il me semble que l'évangile a été perdu, que le *Manifeste du parti communiste* ait perdu, que l'univers de la marchandise gagne. Mais nous en sommes à un point. La partie se joue maintenant. Entre nous et eux.

Propos recueillis par
VERONIQUE MORTAIGNE
1000 1 Virgin 31095 (Libre la critique p. 33).

سكس من التمثيل

DE LA SEMAINE

de l'hiver des spectacles de grande qualité qui de la partent en tournée avant d'atterrir en Ile-de-France. Superbe quatuor d'acteurs qui interprètent le conflit entre deux compositeurs, Prokofiev et Chostakovich, et deux hiérarchies soviétiques, Staline et Jdanov.

Ondine
de Jean Giraudoux, mise en scène de François Rosillon, avec Johann Corbeu, Hélène Andouin, Jean-Jacques Lagarde, Margot Leffevre, Léonidas Makris, Yvette Petit.

Sous la direction d'un - toujours - jeune philosophe converti à l'art dramatique (transfert plus récent et plus intéressant que celui de Bernard-Henri Lévy, comme quoi), la pièce aquatique et belle de Giraudoux défend par une troupe impeccable.

Comédie de Picardie, 82, rue des Jacobins, 93000 Amiens. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 22-62-94-95. De 80 F à 110 F.

Dernière représentation le 12 décembre.

Les Prodiges
de Jean Vauthier, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Sophie Barjac, Marcel Maréchal et Marie Mergier.

Une nouvelle fois, Marcel Maréchal met en scène le monde enfantin, cruel, picaresque et bouleversant de son ami, son frère Jean Vauthier.

La Crèche, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Le mercredi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 125 F.

Titus Andronicus
de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Emile Abesolo M'Bo, Jean-Daniel Barbin, Michel Baumann, Marion Baquie, Christian Blanc.

La nouvelle mise en scène de Daniel Mesguich qui s'invite par effraction à Rome, au théâtre le plus sanglant de la violence et de la haine. La pièce la plus rouge de Shakespeare, et malheureusement l'une des plus actuelles.

La Métropole, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Les mercredi, vendredi et samedi à 20 h 45, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 14 heures. Tél. : 20-40-00-29. 85 F et 110 F.

Dernière représentation le 13 décembre.

Voltaire Dromesko
Igor et Lily, leur volière, la plus célèbre d'Europe, fait escale féminine à Toulouse. Tant mieux pour la ville rose.

Port Viguerie, rue Viguerie, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le mercredi à 19 h 30. Tél. : 61-42-33-99. 100 F.

Ballet de l'Opéra de Paris
Sylvie Brumet (Armide), Howard DeLozier (Hélène), John Hancock (Armand), Nadine Rime (Sylvie), Véronique Goss (Phénice), Luc Coudan (Armand), Compagnie Larcen.

Chœur et orchestre du Collège Vocal de Gand et de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction), Patrick Courcier et Michaël Lohr (mise en scène), Stéphanie Aubin (chorégraphie).

Incroyable mais vrai. Cette Armide dont la mise en scène n'a aucun caractère historique, qui ne se veut en rien une reconstruction, dont les costumes et les décors évoluent entre le cinéma d'avant-guerre, Dely et Boccicelli, dans la chorégraphie se rit de la rhétorique d'époque, qui, ce spectacle résonne plus vrai que vrai à l'œil et à l'oreille. L'anti-Army, absolument, mais d'une cohérence égale dans ses choix. Y compris quand Sylvie Brumet fait de la complicité amoureuse une héroïne romantique, au sein d'une équipe de chanteurs et de musiciens recrutés dans les rangs du baroque.

Théâtre municipal, le 12 décembre à 20 heures, le 13 à 19 heures. Tél. : 41-23-62. De 60 F à 190 F.

Colmar
Ballet du Rhin
Jardin aux lilas, Pervenche pour une infante défunte, Tardis en la stèle, Fabelle.

Reprise à Colmar (en attendant Strasbourg en janvier) du substatuel programme présenté le mois dernier à Mulhouse sous le titre *Histoires de femmes* : trois pièces notées signées Antony Tudor, Kurt Jooss, Alberto Mendez, et une création d'Ivan Favier, danseur dans la compagnie.

Théâtre municipal, le 12 décembre à 20 heures, le 13 à 19 heures. Tél. : 41-23-62. De 60 F à 190 F.

La sélection « Théâtre »
C'est établie par : Colette Godard et Olivier Schmitt « Danse » : Sylvie de Nassac.

surgissent qui agitent les auditeurs d'un récit. L'humour : une autre facette du génie de Jérôme Robbins.

Opéra de Paris-Garnier, les 11, 12, 13, 15, 17, 19, 20, 22, 26, 27 et 29 décembre, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 380 F.

Nadine Ganase
Lover Man
La deuxième pièce, pour trois danseuses et un comédien, d'une chorégraphie de trente ans qui a beaucoup dansé chez Anne Teresa de Keersmaeker. Elle s'est inspirée ici du texte de Peter Handke pour le film de Wim Wenders *Les Ailes du désir*.

Théâtre de la Bastille, du 9 au 12 décembre, 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

Jean-Claude Gallotta
La Nigande de Don Juan
Devenu saxophoniste et chanteur de rock, Don Juan rêve à quatre de ses conquêtes passées - ce qui inspire à Gallotta quatre jolies variations féminines, au milieu de scènes d'ensemble bien décevantes. A la création (au Festival d'Avignon), la critique a bondé, une grande partie du public a aimé.

Théâtre de la Ville, du 15 au 21 décembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 150 F.

Concours international de danse de Paris
Gala de clôture
Avec les vainqueurs des épreuves qui se sont déroulées dans deux catégories, classique et contemporaine. Et la participation des lauréats du récent concours de Yana, dont le très brillant José Martinez, qui vient d'être nommé premier danseur à l'Opéra de Paris.

Opéra-Comique, le 12 décembre, 20 heures. Tél. : 45-22-28-74. 500 F et 750 F (1500 F avec souper). Tenue de soirée.

Régions
Roubaix
Ballet du Nord
Encadrant Gemini de Vincente Nebreda, duo pour deux garçons, deux créations : l'une d'Alf Pourfarrokhi, directeur artistique de l'Alberta Ballet au Canada, l'autre de Jean-Pierre Comelin, directeur du Ballet du Nord, au cours de laquelle le décor sera peint « en direct » par le plasticien Mahdjoub Ben Beja.

La Collège, 21, 12 et 13 décembre, 20 h 30 (sauf le 12 décembre). Tél. : 20-24-66-88. 110 F.

La Rochelle
Compagnie Chopinot
Le Mariage sans malice, *Rainbow Band*.

La belle Régine souhaite faire évoluer sa compagnie vers une forme « plus ouverte », en invitant d'autres chorégraphes. Pour commencer, Richard Alphonse, directeur de la Rambert Dance Company de Londres. Avec une création sur le célèbre partition de Boulez, et une pièce de son répertoire.

La Corralle, 12 décembre, 20 h 30. Tél. : 46-61-64-00. 110 F.

Colmar
Ballet du Rhin
Jardin aux lilas, *Pervenche pour une infante défunte*, *Tardis en la stèle*, *Fabelle*.

Reprise à Colmar (en attendant Strasbourg en janvier) du substatuel programme présenté le mois dernier à Mulhouse sous le titre *Histoires de femmes* : trois pièces notées signées Antony Tudor, Kurt Jooss, Alberto Mendez, et une création d'Ivan Favier, danseur dans la compagnie.

Théâtre municipal, le 12 décembre à 20 heures, le 13 à 19 heures. Tél. : 41-23-62. De 60 F à 190 F.

La sélection « Théâtre »
C'est établie par : Colette Godard et Olivier Schmitt « Danse » : Sylvie de Nassac.



Les Holmes Brothers au festival Womad du Havre.

MUSIQUE

Vendredi 11
Mozart
Sonates pour violon et piano KV 376 et 378
Ravel
Sonates pour violon et piano
Sonates pour violon et piano
Schneitz (violin), Georges Pludermacher (piano). Longtemps partenaire de Nathan Milstein, Georges Pludermacher joue aujourd'hui avec Shlomo Mintz. Le jeune israélien n'est pas de la pointe du russe, mais il est au moins aussi déterminé que lui à ne faire que ce qu'il a envie de faire. A ne jouer, donc, qu'avec des partenaires en qui il a confiance. Et Pludermacher est un pianiste épatant.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 175 F.

Milhand
Ouverture symphonique op. 397
Symphonie n° 7
Amy
Adagio et Stratos
Guezec
Suite pour Mondrian
Orchestre philharmonique de Radio-France, Frédéric Cheslin (direction).

Un programme de musique française. Un peu chorégraphique, même si Amy a été élève de Milhand, mais il sera intéressant de voir ce que Cheslin (ex-assistant de Barenboim et Boulez, aujourd'hui directeur musical du Théâtre des arts de Rouen) peut en faire, à la tête du solide orchestre de la Radio.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Glass
Einstein on the Beach
Gregory Samsone (Einstein), Sheryl Burton, The Lucinda Childs Dance Company, Philip Glass Ensemble, Robert Wilson (mise en scène), Lucinda Childs (chorégraphie). Reprise d'un spectacle qui fit grand bruit dans les années 70. D'un spectacle culte qui propulse Bob Wilson sur le devant de la scène. Comment le percevait-on aujourd'hui ? Lorsque l'on voit ce qui reste du splendide *Faust* de Laval, il y a des raisons de s'inquiéter.

Boligny, Maison de la culture, 19 h 30 (sauf le 19). Tél. : 45-51-11-45. 200 F.

Samedi 12
Beethoven
Quatuor à cordes op. 135
et op. 59 n° 2 « Rasseumovsky »
Schubert
Quatuor à cordes D 703 « Quartettssatz »
Britten
Phantasy quartet
Metamorphoses after Ovid
Mozart
Quatuor pour hautbois et cordes KV 370
Maurice Bourgue (hautbois), Quatuor Lindsey.

Bourgue et les Lindsey : un choc de titans de l'interprétation musicale, dans un programme admirable de bout en bout.

Salle Gaveau, 14 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Berlioz
Le Carnaval romain, ouverture
Symphonie fantastique
Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Si les Français ne prêtent guère Berlioz, la *Fantastique* a toujours été l'exception qui confirme la règle. Et l'Orchestre de Paris une formation qui la joue bien. Ce concert est donné pour les jeunes : des classes entières viennent, parfois de loin, pour écouter les concerts de l'Orchestre de Paris au Châtelet. Carlo Maria Giulini, qui s'est prêté au jeu, il y a quinze jours, a été très ému de l'accueil formidable que les scolaires lui ont fait. Former le public de demain, voilà une mission utile.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 11 heures. Tél. : 40-28-28-40. 30 F.

Messiaen
Saint François d'Assise
Domen Uebachs (l'Angel), José Van Dam (François), Ronald Hamilton (le Lépreux), Sylvain Cambronne (direction), Peter Sellers (mise en scène).

Messiaen avait accepté que Sellers mette en scène son opéra, bien qu'il ait tenu à le faire lui-même lors de la création. Le travail de Sellers a été applaudi cet été à Salzbourg (*Le Monde* du 20 août 92). C'est une illustration au premier degré de la vie du saint orphologue, avec des oiseaux comme s'il pleuvait et des couleurs, plein de couleurs.

Opéra-Bastille, 19 heures (+ le 15). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 495 F.

Dimanche 13
Rossini
Sérénade, ouverture
Mozart
Concerto pour piano et orchestre KV 457
Haydn
Symphonie n° 104 « Londres »
Gisèle Magnan (piano), Orchestre des concerts Lamoureux, Xavier Risi et Gisèle Magnan ne sont pas les jeunes interprètes français les plus en vue, mais ils ne sont pas loin d'être les meilleurs de leur « frange d'âge », comme l'on dit maintenant, soit la trentaine. Et ils ont en commun d'avoir une volonté à toute épreuve.

Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 45-63-88-73. De 65 F à 165 F.

Kreutzer
Prélude et adagio
dans le style de Pugnani
Dvorak
Sonatine pour violon et piano
Beethoven
Sonate pour violon et piano op. 24 « La Primavera »
Gil Shaham (violin), Alda Eguichi (piano). Shaham ? Le modèle après lequel courent tous les jeunes violonistes : haute volée et musicalité impeccable.

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. 110 F.

Glinka
Roussin et Ludmille, ouverture
Monasorgski
La Kowatchina, prélude
Rimski-Korsakov
Capriccio espagnol
Borodine
Dances polonoises
Scriabine
Symphonie n° 3 « Le Poème divin »
Orchestre symphonique d'Etat de la Fédération de Russie, Evgeny Svetlanov (direction). Svetlanov est un tout grand chef, comme diraient nos voisins suisses et belges, et son orchestre l'une des formations les plus admirables du moment. Son programme est une fête.

Théâtre des Champs-Élysées, 17 heures. Tél. : 45-52-55-55. De 40 F à 250 F.

Mardi 15
Ensembles de Haendel, Bach, Mendelssohn, Fauré, Villa-Lobos, etc.
Marielle Nordmann (harpe). Evidemment la harpe en solo peut être monotone, un piège que Marielle Nordmann saura éviter, sans aucun doute : virtuosité, charme, musicalité seront au rendez-vous de ce qui semble bien être le seul récital de harpe de l'année.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 300 F.

Lille
Berlioz
Extraits de Roméo et Juliette

Messiaen
Poèmes pour Mi
Brahms
Symphonie n° 4
Shed Greenaway (soprano), Orchestre national de Lille, David Robertson (direction).

Le nouveau directeur musical de l'inter-Contemporain a raison de ne pas se limiter au répertoire du XIX^e siècle : ses réussites dans le répertoire romantique justifient sur son activité principale.

Le 9, La Nouvelle Scène, 20 h 30. Tél. : 20-54-67-00. 130 F.

Lyon
Donizetti
L'Elisir d'amore
Barbara Hendricks (Adina), Isabelle Eschenbaum (Giannetta), Bruno Lazzarini (Nemorino), Gino Quilico (Belcore), Gabriel Bacquier (Ducam), Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, Bruno Campanella (direction), Frank Dumort (mise en scène).

Belle distribution pour cet *Elisir d'amour*, avec Bacquier qui n'a pas son pareil pour conduire un petit bijou comme celui-ci au triomphe.

Le 11, Théâtre du Huitième, 20 h 30. Tél. : 78-28-09-60. De 60 F à 230 F.

Clark Terry
Trompettiste né à Saint-Louis (Missouri) cinq ans avant Miles, Clark Terry (1920) connaît ses limites. Les trompettistes se vieillissent pas comme tout le monde. Clark Terry a gardé le son, le phrasé et la dynamique de son jeu. C'est rare. Et encore : on ne dira rien du personnage, qui est impayable.

Du 9 au 12, La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-25-60-00.

Christian Escodé Quartet
Pris entre Gérard Badini et sa swing machine, et Bobby Rangel et son trio, le guitariste pian d'Angoulême (ce doit être fatigant, à la longue, ce rapetissement) est au Duc des Lombards. Christian Escodé a un toucher et un phrasé très reconnaissables. Le temps du club, c'est le temps juste pour reconnaître un guitariste reconnu. Jeunes gens, à vos médiateurs !

Les 11 et 12, Au Duc des Lombards, 22 h 30. Tél. : 42-33-22-88.

Etienne Daho
Session de rattrapage pour qui n'aurait pas encore pu à un spectacle gracieux de Daho le décalé.

Les 13 et 14, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. 165 F.

Musiques du monde

All Farka Touré
Le blues africain : le guitariste et chanteur malien s'est réapproprié les accords déchirés de l'Amérique noire. All Farka Touré fait partie de cette aristocratie de musiciens populaires que rien, pas même l'obstination des consuls à lui refuser des visas, ne nous empêcherait d'aller écouter.

Le 9, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Manu Dibango
Manu, mieux en musique et en concert qu'en présentateur de télévision (*Sahel Manu*, le samedi soir sur France 3), pour son traditionnel concert au Petit Journal.

Les 9 et 10, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Rossini à l'écran

Les 16, 18, 20 et 21 décembre : musique filmée avec scènes de documentaires, films et opéras filmés 22 F, 12 F

Le 19 décembre à 20 h 30 : concert The European Soloists Ensemble Rossini, Brahms, Ravel, Arnold 130 F, 110 F, 85 F

Abonnement : 145 F, 100 F

A l'Auditorium du Louvre - Accès par la pyramide

Reservation pour le concert : (1) 40 20 52 29

Programme détaillé par le 36 15 Louvre

LUCERNAIRE 45 44 57 34

Après les succès de "NOUS, THEO ET VINCENT VAN GOGH"

Les peupliers d'Étretat MAUPASSANT Réalisation : Jean MENAUD

THEATRE DE L'AQUARIUM

les mots et la politique

Marguerite et le Président mise en scène Didier Bezace

Les vœux du Président mise en scène Jean-Louis Benoit

en alternance du 1^{er} dec au 3 janv 43 74 99 61

Arts

Mandinga

Mandinga, groupe de saleros français - avec des origines hispaniques pour certains - possède des perles à son répertoire. Témoin, ce boléro sensuel et langoureux où le chanteur nous conte par le menu sa passion dévorante pour... le café.

Tous les jeudis. La Chapelle des Lomhard, 20 heures. Tél. : 43-57-24-24.

Santos Chillemi

Jazz et folklore sud-américain pour un quartet soutenu par la très belle voix de la chanteuse cubaine Alma Rosa. Le pianiste argentin fête ainsi la sortie de son nouvel album, le *Déconquisteur* (chez DAM).

Le 11. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41. 110 F.

Cesaria Evora

Cesaria, cap-verdienne de Mindelo, chante des mornas, ballades à l'effluve l'âme, des coladeras enlevées héritées des marins brésiliens qui passaient par le port de l'île de Sao Vicente. Madame Evora est une vraie chanteuse de bar, qui a connu de la vie toutes les galères et toutes les joies. Après *Mar Azul*, le titre *Sadade* a établi sa réputation en France. Frissons, chair de poule et vrai concert avec guitares, piano et percussions.

Les 11 et 12. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Trío Esperança

Très beau trio vocal, voix subtilement entremêlées, clarté et légèreté de ton. Ces trois Brésiliennes n'en sont pas à leur coup d'essai. Elles ont commencé jeunes, quand enfants, à l'époque du yéyé naissant, elles ont séduit les plus petits au Brésil. Aujourd'hui en France, elles ont eu le plaisir de transformer des pertes du répertoire brésilien, de Vinícius de Moraes à Milton Nascimento.

Le 13. La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-15-15.

Tallia

Chansons yiddish, tradition et modernité par une excellente chanteuse qui continue sur les mêmes rails avec un bonheur renouvelé.

Le 15. Pigalle, 20 h 30.

Terre des sons

Deux jours de colloques (à la Cité de la musique) et trois soirs de concerts (à l'Elysée Montmartre) : le son, suffisant, pour le ministère de la culture, ce qui démontre l'essor des musiques traditionnelles en France. Guadeloupe (Alaïda Redouane), bretonne (Béatrice Goussier), suédoise (Rita Vito), malienne (Comba Sidibé) le 11 ; les superbes voix corées et féminines de Donnisulana et les Sud-Africains ici égarés de Ladysmith Black Mambazo le 12.

Concerts à l'Elysée-Montmartre les 10, 11 et 12 décembre à 20 h 30. Rens. : 45-44-56-50. Colloques les 11 et 12 décembre de 9 h 30 à 10 heures. Rens. : 42-41-24-54.

Province

Le Havre

Womad au Volcan

Le festival anglais pionnier de la world-music a réalisé la programmation de ces « Nuits étrangères » de la Maison de la culture du Havre. On y retrouve donc la bande de joyeux agitateurs mondialistes qui hantent les campagnes anglaises pendant l'été, mais aussi l'Espagne, le Japon ou le Canada, partout où le Womad offre ses prestations « clés en main ». La liste des artistes invités est longue. Notons : le Malien Ali Farka Touré, les bluesmen des Holmes Brothers, les faveurs des Zimbabwe Cha cha cha Kings (le 11), Geoffrey Oryema et Boy George (le 12), le Chinois Guo Yue, le Dominicain Francisco Ullao (le 13). Et Boy George encore.

Du 11 au 13. Au Grand Volcan à 20 h 30, au Petit Volcan à partir de 23 heures. Tél. : 35-21-21-11.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey. « Jazz » : Francis Marmontel. « Chanson » et « Musiques de monde » : Véronique Mortaigne.

Arts

Nouvelles expositions

Bitran

La seconde génération des abstraits d'après-guerre, celle qui commençait à percer lorsque la peinture française fut balayée par la vague et la vogue de l'école américaine. Depuis quelque temps, une réévaluation de cette période est en cours, et la parution d'un catalogue rétrospectif est l'occasion d'une exposition d'une trentaine de dessins de Bitran.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris 8. Tél. : 45-62-67-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Du 10 décembre au 23 janvier 1993.

Paris

Amériques latines : art contemporain

Seize artistes latino-américains contemporains qui complètent l'exposition du Centre Georges Pompidou dans une optique plus fraîche. Une tendance à l'exotisme, à l'accumulation et au baroque qui témoigne d'une belle santé, devenue rare sous nos climats.

Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Berthier, Paris 8. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 janvier 1993. 18 F.

Byzance, l'art byzantin dans les collections nationales

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transporta ses pénates de Rome à Byzance, qui devint Constantinople. Puissant et riche, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns virent sa chute dans l'art de la *renovatio* carolingienne, ce que d'autres contestaient vigoureusement. 400 œuvres, souvent somptueuses, tirées des collections françaises, pour se remémorer dans une civilisation prête à s'entretenir au nom des images.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris 1. Tél. : 40-20-81-61. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 1^{er} février 1993. 35 F. Billet couplé avec « La Nuit des musées ».

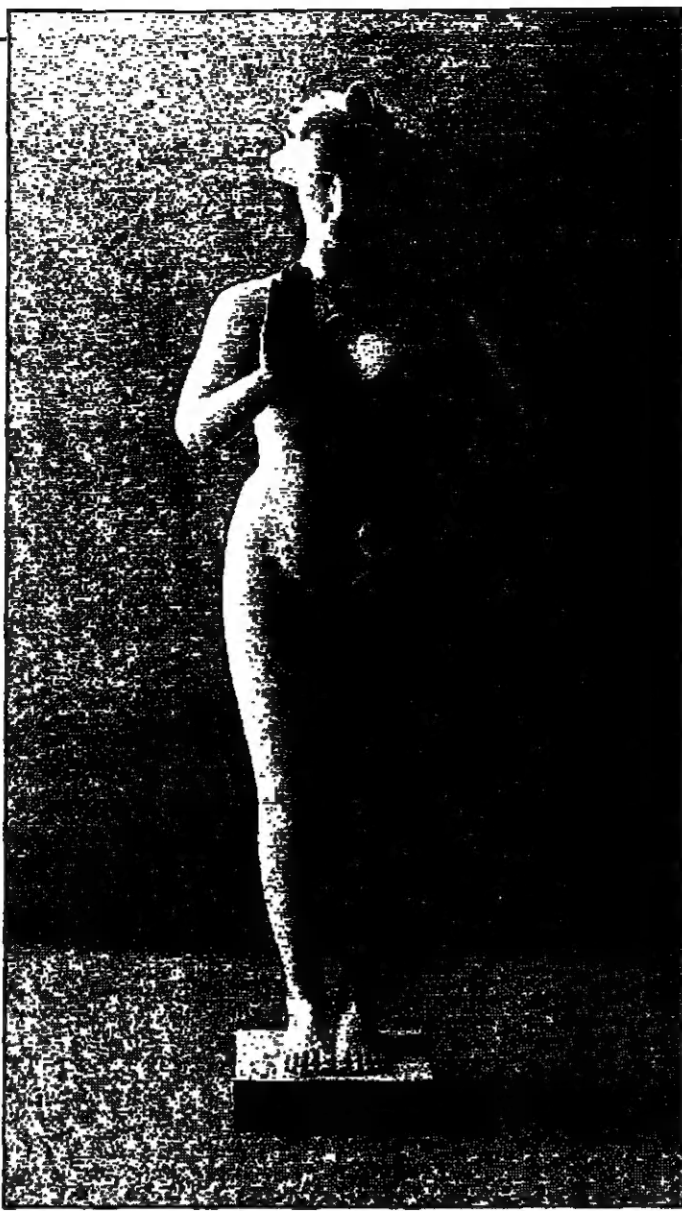
Engèle Delacroix

En concertation avec le Musée Condé de Chantilly, le Musée Delacroix montre des dessins et les quatre carnets conservés sur les sept romans par l'artiste de son séjour au Maroc en 1832. Un fascicule a été édité à cette occasion, accompagné de son journal de voyage, d'extraits de correspondance et de textes de synthèses.

Musée Delacroix, 6, rue de Funstenberg, Paris 6. Tél. : 43-54-04-67. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993. 12 F.

Figures du moderne

450 œuvres d'une des plus importantes



« La Délicieuse », de Françoise Vergier, au Musée des beaux-arts du Havre.

tendances de l'art du XX^e siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke* à Dada puis à Berlin, au *Blauer Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmitt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de cette fin d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 18. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 14 mars 1993. 30 F.

Peter Fischli et David Weiss

La Suisse n'est plus ce qu'elle était : on y trouve l'excentricité, l'humour et le clin d'œil, le plaisir jamais gratuit de la dérision. Zurichois, Fischli et Weiss posent leurs valises, leurs drôles de sculptures, leurs photos montées et leurs vidéos à Paris. Un grand vent frais venu des Alpes.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 janvier 1993.

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des 37 illustrations qu'il fit des *Contes de La Fontaine*. Jamais montrées, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devaient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

L'art d'Amérique latine, 1911-1968

Un demi-siècle de peinture et de sculpture de douze pays d'un continent fascinant, complexe, bigarré. Des muralistes mexicains aux constructivistes argentins en passant par l'étrange Frida Kahlo, mi- naïve, mi-surréaliste, la découverte

d'un demi-monde que l'on complètera avec celle des jeunes générations montrées à l'hôtel des arts.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} janvier 1993.

Rétrospective Martial Rayasse

Depuis dix ans, le travail de Martial Rayasse est, pour beaucoup, une énigme : il fut une des comètes du nouveau réalisme, mais contrairement à ses amis qui menaient grand tapage, a disparu depuis dix ans du devant de la scène artistique. Généralement, c'est bon signe, et l'on attend cette exposition avec impatience et sympathie.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayasse de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 janvier 1993. 35 F.

Rétrospective Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, obliaté par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et captés.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, sv. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Vision d'Océanie

Parmi les arts dits « primitifs », les surréalistes ont privilégié ceux qui venaient de la zone Pacifique. Vincent Bonouare, qui fut un familier d'André Breton, a préparé cette exposition pour le Musée Dapper, traditionnellement tourné vers l'Afrique. Soixante-dix pièces renvoyant plutôt à un imaginaire occidental qu'à une réalité ethnologique (mais pourquoi

pas ?) représentent les trois bassins de civilisation de ce continent éparpillé sur un océan-Mélanésie, Micronésie, Polynésie.

Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 19. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars 1993. 15 F.

Galleries

Louise Bourgeois

Née à Paris, mais installée à New-York depuis 1938, elle est devenue un des plus grands sculpteurs américains. Nul n'étant prophète en son pays, voici, après une première rétrospective chez Lelong, une nouvelle exposition de Louise Bourgeois à Paris, avec une dizaine d'œuvres récentes.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Dabuloyne, Paris 3. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Christian Gattinoni

Cinquante boîtes métalliques, de celles qui enferment les bobines de films cinématographiques, servent de support à des images très différentes, l'une fréquemment brouillée, à caractère pornographique, l'autre parfois à demi cachée, témoignant d'une des horreurs que les hommes aiment infliger à leurs semblables. Un travail sensible où l'on découvre que l'obscurité n'est pas toujours ce que l'on croit.

Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges, Paris 4. Tél. : 42-77-16-77. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1993.

Jean Le Gac

Jean Le Gac aimait puiser son inspiration dans les romans populaires, dont il utilisait également les illustrations de couverture. Il fit ainsi entrer Harry Dickson au musée, grâce à son ami René. By Jove, il fit aujourd'hui Rimbaud, Maurice Renard ou Henry James, et tourne la page en montrant le dos des livres sous forme de photographies Chromo, auxquelles sont joints ses commentaires picturaux.

Galerie Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Aurélien Nemours

Travaux récents d'une grande dame de l'abstraction géométrique, chez une autre. Alors qu'une nouvelle génération perpétue la vivacité de ce genre, souvent en puisant au répertoire d'Aurélien Nemours, il fait bon constater l'absence fraîcheur d'une des dernières formes d'expression où la peinture allie la rigueur à l'émotion.

Galerie Denise René, 22, rue Chénier, Paris 3. Tél. : 48-57-73-94. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Henri Presat

Les constructions de Presat partent de la figure humaine, qu'elles synthétisent magistralement. La Suisse est un des bastions de l'art concret, trop peu connu en France, dont il faut souligner l'extrême richesse, la grande subtilité, et parfois une acuité inattendue. Mais Presat n'a rien d'un ingénieur et ne rejoint la géométrie que parce qu'elle est présente dans la nature.

Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix, Paris 3. Tél. : 48-04-94-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Régions

Nouvelles expositions

Metz

John Franklin Kenig
Rétrospective itinérante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Co-fondateur avec Jean-Robert Arnaut de la revue *Cineaste*, John Kenig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis les années 30, ce son œuvre témoigne de la richesse et de la diversité d'une période aujourd'hui tristement méconnue, d'une époque où l'art savait encore avoir l'élégance de la nuance.

La Cour d'or, Musée de Metz, 2, rue du Haut-Pôlier, 57000. Tél. : 87-75-10-18. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Du 12 décembre au 8 février 1993. 18 F, entrée gratuite le mercredi.

Sélection

Bordeaux

Wolfgang Laib

Laib butine à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obtenir l'arche centrale de la grande nef du CAPC. Contraste absolu avec les peintures des figuratifs des années 80, de Barolo à Schabert en passant par Combas, tirées des collections du musée, qui sont exposées au même moment.

CAPC Musée d'art contemporain - Esplanade, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 février 1993.

Le Havre

Les Iconodules : la question de l'image

La modernité, du moins celle qui passe par Malevitch, est placée sous le signe de l'icône. Bousculée par certaines avant-gardes, l'image revient en force dans les préoccupations des 14 jeunes artistes européens et américains, mais sous des angles qui devraient surprendre. Derniers jours.

Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 78000. Tél. : 35-42-33-87. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Egalement au Centre d'art contemporain de Rouen (35-08-07-70) et au Musée d'Evreux (32-31-52-29). Jusqu'au 14 décembre.

Marseille

Walker Evans, Dan Graham

Walker Evans (1903-1975) est un des grands photographes modernistes américains, peut-être le premier à avoir transformé, par des séries rigoureuses, des images documentaires en œuvres réfléchies. Dan Graham est un photographe conceptuel qui a également travaillé sur l'architecture et la vie urbaine. Le rapprochement est séduisant.

Musée Cantini, 18, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 10 janvier 1993.

Martignes

Jean-Paul Marcheschi

Après Mira, Klein, Burri, Judd, le feu a gagné un autre adepte. Marcheschi a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 notes », autant de pages noircies à la bougie en hommage aux Vierges de la *Légende dorée* de Jacques de Voragine, revues bien sûr par Apollinaire. Rétrospective et création d'une œuvre *in situ*, commandée par le musée.

Musée Ziam, boulevard du 14-Juillet, 13600. Tél. : 42-30-66-06. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Mouans-Sartoux

Face à face

Le Carré noir de Malevitch fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontées ces vénéralités images avec leurs descendants modernes, de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres d'Albers, Hommage, Federle et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Bastie et tous les saints de la vieille Russie.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars 1993.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet « Architecture » : Frédéric Edelmann « Photo » : Michiel Gorrin

Conférence exceptionnelle de
Maître Kido Inoue
INITIATION AU ZAZEN
les vendredis 11 et mardi 15 décembre 1992
à l'Auditorium du Musée Guimet
6, place d'Iena, 75016 Paris
Entrée gratuite

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, rue des Beaux-Arts - 75006 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07 - Fax : (1) 46 33 04 25
PEDRO MORENO MEYERHOFF
Peintures et dessins
Jusqu'au 9 janvier 1993

NOUVEAUTÉ,
INTÉGRALEMENT
EN COULEURS
LES PERSPECTIVES SAVANTES,
LES BATAILLES FANTASTIQUES
ET LES SOUS-BOIS RÉVÉLÉS DE
PAOLO UCCELLO
EDITIONS HAZAN

VOTRE TABLEAU CE SOIR

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Schumann

Première Sonate, Intermède op. 4, Variations op. 14 sur un thème de Clara Weick, Burlesque op. 35, Chant de l'aube op. 132, Improvisation op. 5.

Jean Martin (piano Steinway et Bösendorfer).

Un conseil : prélevez, en guise d'échantillon, dans le répertoire de Shura Cherkassky analysé ici-même la semaine dernière (« Le Monde Arts et Spectacles » du 3 décembre), le thème, rien que le thème des Variations symphoniques de Schumann. Et lancez-vous dans le Schumann de Jean Martin. Vous entendrez deux styles absolument antagonistes, deux façons incoinciables de jouer du piano, mais toutes deux aussi dignes d'admiration. Elève d'Yves Nat, professeur depuis de longues années, parcimonieux au disque mais chaque fois remarqué (cet album réunit des enregistrements de différentes périodes), Jean Martin, dans Schumann, c'est l'éloquence dominée du « parlando », une sonorité grasse et peu colorée, des dynamiques plutôt moyennes, jamais la moindre excentricité, mais un confort absolu de l'écoute — on sait toujours où l'on est et où l'on va dans l'architecture musicale. Cette maîtrise intellectuelle, très impressionnante, culmine dans la Sonate op. 11 qui ouvre le programme du pianiste. Sympathique talent de bâtisseur de formes, formes ici insolites et complexes — celles du finale en particulier. Dans les Bunte Blätter — insuffisamment multicolores peut-être — il arrive que l'on sente le pianiste à

ses limites techniques. Mais il reste le chanteur idéal grave et ascétique des Chants de l'aube.

1 coffret de 2 CD ARN 288218.

Charles Gounod

Mors et vita

Barbara Hendricks (soprano), Nadine Denzin (alto), John Aler (ténor), José Van Dam (baryton), Chœur de l'Orchestre Donostia, Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction).

Contrepoint utile au Faust de la Bastille : Gounod dans sa veine religieuse (sous le coup d'une crise mystique, il signa un temps « l'Abbé Gounod »). Soit Mors et vita, un requiem magnifique qui pourrait donner aux interprètes l'envie de faire des infidélités à celui, bien trop fréquent, de Faust. Chez ce dernier, le rythme syncope du Libera me semble être d'ailleurs une réminiscence directe du Dies irae de Gounod. On retrouve l'extraordinaire génie de la mélodie, ces lignes vocales gonflées de sentimentalité, ces tempos pépères, qui permettent aux chanteurs de respirer et de donner de la voix dans les meilleures conditions. On n'est pas si loin de Faust, finalement. Malgré l'absence d'autres versions discographiques, et donc d'éléments de comparaison, saluons sans trop de risque de se tromper la version de référence : Plasson ? est comme un poisson dans l'eau.

1 coffret de 2 CD 7 54455 2.

A. R.

Jazz

Philly Joe Jones

Phil de Soul/Philly of Soul

Sur le calendrier qui sert de titre, rien à dire. On disait aussi d'Archie Shepp que ses chemises étaient shepp et archi-shepp. Pudeur à la Perc. Philly Joe Jones est ici cerné d'un « octet » brillant : Hal Singer, Glenn Ferris, Wilbur Little, etc., mieux vaut en rire en effet. C'était un batteur d'une telle exception, si mathématique et si fin à la fois, si considérable dans l'histoire des hommes, qu'il vaut mieux en rire. Ça rassure. Oui : c'est lui, Philly Joe, le batteur du quintet Miles-Coltrane. Or ce ne furent que quelques soirées de sa vie. Pas plus.

1 CD Margo 151972. Distribué par Arvi.

Rock

Ricky Ford

Hot Bass

Musicien entier, entièrement musicien, Ricky Ford (saxophone ténor) poursuit une carrière sans esquisse. Partout où il se trouve, il joue. A l'ancienne. Né chez Mingus, il a sa façon de renouveler son expression et d'interroger les événements (anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, guerre du Golfe). Entière et dure.

1 CD Candid 79518. Distribué par Harmonia Mundi.

Rock

Julian Cope

Journé

La quête mystique qu'avait entamée Julian Cope avec *Peggy Suicide*, son précédent (et excellent) album, l'emmène un peu plus loin avec *Journé*, cette attaque don-quichottesque contre la tradition judéo-chrétienne. En une heure et quart, Cope réhabilite les divinités serpentes, l'idée d'un Dieu féminin et jette judaïsme et christianisme avec l'eau du bénitier. Il trouve même le temps de faire du rock'n'roll.

Certes, il est bien facile de se moquer de Julian Cope, qui, tout seul dans son coin, refait le chemin qu'une génération (de jeunes gens riches et blancs) entière fit au milieu des années 60. Qui fait preuve de cette vieille fascination anglaise pour les serpents (voir le *Repaire du blanc* de Ken Russell). Et qui enregistre des albums si longs qu'ils se font indigestes.

Mais ça n'empêche pas Cope de chanter d'une des plus belles voix rock que l'on ait jamais entendues, legy Pop et Jim Morrison compris. Et de savoir avec deux guitares, une basse, une batterie, aller directement à l'essentiel, entre deux divagations incantatoires.

1 CD Virgin 31080.

Jean-Louis Aubert

H

Comme « humain », comme « H2O » (le livret arbore un beau balem), un concept-album, donc. Si Julian Cope ou Lou Reed ont le droit, pourquoi pas Jean-Louis Aubert ? Mais, ici, le concept très flou sert à brouiller la vision. A cacher le problème qui hante Aubert depuis bien avant la dissolution de Téléphone : comme beaucoup de rockers, il n'avait que quelques chansons à composer. Elles

Les poèmes symphoniques de Sibelius

Glaces et chaleurs polaires

En une intégrale et trois CD, voici un formidable travail en quatre ans et onze opus (dont le grand cycle de Lemminkäinen, de près de 50 minutes), est dirigée d'une main légère et assurée par un ancien assistant de Korndörfer, Vassili Sinifid, au pupitre de son orchestre, le Philharmonique de Moscou, impeccable de cohésion et d'un lyrisme communicatif. L'un des fleurons de la collection russe d'André Lishke, sans discussion.

Cette « rétrospective Sibelius » étendue sur trente-quatre ans et onze opus (dont le grand cycle de Lemminkäinen, de près de 50 minutes), est dirigée d'une main légère et assurée par un ancien assistant de Korndörfer, Vassili Sinifid, au pupitre de son orchestre, le Philharmonique de Moscou, impeccable de cohésion et d'un lyrisme communicatif. L'un des fleurons de la collection russe d'André Lishke, sans discussion.

Qui est Lemminkäinen, dont l'épopée en quatre mouvements frappe d'emblée les nerfs et l'imagination (avec, en seconde position, le très célèbre *Cygne de Tuonela*) ? Le Don Juan finlandais, nous dit Pierre Vidal dans son texte de présentation. Le plus séduisant héros du Kalevala, cette épopée nationale en 132 chants et près de 50 000 vers réunie autour de 1850 par Elias Lönnrot, parfois surnommé à tort « l'Homère finlandais ». En fait, ce fils de tailleur parcourut pendant



Sibelius, fumeur de havane.

des années de vastes régions désertiques et se fit dicter leurs chants par les rhapsodes locaux.

Sibelius allait puiser dans le Kalevala l'essentiel de son inspiration littéraire. Et ce besoin d'inscrire son art dans la mythologie de son pays, descendant du plus lointain passé à travers une tradition orale, c'est le lien le plus évident de Sibelius avec Wagner d'un côté, Bartók de l'autre. On est en effet rejeté du premier au second quand on passe des *Légendes de Lemminkäinen* op. 22 (dont l'harmonie évoque *Tristan*, et l'orchestration l'*Or du Rhin*) au formidable de *Luannotar* op. 70 pour soprano et orchestre, dont la modalité, combinée avec un système d'immenses pédales, crée l'illusion de micro-intervalles, et note totalement la tonalité, dans ce climat grelottant et plaintif que l'on trouve souvent chez Bartók. Jamais trahie par le désespoir dans une partition inépuisable, Maria Jögeva transforme en vision stupéfiante cette œuvre inclassable. Le *Bard* — que l'on peut interpréter comme un autoportrait — les *Océanides* — contemporaines du *Sacre du printemps* mais marquées apparemment par la Mer de Debussy, — la *Dryade* surtout, si proche de *Jeu* par l'éclatement des motifs et le jaillissement des rythmes, sont de la même eau. Cet élément marin, si cher à Sibelius.

ANNE REY

* Un coffret de 3 CD « Saison russe » 288 015-17. Distribué par le Chant du Monde.

Musiques du monde

Nusrat Fateh Ali Khan

Devotional Songs

Love Songs

Le chant *qawali*, hymne à la foi d'inspiration soufie, met en scène la joie de croire, la conviction hypnotique du bien-fondé des louanges adressées au Prophète. La voix s'envole haut, les bras voltigent, l'harmonium et les claquettes de mains rythment le jeu. Le Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan en est le maître jusqu'à aujourd'hui incontesté et incontestable. Qu'on nous permette de garder la nostalgie de ses albums parus chez Ocora (distribution Harmonia Mundi). Depuis, Fateh Ali Khan, avec son ampleur physique digne d'un bouddha, sa voix exceptionnelle, son charisme, est devenu une star mondiale. Tant mieux : on l'entend, on le voit souvent en dehors du Pakistan, et la gloire est méritée. Nusrat et ses compagnons avaient déjà flirté avec la *world music*, version Peter Gabriel, en enregistrant deux albums sous le label Real World, l'un classique, l'autre plus mélangé, d'où sortit un tube (y compris chez les Pakistanais d'ici et de là-bas), *Must, Must*, un exercice bien fait et plutôt drôle repris ensuite avec la complicité des jeunes gens de Massive Attack.

Voici deux nouveaux disques du chanteur. Mais ceux-ci sont inédits. Le traditionnel *Allah, Alaou, Alaou* introduit et pulpeux, ici débité sur un air de mandoline, tombe à plat. Pire, on a mis du *khazal*, mode romantique, dans le religieux, et le sérieux Fateh Ali Khan s'adonne dans un deuxième volume à des exercices dénués de sens sur des *Love Songs* (ghazal) où il ne reconnaît plus son Dieu. Sur les marchés pakistanais, on trouve aujourd'hui les cassettes à la mode (avec chœur de jeunes filles très funk) du chanteur et de son groupe. Qui sera le gardien du temple ?

2 CD Real World 263234 et 263235.

V. Mo.

V. Mo.

sont toutes sur les trois premiers albums de Téléphone. Depuis, tout est question de recyclage (le signe d'un vrai écologiste, sans doute). Recyclage de ses propres chansons (*Temps à nouveau*, c'est la *Bombe humaine*), des chansons des autres (*Avec les mots*, c'est *Till The Next Time We Say Goodbye* des Stones). Et puis la naïveté qui passait à peu près en 1978 se fait un peu embarrassante en 1992. Les textes sont illisibles, c'est fréquent en matière de rock'n'roll, mais aussi souvent insupportables, c'est plus ennuyeux.

Ce constat renouvelé, on ne peut que s'incliner devant le soin apporté à l'habillage de ce deuxième : son impeccable, belles guitares, invités intéressants (Paul Personne, Princesse Erika, le chœur bulgare *Trakia*) qui rendent l'écoute de *H* possible, à condition de garder une oreille distraite.

Virgin 31080.

T. S.

Chansons

Julien Clerc

Utile

Après un passage américain il y a deux ans, aux côtés du producteur Phil Ramone, Julien Clerc revient à ses premières amours : la chanson française, écrite, sensible, allusive, et Étienne Roda-Gil (*lire l'interview page 28*). A eux deux, ils avaient forgé le Julien première époque, jeune prince lyrique, passager fumble de l'après Mai 68. *Utile* est empreint de déchirements apaisés. Plaisir pudique des retrouvailles après une longue rupture, celle de l'auteur et de son interprète (dix ans de silence mutuel). Nostalgie poignante de la mort acceptée, celle du communisme, celle de Nadine, peintre et épouse d'Étienne Roda-Gil. Le très beau et très symbolique livret, conçu par Marie Farge, mêle d'ailleurs des éléments du travail de Nadine Roda-Gil, des photos du grand-père communiste de Julien Clerc, sur fond de carnets de l'auteur qui a écrit les onze titres de l'album lors d'un séjour forcé — une grève — à Londres.

Utile contient quelques ballades émouvantes, qui à elles seules

valent le détour : *Ballade en blanc*, *Charpie de chapka* (quelques accents façon *Lac Majeur*), ou encore *Amazon*, langoureuse, subtile, portée par la voix éclatante de Julien Clerc. Aux accents optimistes et directs (*Free Demo*, style reggae, *Coquetier bleu*, bossa innocente) répondent des mélodies plus atmosphériques, presque napolitaines (*la Belle*).

Pris séparément, les onze titres de cet album dégagent un charme, un parfum inhabituels. D'où vient dès lors l'impression de déjà entendu, une fois l'album écouté dans son entier ? De la voix, marquante, de Julien Clerc ? De sa difficulté à sortir de lui-même, à arriver au bout de la folie, à force de trop discipliner ces extrêmes que le chanteur sent à portée de talent depuis ses débuts, sans jamais les atteindre totalement ? Reste qu'*Utile* est un des objets les plus attachants produits depuis longtemps en France.

1 CD Virgin 31085.

Eric Lareine

Plaisir d'offrir, joie de recevoir

Eric Lareine, Lorrain, puis Toulousain d'adoption, a du tempérament. Appellation couramment admise pour décrire une certaine forme d'activisme en scène, une manière particulière de balancer des mots sans ménagement. Exemple : « *Tout a un début, tout a une fin. Tout le monde est repu, tout le monde a faim* ». C'est net, précis comme une opération chirurgicale. Mais Lareine n'a pas la froideur du chirurgien. Il a même tendance à l'émotivité, qui fait rougir de conviction ou crier à en perdre le souffle.

En équilibre instable entre le rock (Gnash Patti, pour la voix), la chanson française (Guidoni, pour la rage et les arrangements), le métissage funk (O'Jaid), Lareine cherche, explore. Il est bien inspiré d'affiner son chant, d'aller piocher dans des atmosphères plus mélodiques, moins déchirées. Mais le tempérament, justement, déborde. Joyeusement. Nerveusement. Les envies insurrectionnelles (« *Quand j'aurai plus d'œufs, j'aurai plus d'esca-dille* ») et les talents probables font toujours plaisir à écouter.

1 CD Turbulences TURB 002. Distribué par Sociolac.

V. Mo.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.L.H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
ESPACE CHAMPAGNE 40-20-00-27 110, Galerie de Viala, 1 ^{er}	La grande union des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons, crustacés sur menu.	La grande union des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons, crustacés sur menu.	La grande union des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons, crustacés sur menu.
CHARLOT ROI DES COQUILLAGES T.L.J. 12, place Cléty, 9 - 45-74-69-64. Jusqu'à 1 h.	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la semaine, 170 F.T.C. Cigues, Galletes.	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la semaine, 170 F.T.C. Cigues, Galletes.	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la semaine, 170 F.T.C. Cigues, Galletes.
TY COZ F.Dim. Lundi soir 34, rue Saint-Georges, 9 - 45-78-42-93/4-61	Unique au monde. Cœur fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumet et non fumet.	Unique au monde. Cœur fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumet et non fumet.	Unique au monde. Cœur fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumet et non fumet.
RIVE GAUCHE			
NOUVEAUX LES GAULONS 44-33-46-97 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4	Menu-carte de poissons et de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	Menu-carte de poissons et de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	Menu-carte de poissons et de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
LE RESTO DU PORT F.Lun. Mardi midi 15, quai de Montbello, 9 - 45-51-73-19	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 9. 1 ^{er} Menu. T.L.J. de 12 h à 23 h 30, vin, sang, jus, 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Salon : mariages, cocktails, réception.	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 9. 1 ^{er} Menu. T.L.J. de 12 h à 23 h 30, vin, sang, jus, 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Salon : mariages, cocktails, réception.	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 9. 1 ^{er} Menu. T.L.J. de 12 h à 23 h 30, vin, sang, jus, 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Salon : mariages, cocktails, réception.
LE MAHARAJAH 43-54-26-07 Plats à emporter : moins 30 %	Unique ! Brochet de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	Unique ! Brochet de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	Unique ! Brochet de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
L'ARBUCI 44-41-14-14 25, rue de Buci, 4	Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux haut de coquillage. Choix de côtes-du-rhône.	Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux haut de coquillage. Choix de côtes-du-rhône.	Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux haut de coquillage. Choix de côtes-du-rhône.
LE PROCOPE 43-26-99-30 T.L.J. 13, rue de l'Assommoir, 9. Jusqu'à 1 h	AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. RÉVEILLON ST-SYLVESTRE, 650 F (avec 1/2 champagne par pers.). DINER DANSANT, COITILLONS. Jusqu'à l'aube.	AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. RÉVEILLON ST-SYLVESTRE, 650 F (avec 1/2 champagne par pers.). DINER DANSANT, COITILLONS. Jusqu'à l'aube.	AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. RÉVEILLON ST-SYLVESTRE, 650 F (avec 1/2 champagne par pers.). DINER DANSANT, COITILLONS. Jusqu'à l'aube.
LE SYRANTE F.Sam. midi et dim. 6, rue du Sabot, 6	Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Din. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Din. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Din. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
RESTAURANT THOUHEUX 41-45-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7			
SOUPERS APRÈS MINUIT			
ALSACE A PARIS T.L.J. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 - Salons	LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE Le point de rencontre du quartier HUITRES - POISSONS Plats traditionnels Décor « fausse de luxe » et de classe Ambiance club à l'époque T.L.J. de 11 h 30 à 1 h 15 de musique 6, place de la Bastille, 43-42-00-32 PARKING SOUS L'OPÉRA	LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE Le point de rencontre du quartier HUITRES - POISSONS Plats traditionnels Décor « fausse de luxe » et de classe Ambiance club à l'époque T.L.J. de 11 h 30 à 1 h 15 de musique 6, place de la Bastille, 43-42-00-32 PARKING SOUS L'OPÉRA	LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE Le point de rencontre du quartier HUITRES - POISSONS Plats traditionnels Décor « fausse de luxe » et de classe Ambiance club à l'époque T.L.J. de 11 h 30 à 1 h 15 de musique 6, place de la Bastille, 43-42-00-32 PARKING SOUS L'OPÉRA

je
in
su
ne
pr
is
on
rs
les
ju
le
ga
no
ré
les
tes
tre
de
sua
iers
sine
fid
vne
t un
ain.
arac
trai
enté
dans
u'en
ines.
émi
e de
plus
vint
ation
avait
style
le
s. Ce
répu
tme
l'art
ches

pré
Schir
ches,

de
Edi
5425
18 ill.
1993.

« QIU JU, UNE FEMME CHINOISE »
de Zhang Yimou

CINÉMA

ÉPOUSE ET HÉROÏNE

Cinéaste chinois subitement propulsé au premier plan par le succès international d'*« Épouses et concubines »*, Zhang Yimou revient avec un film qui prend à rebrousse-poil les amateurs de « belles images », pour mieux décrire la réalité et l'évolution de la Chine actuelle. *« Qiu Ju, une femme chinoise »*, qui a reçu un Lion d'or mérité au Festival de Venise, est une fable tragico-comique, et aussi un formidable portrait de femme engagée dans une lutte sans merci pour obtenir justice.



Gong Li, interprète du rôle de Qiu Ju, une femme à la conquête de la liberté.

C'EST peu dire qu'on attendait Zhang Yimou au tournant. Après le succès planétaire d'*« Épouses et concubines »* (500 000 entrées en France, quelque 15 millions de dollars au box-office dans le monde, du jamais vu pour un film chinois), comment allait-il gérer cette célébrité, cette responsabilité aussi, puisqu'il était devenu, bon gré mal gré, le représentant mondial du cinéma chinois ? On l'attendait, aussi, au tournant esthétique, après son inquiétante dérive, amorcée en 1990 avec *Ju Dou* et aggravée par les fameuses *« Épouses »*, vers la carte postale exotique de parfaite facture. Elle faisait nonneur à ses talents de chef opérateur (le premier métier de Zhang), mais risquait de geler son cinéma dans la joliesse orientalisante.

Son cinquième film – le quatrième dont il reconnaît la paternité, le thriller *Opération Jaguar* (1989) étant une commande assumée par amitié mais dans laquelle Zhang refuse de se reconnaître – est une réponse magistrale à cette double attente. A quarante-deux ans, visage émacié, puissance fétine de chasseur, de guerrier, Zhang Yimou n'a d'ailleurs pas l'aspect d'un adepte du *« wu xing »* artistique. De passage à Paris, il confirme avoir délibérément voulu changer ses batteries : « J'ai essayé de travailler d'une manière différente, qu'il s'agisse de la mise en scène, de l'enregistrement du son ou de la prise de vues. Mais l'essentiel demeure que le style corresponde à l'histoire racontée. »

Cette histoire, d'une simplicité de fable, est, comme d'habitude chez Zhang, adaptée d'un roman (de Jiao Yuan-biao, mais plus de déroulé, cette fois, de nos jours et non pas dans la Chine prérévolutionnaire. Comme pour les précédents films l'interprète principale en est la femme du réalisateur, Gong Li. Mais cette actrice à la beauté sidérante, volontairement mal attifée, a proposé que sa « femme chinoise » soit encointe, et elle s'est non pas enlaidie (à l'impossible nulle n'est tenue), mais rendue banale autant que faire se peut. Et, comme il est d'usage chez ce cinéaste, l'action se situe

dans un lieu reculé (un village près de Xi'an, région centrale dont il est originaire). Mais le lieu cesse ici d'être un décor, même « naturel » (de plantation dans le *Sorgho rouge*, de teinturerie dans *Ju Dou*, de riche demeure labyrinthique dans *« Épouses et concubines »*) : hormis un clin d'œil aux pousseuses chromatiques de jadis avec les immenses grappes de piments rouges, le village se compose de maisons ordinaires et de tristes chemins, et non pas d'éléments choisis pour leur aspect plastique.

Ce va-et-vient entre continuité et singularité traduit la capacité d'un cinéaste, qui dit « travailler avec 50 % de certitude et 50 % d'inquiétude », à se renouveler sans se trahir. Jetant par-dessus les pagodes sa virtuosité d'imagier, Zhang Yimou préfère cette fois les humbles tactiques du documentaire. Sur un scénario très concret, il n'y gagne pas seulement en intégrité et en rigueur, mais en profondeur.

Le film raconte donc comment, son mari ayant été frappé par le chef de village à la suite d'une dispute, la paysanne Qiu Ju exige réparation : elle ne veut ni argent ni décision de justice, mais la reconnaissance publique de ses torts par le coupable. Affaire de « face » perdue et qu'il faut retrouver en faisant perdre la face à l'autre, selon le mécanisme oriental ? Oui. Mais aussi affaire de justice, de résistance, d'engagement pour un idéal... et des limites de cet engagement. Question universelle, aux sous-entendus acérés sur la Chine actuelle.

Entre comique de répétition et insistance obsessionnelle. Qiu Ju ira donc clamer son bon droit successivement au bourg du coin, à la grande ville régionale, à la capitale provinciale, finira par se faire entendre à Pékin. Peu à peu elle lisse ses voisins, ses amis, les autorités plutôt bienveillantes, et jusqu'à son mari. Et elle inquiète tout le monde avec sa manière de se jeter, à quelques jours de l'accouchement, sur les routes de montagne verglacées et dans le monde inconnu des villes. Qiu Ju, elle, ne se lasse pas. La certitude de son

bon droit l'anime, mais Zhang Yimou suggère aussi, sans jamais l'expliciter, le désir (sensible, libérateur) de la jeune femme de sortir ainsi de son univers confiné – le cinéaste retrouve alors un thème constant de ses films, celui de la femme opprimée par les liens traditionnels. Ce désir, porté par l'impressionnante présence à l'écran de l'actrice et épiée de petites scènes de drame ou de comédie adaptées à chaque situation, fait le plaisir du spectateur, et sauve le film des dangers de la répétition.

A cette vibration s'ajoute l'étonnante carte en relief du pays dessinée par le film, par la représentation de groupes sociaux comme emboîtés du plus petit (la cellule familiale villageoise) au plus grand (la capitale provinciale, l'inaccessible Pékin restant hors champ) pour composer un portrait chaleureux sans complaisance, attentif sans lourdeur pédagogique, de la Chine d'aujourd'hui.

Le portrait n'est pas caricature, et Zhang Yimou évite, cette fois, les couleurs trop franches en refusant la facilité mélodramatique du ou des « méchants ». Chef de village, flics, juges et avocats, nul n'endosse la panoplie simpliste qui permet la dénonciation à peu de frais, et finalement met tout le monde d'accord. La question posée par Qiu Ju l'obstine à se sans réponse, et le cinéaste ne triche pas en désignant un coupable facile, bouc émissaire de fiction. Mieux, *Qiu Ju* évite de juger son personnage, laisse à chacun le choix de décider si sa passion de la justice fait d'elle une héroïne, voire une sainte, ou, passé une certaine limite, une emmerdeuse, voire une dangereuse fanatique lorsque le film débouche sur un épilogue aussi tragique qu'imprévu.

Zhang Yimou revendique cette ambiguïté, laisse à l'interlocuteur occidental le soin de relever que si l'exigence du bon droit reste terriblement d'actualité dans son pays, la métaphore d'un combat justicier dégénérant en tragédie oppressive peut trouver d'autres échos : l'histoire de la révolution chinoise elle-même. Le réalisateur préfère souligner le changement de psychologie sociale traduit par le film : « J'ai voulu montrer une femme simple qui cherche à s'affirmer individuellement. C'est un tournant essentiel dans un pays où, traditionnellement, on privilégie le collectif. L'intérêt général de la société, quitte à nier totalement l'intérêt particulier. Aujourd'hui, pour la première fois dans la civilisation chinoise, on constate ce besoin de reconnaissance individuelle, c'est une vague de fond sociologique beaucoup plus profonde et significative que tel ou tel virage politique. »

Donnée essentielle, quel que soit le jugement qu'on porte à son égard, ce développement de l'individualisme en Chine se retrouve, évidemment, dans le cinéma. Zhang Yimou est devenu le représentant le plus connu de ce qu'on appelle la « cinquième génération », celle des cinéastes d'après la Révolution culturelle qui, durant les années 80 (jusqu'au coup de bache de Tiananmen en 1989), apporta un souffle nouveau à partir du « camp de base » constitué par le studio de Xi'an. Ses membres (notamment Zhang, Wu Tien-min, ancien directeur du studio, et l'auteur de *La Terre jeune* et du *Roi des enfants*, Chen Kaige) sont aujourd'hui

dispersés, en exil pour la plupart. « Une sixième génération verra certainement le jour, dit Zhang Yimou, mais elle ne ressemblera pas à la précédente. Un lieu d'élaboration collectif comme a été le studio de Xi'an (où Zhang fut opérateur pour Chen Kaige, acteur pour Wu Tien-min) me paraît impossible aujourd'hui. Désormais chacun travaille dans son coin et cherche à se faire connaître individuellement ; les techniques de publicité ont pris une grande importance. » En attendant l'émergence de cette relève, qui dépend de la disparition d'au moins quelques verrous politiques, les réalisateurs se débrouillent dans un labyrinthe d'interdits et de demi-autorisations, rendu plus complexe encore lorsqu'il s'agit de coproduction avec l'étranger, Hongkong dans le cas de *Qiu Ju*.

« Le problème principal en ce qui concerne la censure est l'absence de règles fixes. Les interdits changent d'un jour à l'autre, et d'un censeur à l'autre. Paradoxalement, nous réclamons aujourd'hui l'établissement d'une censure précise (puisque son abolition est, à court terme, hors de portée). Cette censure ne porte pas tellement sur les mœurs, où il est assez simple de fixer ce qu'on peut montrer, mais sur les questions idéologiques, qui sont beaucoup plus floues : comment cultiver les sentiments qu'est susceptible d'inspirer un film ? »

« Dans le cas d'un film tourné en Chine avec un financement extérieur, le gouvernement ne peut rien dire une fois qu'il a agréé le scénario, il peut seulement interdire la diffusion du film sur le territoire... et manifester son mécontentement, en particulier lors du projet suivant. » La diffusion des films de Zhang Yimou a ainsi rencontré des difficultés dans leur pays d'origine, mais l'Etat chinois demeure apparemment suffisamment avide de devises pour ne pas entraver sérieusement le tournage d'un nouveau film de cinéaste mal vu (Chen Kaige, qui a connu des mésaventures similaires, vient ainsi de terminer son cinquième film, produit pas la taiwanaise Hsu Feng). Là aussi règne est l'arbitraire et l'imprévisible : un même film peut être envoyé officiellement par Pékin dans un festival et être tout aussi officiellement critiqué si une récompense est attribuée à cette même œuvre, dont on découvre subitement qu'elle n'est pas « conforme aux valeurs du socialisme » (verdict gouvernemental sur *Ju Dou* après sa nomination aux Oscars). Une très belle scène de *Qiu Ju* montre l'héroïne errant dans les rues de la ville, passant devant l'échope d'un « marchand d'images » : extraordinaire (et véridique) capharnaüm de chromos qui mêlent portraits de Mao et de Bouddha, starlette (un peu) dénudée et paysage bucolique, chaton de calendrier des postes voisinant avec Schwarzenegger. Face à cette confusion des images et des références, symbolique d'un pays qui cherche désespérément à concilier traditions millénaires, principes politiques archaïques et modernité économique sauvage, l'œil observateur, à la fois ironique et proche des gens, de Zhang Yimou fait de son film une passionnante analyse de la réalité, dynamisée par une formidable force vitale.

JEAN-MICHEL FRODON

* Sortie en salle le 9 décembre (lire la liste des salles en sélection « Cinéma »).

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
CINÉMA
CINÉMATHEQUE FRANÇAISE - PALAIS DE TOKYO
jusqu'au 20 décembre
CINÉMA UNDERGROUND DES ANNEES 60/70
du 9 au 13 décembre
INTEGRALE MICHAEL SNOW
12 et 13 décembre
BERLIN ALEXANDERPLATZ
DE R.W. FASSBINDER
VERSION INTEGRALE, COPIE NEUVE SOUS-TITRÉE FRANÇAIS

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE
LE MONDE EN POCHES
1120 pages 155 F

M. Eltsin
de trancher
L'Europe
We
la D
PRIX